



Assemblée générale

Distr. générale
24 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 155 de l'ordre du jour

Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

Exécution du budget de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat.	5
A. Considérations générales	5
B. Utilisation des crédits	5
C. Activités d'appui de la mission	17
D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional	18
E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	19
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	19
III. Exécution du budget	70
A. Ressources financières	70
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	71
C. Évolution des dépenses mensuelles	71
D. Autres produits et ajustements	72
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	72
F. Contributions non budgétisées	73



IV.	Analyse des écarts	73
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	77
VI.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/300 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée	79
A.	Assemblée générale	79
B.	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	83

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 et l'objectif de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) est expliquée dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (protection des civils, appui à la stabilisation et au renforcement des institutions publiques en République démocratique du Congo, et appui).

Au cours de l'exercice considéré, la MONUSCO a continué de réduire sa présence en République démocratique du Congo : elle a retiré la totalité de ses contingents de la région du Kasai en novembre 2020 et fermé ses bureaux de Kananga et de Tshikapa le 30 juin 2021. Elle a toutefois continué d'appuyer, à titre transitoire, les principales activités de consolidation de la paix et de stabilisation, notamment en offrant son concours aux autorités nationales et aux organismes des Nations Unies. La reconfiguration de la brigade d'intervention s'est poursuivie, avec l'arrivée de deux forces de réaction rapide, et la capacité opérationnelle de l'ensemble de la force a été renforcée par la mise sur pied de l'unité d'analyse des menaces par géolocalisation et de l'unité de renseignement tactique. Par ailleurs, la MONUSCO a aidé le Gouvernement à concevoir une nouvelle structure nationale de désarmement, de démobilisation et de réintégration. L'exécution de son mandat a toutefois continué d'être entravée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a entraîné la restriction des voyages et des rassemblements et perturbé la chaîne d'approvisionnement.

Au cours de l'exercice considéré, la Mission a engagé des dépenses d'un montant de 1 002 121 600 dollars, ce qui représente un taux d'utilisation des ressources de 93,2 %, contre 1 036 092 000 dollars, soit un taux d'utilisation des ressources de 98,8 %, pour l'exercice 2019/20.

Le solde inutilisé (73 217 000 dollars) s'explique par la sous-utilisation des crédits ouverts au titre des militaires et du personnel de police, qui tient principalement au fait que les taux de déploiement tardif appliqués à toutes les catégories de personnel concernées ont été plus élevés que prévus, que les dépenses de fret pour la rotation et le rapatriement du matériel appartenant aux contingents ont été inférieures aux prévisions en raison du report ou de l'annulation du déploiement de contingents et d'unités de police constituées, et que le coût quotidien des rations a été moins élevé que prévu, ainsi que par la sous-utilisation des crédits ouverts au titre des dépenses opérationnelles, qui est essentiellement imputable à l'incidence de la restriction des voyages et des rassemblements liée à la pandémie de COVID-19 et au fait que le carburant a coûté moins cher que prévu.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	526 078,6	472 920,8	53 157,8	10,1
Personnel civil	258 006,7	257 581,5	425,2	0,2
Dépenses opérationnelles	291 253,3	271 619,3	19 634,0	6,7
Montant brut	1 075 338,6	1 002 121,6	73 217,0	6,8

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Recettes provenant des contributions du personnel	26 394,2	26 910,5	(516,3)	(2,0)
Montant net	1 048 944,4	975 211,1	73 733,3	7,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	1 075 338,6	1 002 121,6	73 217,0	6,8

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Effectif approuvé ^a	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	660	464	29,7
Contingents	13 640	12 554	8,0
Police des Nations Unies	591	334	43,5
Unités de police constituées	1 410	1 051	25,5
Personnel recruté sur le plan international	720	632	12,2
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs	199	178	10,6
Agents des services généraux	1 521	1 439	5,4
Volontaires des Nations Unies			
Volontaires recrutés sur le plan international	336	311	7,4
Volontaires recrutés sur le plan national	11	9	18,2
Emplois de temporaire ^c			
Personnel recruté sur le plan international	6	5	16,7
Administrateurs recrutés sur le plan national	8	6	25,0
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	46	45	2,2
Personnel fourni par des gouvernements	90	56	37,8

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le projet de budget pour le fonctionnement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 (exercice 2020/21), que le Secrétaire général a présenté dans son rapport du 5 mars 2020 ([A/74/738](#)), s'élevait à un montant brut de 1 087 769 600 dollars (montant net : 1 061 238 400 dollars). Il devait couvrir le déploiement de 660 observateurs militaires, 13 640 membres des contingents, 2 001 membres du personnel de police, dont 1 410 membres d'unités constituées, 726 membres du personnel recruté sur le plan international, 1 780 membres du personnel recruté sur le plan national (dont 213 administrateurs), 347 Volontaires des Nations Unies et 90 membres du personnel fourni par des gouvernements.
2. Dans son rapport en date du 30 avril 2020, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 1 083 538 600 dollars pour l'exercice 2020/21 ([A/74/737/Add.12](#), par. 27).
3. Par sa résolution [74/286](#) et sa décision 74/571, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 1 075 338 600 dollars (montant net : 1 048 944 400 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice 2020/21. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MONUSCO dans sa résolution [1925 \(2010\)](#) et l'a prorogé dans ses résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat correspondant à l'exercice considéré dans ses résolutions [2502 \(2019\)](#) et [2556 \(2020\)](#).
5. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de promouvoir la paix et la sécurité en République démocratique du Congo.
6. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué, au cours de l'exercice budgétaire, à un certain nombre de réalisations, en exécutant les produits clés présentés dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (protection des civils, appui à la stabilisation et au renforcement des institutions publiques en République démocratique du Congo, et appui).
7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2020/21, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

8. Pendant l'exercice considéré, conformément aux orientations stratégiques énoncées dans le projet de budget pour l'exercice 2020/21, la MONUSCO a réduit sa

présence en République démocratique du Congo, retirant la totalité de ses contingents de la région du Kasai en novembre 2020 de façon à consolider les acquis en matière d'amélioration de la sécurité. Elle a également fermé le bureau local de Kananga et l'antenne de Tshikapa le 30 juin 2021. La Mission a toutefois continué de fournir un appui transitoire aux principaux efforts de consolidation de la paix et de stabilisation, notamment en aidant les autorités nationales à affermir les institutions judiciaires et pénitentiaires et en renforçant la capacité des défenseurs des droits humains et des organisations œuvrant dans ce domaine à suivre la situation des droits humains, à recueillir des données et à communiquer l'information à ce sujet.

9. La Mission a mis en œuvre une approche globale de la protection des civils en assurant la coordination entre toutes ses composantes, civiles et en tenue, et avec les organismes des Nations Unies, en s'attachant tout particulièrement à améliorer l'évaluation des menaces et à atténuer les répercussions de ses opérations militaires sur la population civile. Au cours de l'exercice, elle a renforcé ses moyens de réception d'alertes et de réponse en élargissant les réseaux d'alerte locaux et en créant un pôle fonctionnant 24 heures sur 24 dans le territoire de Beni afin de pouvoir intervenir plus efficacement en cas de problème de sécurité. La reconfiguration de la brigade d'intervention s'est poursuivie avec l'arrivée de deux forces de réaction rapide et la capacité opérationnelle de l'ensemble de la force a été renforcée par la mise sur pied de l'unité d'analyse des menaces par géolocalisation et de l'unité de renseignement tactique. La Mission a par ailleurs développé les capacités des acteurs nationaux et apporté un appui aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), dans le plein respect de la politique de diligence raisonnable en matière de droits humains, notamment par le biais de formations opérationnelles, de l'échange de renseignements et de dons d'équipements, y compris de bases militaires, de façon à contribuer à étendre l'autorité de l'État.

10. La MONUSCO a élaboré des stratégies par zone précisant les résultats souhaités et les domaines d'intervention prioritaires pour régler les problèmes liés à la protection des civils de manière intégrée et systématique. Elle a renforcé son approche globale de la protection des civils, notamment en rendant opérationnels et en dynamisant les mécanismes de coordination tant au niveau des responsables que sur les plans opérationnel et tactique, afin de faciliter l'évaluation commune des menaces et la planification conjointe. Elle s'est employée à améliorer sa perception de la situation en concevant une architecture du renseignement à l'échelle de la Mission, en recourant plus largement à des capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, et en établissant l'unité d'analyse des menaces par géolocalisation à Beni. Conformément à la politique sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, elle a élaboré des rapports trimestriels prospectifs sur la protection des civils, à la suite de consultations approfondies entre les composantes civile, Police et militaire, ainsi qu'avec les organismes des Nations Unies concernés. Elle a également évalué sa performance en matière d'alerte et de réaction rapides au moyen d'examen internes.

11. Dans la province de l'Ituri, la MONUSCO s'est employée essentiellement à protéger les populations déplacées et à assurer la sécurité des déplacements le long des principaux axes routiers et autour de la ville de Bunia. Elle a continué de renforcer sa capacité de prévenir et d'écarter les menaces posées par les Forces démocratiques alliées (ADF) dans les territoires de Beni (Nord-Kivu) et d'Irumu (Ituri) en élargissant la zone opérationnelle de la brigade d'intervention, en dotant cette dernière de forces d'intervention rapide supplémentaires et en assurant un échange d'informations et une coordination plus systématiques entre les bureaux locaux de Beni et de Bunia. Elle a également établi, à Beni, un pôle fonctionnant 24 heures sur 24 et destiné à centraliser la réception, la vérification et la diffusion des alertes en cas d'attaque contre des civils dans la région ainsi que les interventions connexes. Au Nord-Kivu,

la Mission a intensifié les activités menées pour atténuer les répercussions sur la population civile des opérations des FARDC et des affrontements entre groupes armés qui ont fait suite à la scission survenue au sein du groupe armé Nduma défense du Congo-Rénové (NDC-R). Il s'est notamment agi de prévoir le déploiement d'unités de combat et de concourir au rétablissement de l'autorité de l'État dans les territoires de Masisi et de Rutshuru. Au Sud-Kivu, elle a continué de protéger les populations vulnérables touchées par les activités des groupes armés et la violence intercommunautaire dans la zone des Hauts Plateaux, tout en dialoguant avec la population et les responsables politiques aux niveaux national et provincial en vue de désamorcer les tensions, et notamment de faire face à l'inquiétante progression des discours de haine. Au Tanganyika, elle a poursuivi son chemin vers un retrait responsable, en remplaçant les contingents par des unités de police constituées et en menant des activités visant à consolider l'autorité de l'État et à faciliter le retour durable des personnes déplacées.

12. La MONUSCO a contribué à renforcer la sécurité des civils vivant sous la menace des groupes armés et de la violence intercommunautaire dans les zones touchées par le conflit armé, en organisant des séances de renforcement des capacités et de sensibilisation à l'intention des mécanismes de protection locaux à Beni et Goma (Nord-Kivu), Bukavu et Uvira (Sud-Kivu), Bunia (Ituri), Kalemie (Tanganyika) et Tshikapa (Kasaï). Cette action a permis d'améliorer le fonctionnement des outils et mécanismes de protection des civils et la collaboration entre les acteurs de la protection des civils et les autorités locales. Pour faciliter l'évaluation des menaces à l'échelle locale et la mise au point de mesures d'atténuation destinées à assurer la protection des civils, la MONUSCO a dépêché des missions conjointes d'évaluation et des missions conjointes de protection dans les zones à risque du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Tanganyika, de l'Ituri, du Kasaï et du Kasaï-Central. Elle a également renforcé les capacités des agents de l'État et amélioré la gouvernance participative en matière de sécurité en établissant des conseils de sécurité locaux aux niveaux provincial et territorial à Goma, Kalemie, Bukavu, Kananga et Tshikapa.

13. Pendant l'exercice considéré, le Service de la lutte antimines de l'ONU a donné suite à 358 demandes de neutralisation d'engins explosifs, grâce à quoi quelque 166 159 civils peuvent désormais accéder en toute sécurité aux infrastructures civiles essentielles en Ituri, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et au Tanganyika. Le Service a traité la totalité des demandes reçues au titre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration en Ituri (1 demande), au Nord-Kivu (7 demandes), au Sud-Kivu (4 demandes) et au Tanganyika (1 demande), et a détruit 5 400 cartouches d'armes légères et 36 engins non explosés. Il a également donné suite à toutes les demandes de destruction d'armes et de munitions obsolètes, dangereuses et inutilisables adressées par les FARDC (18 demandes), éliminant ainsi 16 444 munitions d'armes légères et 192 engins non explosés. Cette action a contribué à réduire la circulation illicite d'armes et de munitions en République démocratique du Congo et à assurer la protection des populations vivant à proximité des dépôts de munitions des FARDC en évitant toute explosion imprévue due à un stockage inadéquat et à une mauvaise manipulation de munitions inutilisables.

14. Vingt-deux audiences foraines et vingt missions d'enquête conjointes ont été déployées à l'appui des enquêtes et des poursuites lancées pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et d'autres violations graves des droits humains, notamment des violences sexuelles et fondées sur le genre. La Cellule d'appui aux poursuites judiciaires a organisé des séances mensuelles de mentorat sur les enquêtes et les poursuites en cas de crimes graves avec les autorités judiciaires de Bunia, Bukavu, Goma, Beni, Kalemie et Kananga. Grâce à ces séances, plusieurs criminels ont été condamnés. Par exemple, à l'issue d'un procès de deux ans qui s'est déroulé à Goma avec l'appui de la MONUSCO, Ntabo Ntaberi Sheka, ancien chef de Nduma défense

du Congo (NDC), et Séraphin Nzitonda (également connu sous le nom de Lionceau), chef des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité pour des crimes de guerre perpétrés à Walikale (Nord-Kivu) entre 2007 et 2017. La condamnation de M. Sheka dans cette affaire emblématique a permis d'obtenir justice pour des centaines de victimes, notamment des victimes de violences sexuelles et des victimes du recrutement et de l'utilisation d'enfants. Nizeyimana Evariste (également connu sous le nom de Kizito), ancien commandant de brigade des FDLR-Forces combattantes abacunguzi (FDLR-FOCA), et Tsongo Sivitsomo Eugène, membre des Maï-Maï Mazembe/Union des patriotes pour la défense des innocents, ont également été reconnus coupables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de participation à un mouvement insurrectionnel et condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité pour des crimes commis à Lubero (Nord-Kivu) en 2016. Au Sud-Kivu, le chef du groupe armé Raïa Mutomboki Hamakombo a été reconnu coupable de crimes contre l'humanité et condamné à 20 ans d'emprisonnement pour des crimes perpétrés à Bunyakiri, dans le territoire de Kalehe. En Ituri, plusieurs groupes armés et membres des FARDC ont été reconnus coupables et condamnés pour les atrocités commises dans les territoires de Djugu, de Mahagi et d'Irumu, notamment par la milice Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) et le Front patriotique et intégrationniste du Congo. Neuf éléments Maï-Maï ayant participé aux attaques lancées contre des équipes de lutte contre l'Ebola dans le territoire de Mambasa ont été reconnus coupables de crimes de guerre et condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. En outre, deux membres des FARDC ont été reconnus coupables de crimes de guerre perpétrés lors des violences survenues dans le territoire de Djugu et condamnés à 20 ans de prison, tandis qu'à Tshikapa, 12 membres des FARDC ont été reconnus coupables, en appel, de violences sexuelles par la cour militaire du Kasai et condamnés à des peines d'emprisonnement allant de 4 à 20 ans.

15. En outre, la MONUSCO a axé ses activités d'appui sur les affaires de violence sexuelle, notamment à l'encontre d'enfants, ce qui a conduit à la condamnation de 58 membres des FARDC et de la Police nationale congolaise à Beni, Butembo, Rutshuru, Kalemie, Bukavu et Kananga. Elle a également offert son concours aux autorités judiciaires militaires à Beni dans le cadre des enquêtes sur les crimes liés aux violences perpétrées par les ADF dans les territoires de Djugu et de Mahagi. Elle a prêté assistance aux autorités judiciaires militaires en vue de la tenue d'audiences foraines destinées à juger les membres des ADF ; les audiences ont toutefois été suspendues après que la quasi-totalité des accusés se sont évadés de la prison de Beni en octobre 2020.

16. Le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo a signalé que des attaques et des menaces continuaient de viser des journalistes, au détriment de la liberté de la presse, ainsi que des membres de la société civile, et fait état de restrictions à l'exercice des libertés fondamentales, notamment des arrestations arbitraires et l'emploi injustifié et excessif de la force par les forces de défense et de sécurité pour réprimer des manifestations pacifiques. Au cours de l'exercice considéré, parmi les violations recensées touchant à l'espace démocratique, 530 (84 %) ont été commises par des agents de l'État, et 101 par des membres de groupes armés et de milices. Dans plusieurs cas, des combattants armés et des membres de milices s'en sont pris à des journalistes et à des membres de la société civile qui avaient signalé des atteintes aux droits humains commises par des groupes armés.

17. Le Bureau a également constaté 631 violations des droits politiques et des libertés fondamentales, contre 892 au cours de l'exercice précédent, soit une diminution de 29 %. Pour aider le Gouvernement à améliorer l'accès à la scène politique et le respect des droits et libertés fondamentaux, il a continué de tenir des

consultations avec les principaux responsables de la sécurité et de l'administration, et des réunions de sensibilisation avec des fonctionnaires du Ministère de la justice et du Ministère des droits humains, tout en poursuivant le dialogue engagé avec les communautés, les journalistes, la société civile, y compris les organisations de femmes et de jeunes, et les acteurs politiques sur le droit de participer à la vie politique et démocratique.

18. Enfin, le Bureau a enregistré des affaires de violence sexuelle liée aux conflits touchant 499 femmes et 8 hommes, soit une diminution par rapport à l'exercice précédent (1 078 femmes et 7 hommes). De ces victimes, 60 % (301 femmes et 5 hommes) avaient été agressées par des combattants de divers groupes armés et milices. Ces informations, publiées mensuellement et diffusées dans des rapports publics, ont servi à la Mission et aux autres parties prenantes de base pour l'évaluation de la situation des droits humains et ont éclairé les politiques et les mesures ayant trait à la protection des civils.

19. Le nombre global d'exactions commises par des groupes armés dans les provinces touchées par le conflit, comme le Nord-Kivu, l'Ituri et le Sud-Kivu, est resté élevé ; on a tout particulièrement constaté une augmentation du nombre d'attaques dirigées contre des civils et d'affrontements entre coalitions de groupes armés, notamment du nombre d'affrontements visant à obtenir le contrôle des ressources naturelles au Sud-Kivu. Au cours de l'exercice considéré, le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme a renforcé les capacités et les compétences de 1 211 membres (dont 543 femmes) des services de sécurité nationale, des réseaux de protection et des organisations de la société civile en matière de respect des droits humains et de surveillance et de signalement des violations de ces droits et des atteintes y relatives.

20. Avec l'appui technique et financier du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme, y compris la facilitation de dialogues avec les parties prenantes, l'Assemblée nationale a adopté, le 9 novembre 2020, un projet de loi sur la protection et la promotion des personnes vivant avec un handicap, et, le 7 avril 2021, un projet de loi sur la protection et la promotion des droits des peuples autochtones pygmées, le but étant de protéger ces groupes et de favoriser leur participation au processus politique. Présenté à l'Assemblée nationale à sa session de septembre 2020, le projet de loi sur l'accès à l'information n'a pas encore été examiné en raison des retards pris dans la constitution d'un gouvernement. Des réunions de sensibilisation ont été organisées avec la Commission nationale des droits de l'homme, le Ministre des droits humains et la Commission Droits de l'homme de l'Assemblée nationale aux fins de l'adoption du projet de loi sur les défenseurs des droits humains.

21. Un décret établissant la commission nationale de justice transitionnelle a été rédigé et un fonds de réparation tenant compte des contributions du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme a été mis en place, l'idée étant de garantir un processus inclusif et centré sur les victimes. Grâce à l'appui apporté par le Bureau, une grâce présidentielle a permis de désengorger les prisons et de libérer 1 051 prisonniers. En outre, des séances de sensibilisation et de renforcement des capacités organisées à l'intention du haut commandement des FARDC et de la Police nationale congolaise ont conduit à l'adoption du plan d'action 2020-2023 sur la violence sexuelle en temps de conflit, énoncé dans l'additif au communiqué conjoint du Gouvernement de la République démocratique du Congo et de l'ONU, qui a été signé par le Premier Ministre congolais en décembre 2019.

22. La MONUSCO a collaboré avec les institutions des Nations Unies et l'équipe spéciale de pays à la mise en œuvre d'un mécanisme de surveillance et de communication de l'information concernant les enfants touchés par le conflit, et

dirigé le dialogue politique engagé avec les parties au conflit pour favoriser un changement d'attitude chez les commandants des groupes armés et promouvoir la libération et la réintégration des enfants. Tous les enfants séparés des groupes armés ont été orientés vers le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et ses organisations non gouvernementales partenaires, qui sont chargés de fournir des soins et un soutien aux victimes. Pendant la démobilisation des groupes armés, la Mission a accordé la priorité à l'intérêt supérieur des enfants. Durant cette période, 178 enfants, dont 10 filles, ont été séparés des groupes armés. La MONUSCO et le Gouvernement ont continué d'œuvrer de concert pour régler les questions touchant les enfants, notamment la vérification de l'âge et le contrôle des nouvelles recrues dans les centres de formation des FARDC, la séparation des enfants secourus et détenus par les FARDC pendant des opérations militaires et la protection des enfants pendant l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu.

23. En l'absence d'un programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration financé et opérationnel, la Mission s'est essentiellement employée à nouer un dialogue avec le Gouvernement en vue de la mise en place d'une structure nationale de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Parallèlement, elle a continué : a) de faciliter le désarmement des combattants étrangers et leur rapatriement, avec les personnes à leur charge, au Rwanda, au Burundi et en Ouganda ; b) de faciliter, en coordination avec les autorités nationales, le désarmement et le retour dans leurs communautés des combattants congolais qui se désengageaient volontairement des groupes armés ; c) d'exécuter des projets de réduction de la violence de proximité dans les communautés d'accueil dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika, en vue de prévenir le recrutement des ex-combattants et des jeunes à risque, et offrir une aide à la subsistance aux membres vulnérables de la communauté. Le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) est resté au point mort, les dirigeants de la FRPI étant mécontents de la mise en œuvre de l'accord conclu le 28 février 2020 avec le Gouvernement. Les désaccords portaient sur l'amnistie, l'intégration dans les FARDC et le versement des indemnités de subsistance convenues. Le processus doit être revu dans le cadre du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation. Le strict respect des mesures de prévention contre la COVID-19 lors des échanges avec les partenaires, du transfert ou du rapatriement et des séjours des ex-combattants dans les camps de transit de désarmement, de démobilisation et de réintégration a permis de limiter efficacement le risque de contamination.

24. À la suite des manifestations anti-MONUSCO provoquées par les attaques lancées par les groupes armés contre la population civile, la Mission a encouragé les autorités nationales et provinciales à appeler publiquement au calme et à condamner les discours de haine et les incitations à la violence. Elle a également été en contact avec des dirigeants politiques et des responsables locaux, issus notamment d'administrations provinciales, de partis politiques et de groupes parlementaires de l'Ituri, du Sud-Kivu, du Nord-Kivu, de Kananga, du Kasaï, du Katanga et du Tanganyika. Tout au long de ces échanges, elle a encouragé les intéressés à faire changer les choses en diffusant un message de paix et de non-violence, tout en mettant en évidence les différents rôles que les facilitateurs ou les auteurs de troubles potentiels peuvent jouer dans les processus de règlement des conflits. Au cours de l'exercice considéré, la Mission a rencontré divers responsables provinciaux et des représentants des Hutus, des Nande, des Banyamulenge et d'autres peuples vivant dans des zones touchées par des tensions intercommunautaires. Elle a aussi continué d'établir des liens avec des agents de l'État, des dirigeants de l'opposition et d'autres acteurs de la vie politique et sociale, en désignant des facilitateurs pour les initiatives

politiques visant à régler les conflits locaux dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri. Elle a effectué des missions sur le terrain en vue de rencontrer des personnalités influentes, des acteurs économiques et des individus considérés comme des fauteurs de troubles ou comme des agents susceptibles de désamorcer les tensions. À Goma et Beni, la Mission a contribué à la tenue d'ateliers de sensibilisation destinés à des groupes de femmes et visant à remédier aux causes de la faible représentation des femmes dans les organes de décision. Ces ateliers ont donné lieu à un projet de document d'orientation destiné à accroître la participation des femmes à la vie politique.

25. La MONUSCO a également multiplié ses missions de bons offices auprès des principaux acteurs de la réforme du secteur de la sécurité et de la gouvernance, afin de les amener à s'entendre sur un plan national de réforme du secteur de la sécurité. À cette fin, elle a organisé des consultations avec des représentants des institutions de sécurité, de la Commission défense et sécurité du Parlement, des ministères de tutelle, des représentants de la Présidence et des organisations de la société civile. Au cours de ces consultations, les interlocuteurs se sont accordés sur la nécessité de créer un groupe de travail national sur la réforme du secteur de la sécurité, qui soutiendrait la mise en œuvre de la réforme en République démocratique du Congo.

26. Durant l'exercice considéré, la MONUSCO a renforcé sa collaboration avec ses partenaires internationaux et locaux et les entités des Nations Unies en tenant régulièrement avec ceux-ci des réunions de coordination visant à forger des partenariats en faveur de l'exécution de projets phares liés à la réforme du secteur de la sécurité. À cette fin, elle a notamment organisé deux séances de consultations avec les principales parties prenantes nationales représentant les institutions de sécurité et les acteurs qui exercent un contrôle démocratique sur le secteur, le but étant de favoriser l'appropriation nationale et une réforme du secteur de la sécurité inclusive et de dégager un consensus en faveur de la mise au point d'une stratégie nationale. La Mission a également dispensé des conseils stratégiques et techniques dans le cadre d'échanges réguliers avec la Commission défense et sécurité, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités de surveillance et de contrôle du secteur de la sécurité par la population civile et la mise en place d'un mécanisme de gouvernance démocratique destiné à appuyer la mise en œuvre des initiatives de réforme du secteur de la sécurité. Elle a par ailleurs organisé à Kinshasa, en collaboration avec les FARDC, un atelier à l'intention des officiers occupant des postes de commandement afin de renforcer leurs compétences en matière de gestion des ressources humaines et matérielles. Les partenaires nationaux se sont déclarés satisfaits des résultats de cet atelier. La Mission a également organisé, en collaboration avec la Commission nationale de contrôle des armes légères et de petit calibre et de réduction de la violence armée, un atelier visant à faire mieux connaître ses activités et celles de la Commission aux autres parties prenantes nationales.

27. Au cours de l'exercice considéré, la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation a continué de servir de cadre stratégique aux activités de stabilisation. Onze nouveaux projets ont été mis au point et lancés par les bureaux régionaux de la MONUSCO dans les zones de conflit prioritaires de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. La Mission a également appuyé le programme national de stabilisation et de reconstruction et aidé les autorités provinciales à définir des objectifs de stabilisation à l'appui des programmes de stabilisation destinés à s'attaquer aux causes profondes du conflit. Pendant l'exercice, le manuel d'opérations du Fonds de cohérence pour la stabilisation a été révisé et approuvé par les donateurs, les coprésidents du Fonds, le Ministre du Plan et la MONUSCO. En outre, la Mission a présenté des recommandations sur l'élaboration du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation. Au Nord-Kivu, le projet de transformation des conflits exécuté dans le cadre de la Stratégie internationale

d'appui en matière de sécurité et de stabilisation a contribué à atténuer les tensions intercommunautaires et conduit, grâce à l'ouverture d'un nouveau commissariat de police, au rétablissement de l'autorité de l'État. Les questions de genre ont été prises en compte dans les activités opérationnelles, les produits et les résultats de tous les projets exécutés.

28. Pendant l'exercice considéré, la police des Nations Unies a mis en œuvre la stratégie de transition dans la région du Kasaï, tout en accordant la priorité au renforcement des capacités. La composante Police a offert son concours à la Police nationale congolaise aux fins de la création d'un mécanisme d'intervention intégré, global et ciblé permettant à l'État et à la société civile de remédier aux facteurs directs de conflit, tout en donnant à la Police nationale les moyens de protéger comme il convient la population civile dans le respect des normes relatives aux droits humains. Dans le cadre du Programme conjoint d'appui à la réforme de la justice des Nations Unies, la Mission a continué de renforcer les capacités d'enquête de la police judiciaire congolaise en exécutant un programme de formation spécialisé destiné à répondre aux besoins des membres de la Police nationale œuvrant dans un environnement difficile, en particulier dans l'est de la République démocratique du Congo. Elle a ainsi dispensé des séances de formation sur les techniques d'enquête, les crimes de guerre, la lutte contre la violence sexuelle fondée sur le genre et la violence sexuelle liée aux conflits, la criminalistique, les droits humains et le droit international et des réfugiés. La composante Police a appuyé l'action menée par le Gouvernement pour amener les auteurs de tous les crimes commis à répondre de leurs actes.

29. La MONUSCO a offert un solide appui aux autorités pénitentiaires du pays, en mettant l'accent sur le renforcement de la sécurité afin d'éviter toute atteinte grave à la sécurité et d'accélérer la mise en œuvre des réformes pénitentiaires visant à affermir et à stabiliser le système pénitentiaire congolais. Elle a notamment organisé des ateliers de haut niveau avec les autorités pénitentiaires du pays et d'autres partenaires, et mis en place des programmes de soutien logistique et de renforcement des capacités, y compris un encadrement quotidien, à l'intention du personnel concerné. Elle a également effectué des visites conjointes avec les autorités nationales dans les prisons des différentes provinces. En ce qui concerne la réforme pénitentiaire, le Groupe technique sur les questions pénitentiaires en République démocratique du Congo a soumis au Ministre de la justice, pour examen et approbation, plusieurs projets de loi, portant respectivement sur les principes fondamentaux relatifs au régime pénitentiaire, sur le statut particulier du personnel pénitentiaire, sur l'organisation et le fonctionnement de la direction générale de l'administration pénitentiaire et sur l'application du régime pénitentiaire. En outre, un plan d'action pour la gestion des femmes détenues et des mineurs en conflit avec la loi a été élaboré et adopté.

30. Le Programme conjoint d'appui à la réforme de la justice a été validé par le Ministère de la justice, et quatre ateliers techniques destinés à définir les mesures prioritaires à prendre pour appuyer le renforcement des capacités des institutions judiciaires ont été organisés. Vingt-cinq officiers de police judiciaire des territoires de Djugu, d'Irumu et de Bunia, dont deux femmes, ont reçu une formation sur le droit pénal, le code de procédure pénale et la législation relative à la protection de l'enfance et à la lutte contre la violence sexuelle. La Mission a contribué à la tenue, à Kalemie, Bukavu et Goma, de séances de sensibilisation sur le fonctionnement de la chaîne pénale organisées à l'intention de 98 hommes et 77 femmes, à savoir des membres des autorités judiciaires civiles et militaires, d'organisations de la société civile et des autorités locales et des citoyens intéressés. Un projet de réduction de la violence de proximité dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu) a permis de former

50 médiateurs intervenant dans des conflits fonciers, dont 18 femmes, et donné lieu à la conclusion de 47 accords de médiation.

31. Au cours de l'exercice considéré, la MONUSCO a rédigé sept rapports d'enquête concernant l'exploitation illégale des ressources naturelles liée aux conflits et les obstacles à une gouvernance transparente et équitable des ressources naturelles dans les zones minières sensibles. Un volet ressources naturelles a été intégré aux stratégies et plans opérationnels propres à chacune des zones dans lesquelles l'exploitation illégale des ressources naturelles est liée à la dynamique locale des conflits. Dans le cadre d'un consortium avec l'Organisation internationale pour les migrations et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme a poursuivi la mise en œuvre d'un projet financé par le Fonds pour la consolidation de la paix sur le droit des femmes à la protection et à la participation dans les zones minières artisanales du Sud-Kivu. En juin 2021, la Mission a coorganisé une mission conjointe d'évaluation des sites miniers au Tanganyika, qui a consisté à vérifier si 13 sites d'exploitation artisanale de cassitérite et d'or étaient conformes aux normes de diligence raisonnable. À l'appui d'une gestion transparente et légale du secteur minier dans l'est du pays, elle a tenu tous les trimestres des réunions multipartites nationales en vue de régler les problèmes persistants de non-respect de ces normes dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

32. Le Système complet de planification et d'évaluation de la performance a été mis en service à la MONUSCO en avril 2019 ; à cette occasion, une analyse du contexte, y compris des principales parties prenantes, a été effectuée et une formation a été dispensée au personnel concerné de la Mission. Après l'achèvement de la phase pilote initiale, la MONUSCO a ajusté plus avant le cadre de résultats prévu par le Système, en définissant un plan d'exécution du mandat établissant des priorités et applicable à l'ensemble de la Mission. Pour ce faire, elle a établi une cartographie plus poussée de la situation politique et des conditions de sécurité au niveau du bureau de Kinshasa et des bureaux locaux afin de recenser les principaux facteurs de conflit, le but étant d'harmoniser le cadre de résultats avec plusieurs stratégies provinciales et plans opérationnels orientant l'approche globale qu'elle applique pour exécuter son mandat. À la suite de l'adoption, en septembre 2020, d'une stratégie de transition conjointe qui a conduit à l'élaboration, en 2021, d'un plan de transition conjoint par le Gouvernement et l'ONU, elle a ajouté des étapes intermédiaires et des indicateurs connexes au cadre de résultats prévu par le Système, de sorte que ce dernier puisse servir à suivre l'exécution du plan de transition. Les tableaux de bord du Système, qui devraient être pleinement opérationnels d'ici à la fin de 2021, contiendront des données mesurant les progrès accomplis au regard d'indicateurs de performance établis il y a plusieurs années, ce qui permettra à la Mission d'analyser les tendances. Une première évaluation de la performance devrait être réalisée au premier trimestre de 2022. Dans ce cadre, on se servira des données et des analyses produites par le Système pour améliorer la communication d'informations fondées sur des données et des observations factuelles, notamment les rapports trimestriels du Secrétaire général, et la prise de décision par les responsables. La mise en œuvre du Système est coordonnée par la Cellule de planification stratégique, en étroite collaboration avec toutes les composantes de la Mission (civile et en tenue), et supervisée par le chef d'état-major, avec la participation de représentants de haut rang des différentes composantes.

Pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

33. Durant l'exercice, la pandémie de COVID-19 a causé plusieurs difficultés opérationnelles qui ont pesé sur l'exécution des tâches prescrites, notamment sur les interventions nécessitant une présence physique, si bien que la Mission a dû

suspendre ou réduire certaines activités afin de ne pas mettre en danger le personnel des Nations Unies et la population congolaise au service de laquelle elle œuvre.

34. Pour protéger la santé de son personnel de maintien de la paix et éviter de favoriser la transmission de la COVID-19, la Mission a administré, grâce aux efforts coordonnés de son équipe locale spécialisée, 10 262 doses de vaccin, soit 6 768 premières doses et 3 494 deuxièmes doses, dans l'ensemble du pays entre mai et juin 2021, exécutant ainsi avec succès la première phase du programme de vaccination contre la COVID-19. Parmi les pays visés par la campagne de vaccination des Nations Unies, la République démocratique du Congo s'est ainsi hissée au quatrième rang en termes de taux de vaccination du personnel des Nations Unies. Environ 86 % des bénéficiaires étaient des agents en tenue, 12 % des membres du personnel civil (y compris des organismes, fonds et programmes et des organisations non gouvernementales), 1 % des personnes à charge et 1 % des contractants. La Mission a retravaillé la note d'information sur ses opérations pendant la pandémie, qui rend compte des meilleures pratiques, des enseignements tirés de l'expérience et des recommandations applicables pour ce qui est de l'exécution du mandat, de l'appui aux autorités nationales, du devoir de diligence et de la planification des interventions d'urgence, puis l'a publiée dans la Base de données sur les pratiques et politiques des opérations de paix.

35. Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, les entités des Nations Unies œuvrant en République démocratique du Congo ont contribué à : a) renforcer les capacités d'analyse et de recherche, ainsi que la surveillance et les enquêtes concernant les malades, dans tout le pays ; b) appuyer la gouvernance du secteur de la santé ; c) renforcer les capacités en matière de gestion des malades de la COVID-19 ; d) renforcer les mesures d'hygiène, de prévention et de lutte contre la contamination dans les établissements de santé et dans le cadre de vie habituel ; e) renforcer le système logistique d'intervention d'urgence contre la COVID-19 ; f) assurer la continuité des services de santé dans les provinces touchées par la COVID-19. Dans le cadre du fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement, il a été décidé en septembre 2020 de financer un programme conjoint proposé par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui visait à mettre en place des initiatives participatives, conjointes et inclusives au Nord-Kivu. Ce programme mettait l'accent sur les femmes et les filles vulnérables réfugiées, déplacées ou faisant partie des communautés d'accueil qui n'avaient pas reçu d'assistance à cause des mesures de prévention de la COVID-19.

Activités de fond et autres activités relatives aux programmes

36. À l'appui de l'exécution de son mandat, la Mission a entrepris une série d'activités relatives aux programmes visant à contribuer à la sécurité et à la protection des civils dans l'est de la République démocratique du Congo et à soutenir l'état de droit. Ces activités ont été essentiellement menées dans six provinces où la Mission était présente, à savoir le Kasaï, le Kasaï-Central, l'Ituri, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Tanganyika.

37. L'état d'avancement et la nature des activités mises en œuvre sont décrits ci-après :

a) **Réseaux d'alerte locale et comités de protection.** Les éléments clés des mécanismes de protection locaux, des systèmes d'alerte rapide et des comités de protection locaux ont été étendus et renforcés pour servir d'autres communautés, y compris dans les régions les plus reculées, ce qui a permis d'améliorer la capacité

de la Mission de communiquer avec la population civile, de soutenir le renforcement des capacités locales et de renforcer les initiatives de règlement des conflits et de dialogue. À cette fin, la Mission a dispensé 9 cours de perfectionnement aux autorités territoriales en vue d'améliorer leur capacité d'élaborer des plans de sécurité bien coordonnés permettant de prévenir les menaces et les atteintes à la sécurité dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et du Tanganyika et d'intervenir en cas d'incident, ainsi que 10 séances de coaching aux comités de protection locaux et 6 tribunes de quartier visant à consolider les mécanismes locaux de gouvernance participative en matière de sécurité dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Kasaï et du Tanganyika ;

b) **Capacités de la police nationale.** La MONUSCO a renforcé les capacités et contribué à la professionnalisation de la Police nationale congolaise, ce qui a permis d'assurer plus efficacement le respect des droits humains dans les opérations de maîtrise des foules et de mieux tenir compte des questions de genre dans les enquêtes de la police judiciaire. En outre, l'accent mis sur la formation a permis d'améliorer les capacités des brigades de protection de l'enfance et de prévention de la violence sexuelle, notamment en ce qui concerne la connaissance et l'application des règles relatives à la protection des victimes et des témoins. Grâce à ces interventions, les policiers ont été à même d'enquêter plus efficacement sur les cas de violence sexuelle et fondée sur le genre et les atteintes à la protection des enfants et de prendre de meilleures mesures pour y faire face. Par ailleurs, la Mission a contribué à renforcer les capacités nationales en matière de protection des lieux de crime, y compris les techniques médico-légales, et d'enquête dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée ;

c) **Armes légères et de petit calibre.** La MONUSCO a contribué plus avant à réduire la circulation des armes dans les zones touchées par des conflits armés en fournissant aux FARDC et à la Police nationale congolaise des coffres-forts où entreposer leurs armes et en améliorant les installations disponibles dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Kasaï-Central et du Tanganyika et à Kinshasa en vue d'un stockage sûr et sécurisé des armes détenues par l'État ;

d) **Cellule chargée de l'embargo sur les armes.** La MONUSCO a surveillé efficacement l'application de l'embargo sur les armes, surveillé les flux de personnel militaire, d'armes ou de matériel connexe traversant la frontière de la République démocratique du Congo et en a rendu compte, et communiqué des informations utiles au Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo et aux composantes concernées de la Mission. Les informations recueillies par la cellule ont également servi à orienter les opérations militaires, à évaluer la menace représentée par les groupes armés et à analyser les conditions de sécurité dans les zones d'opérations de la Mission ;

e) **Affaires pénitentiaires.** La MONUSCO a continué de renforcer les capacités nationales en matière de gestion et de sécurité dans les prisons prioritaires, ce qui a permis de réduire le nombre d'atteintes à la sécurité en milieu pénitentiaire. Pour recenser les besoins prioritaires des établissements pénitentiaires, elle a procédé à un inventaire de leurs infrastructures. L'appui qu'elle a apporté à la prison de Kananga a permis d'améliorer les conditions de vie des femmes qui y étaient détenues et le soutien qu'elle a fourni à une ferme pénitentiaire à Luzumu a contribué à mieux nourrir les détenus du Kongo-Central et de Kinshasa ;

f) **Lutte contre l'impunité.** La MONUSCO a continué de fournir un soutien technique, financier et logistique aux autorités judiciaires militaires et civiles pour ce qui est des enquêtes et des poursuites concernant les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les autres violations graves des droits humains qui ont été perpétrés ainsi que les atrocités commises dans les territoires de Djugu et de Beni,

comme les attaques dirigées contre les équipes d'intervention d'urgence contre l'Ebola. Elle a également offert aux autorités judiciaires des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Tanganyika et du Kasaï des séances de mentorat sur le fonctionnement de la chaîne de justice pénale. De plus, elle a contribué à la construction de deux salles d'audience dans les prisons de Bunia et de Kalemie afin de faciliter la tenue d'audiences sur la détention et d'audiences ordinaires destinées à juger les infractions commises, ce qui a conduit à une réduction du nombre de personnes placées en détention provisoire et à une amélioration des conditions de travail des magistrats.

38. Sur le montant total brut des crédits approuvés (1 075 338 600 dollars), la Mission a engagé, pendant l'exercice considéré, des dépenses d'un montant total brut de 1 002 121 600 dollars, d'où un solde inutilisé de 73 217 000 dollars, ce qui représente un taux d'exécution de 93,2 %. Il ressort de l'exécution du budget de la Mission que les dépenses au titre des contingents et du personnel de police ont été inférieures aux prévisions, ce qui s'explique principalement par : a) des taux de déploiement tardif supérieurs aux prévisions pour les observateurs militaires (taux effectif de 29,7 % contre un taux approuvé de 23 %), les contingents (taux effectif de 8,0 % contre un taux approuvé de 4,2 %), la police des Nations Unies (taux effectif de 43,5 % contre un taux approuvé de 10 %) et les unités de police constituées (taux effectif de 25,5 % contre un taux approuvé de 6,4 %) ; b) des dépenses moins élevées que prévu au titre du déploiement, de la relève et du rapatriement des observateurs militaires et des contingents ; c) un coût quotidien moyen des rations inférieur aux prévisions ; d) le remplacement, pendant 14 jours, des produits frais par des rations de réserve dont la date de péremption approchait ; e) l'obtention d'une remise pour paiement rapide des rations et d'autres remises ; f) des dépenses moins élevées que prévu au titre du fret pour le déploiement du matériel appartenant aux contingents, les problèmes de transport liés à la pandémie de COVID-19 ayant retardé le déploiement du matériel d'un bataillon, de deux forces de réaction rapide et d'autres unités d'appui, et le retrait de la Mission de la région du Kasaï ayant entraîné l'annulation du déploiement d'une unité de police constituée.

39. L'exécution du budget de la Mission fait également ressortir des dépenses opérationnelles inférieures aux prévisions, qui tiennent principalement aux éléments suivants : a) des dépenses moins élevées que prévu au titre de la location et de l'exploitation d'aéronefs, en raison du remplacement de quatre hélicoptères Mi-24 (coût de l'heure de vol : 7 979 dollars) par quatre hélicoptères blindés Mi-8 (coût de l'heure de vol : 4 267 dollars), d'un taux d'utilisation et d'un nombre d'heures de vol inférieurs aux prévisions du fait de la restriction des déplacements liée à la pandémie de COVID-19, de la restitution anticipée d'un hélicoptère Mi-8 à la suite du retrait de la Mission de la région du Kasaï, de la restitution anticipée d'un avion en janvier 2021, les vols réguliers à destination d'Entebbe (Ouganda) assurés pour les congés de détente ayant été remplacés par le versement d'une somme forfaitaire, et de l'éruption volcanique survenue à Goma, qui a entraîné l'annulation de tous les vols réguliers à destination et en provenance de la ville à la fin de mai et au début de juin 2021 ; b) un coût moyen pondéré moins élevé que prévu pour le carburant diesel (0,7379 dollar par litre contre un coût budgétisé de 1,0067 dollar par litre) et le carburéacteur (0,6903 dollar par litre contre un coût budgétisé de 0,9621 dollars par litre) ; c) une consommation de carburant inférieure aux prévisions, imputable à la réduction des déplacements par voie terrestre et aérienne qui a fait suite à la pandémie COVID-19 ; d) un nombre moins élevé que prévu de demandes de remboursement reçues des pays fournisseurs de contingents au titre des munitions utilisées ; e) des retards dans l'acquisition de fournitures pour la défense des périmètres et de matériaux de construction et l'annulation ou le report de projets de construction prévus, en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et des

restrictions liées à la pandémie de COVID-19 ; f) un taux d'exécution des activités relatives aux programmes plus faible que prévu en raison des restrictions imposées aux voyages et aux rassemblements du fait de la pandémie de COVID-19.

C. Activités d'appui de la mission

40. Au cours de l'exercice, la Division de l'appui à la mission a continué d'assurer des services efficaces et efficients à tous ses clients dans les bureaux fonctionnels, ainsi qu'aux contingents et aux effectifs de police dans l'ensemble de la Mission.

41. La MONUSCO a achevé le nettoyage et la fermeture physique de ses bureaux de Kindu, Kananga et Tshikapa et a remis les locaux correspondants au Gouvernement à l'issue d'inspections environnementales concluantes. Les actifs en bon état de fonctionnement mais dont la récupération n'était pas rentable ont été donnés au Gouvernement et aux organismes publics, vendus à des entités des Nations Unies à un prix symbolique ou mis au rebut. En outre, la Mission a ajusté sa présence à Entebbe, l'amélioration de l'infrastructure de l'aéroport de Goma permettant désormais d'y faire atterrir des gros porteurs et d'effectuer la relève des contingents directement sur le territoire de la République démocratique du Congo. Cet ajustement, limité aux opérations de la MONUSCO, n'a pas eu d'effet sur l'ampleur et la nature des services fournis par la Base d'appui d'Entebbe à ses clients, notamment le Centre de services régional d'Entebbe, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Pour des raisons similaires, la Mission a liquidé sa présence à Kigali et à Bujumbura (Burundi). Elle a également fermé plusieurs locaux loués à Goma, où elle a consolidé sa présence, notamment grâce à des terrains mis gracieusement à sa disposition par le Gouvernement.

42. La Division de l'appui à la mission a notamment continué : de fournir des services de transport par voie aérienne et terrestre ; d'assurer des services médicaux, y compris des évacuations médicales ; d'assurer la location et l'entretien de tous les sites de la MONUSCO ; d'approvisionner les contingents de la Mission en carburant et en rations et d'appuyer les opérations conjointes menées par la brigade d'intervention de la force, les FARDC et la Police nationale congolaise ; de mettre des hélicoptères de manœuvre et de transport lourds à la disposition de la force pour garantir la mobilité de cette dernière ; d'assurer la circulation des passagers et des marchandises à l'appui du mandat de la Mission. Ces activités d'appui ont été menées dans le contexte des perturbations causées par la pandémie de COVID-19 et l'éruption volcanique survenue à Goma.

43. Les initiatives d'appui qui ont été lancées et les événements qui sont intervenus au cours de l'exercice, notamment la transformation de Goma en principal point d'entrée en République démocratique du Congo, la campagne de vaccination contre la COVID-19 et l'éruption volcanique qui s'est produite à Goma, ont influé sur la présence de la Mission, l'exécution des tâches prescrites et l'utilisation des ressources.

44. À la suite de l'épidémie de COVID-19 et de la fermeture des frontières internationales, la MONUSCO s'est vue privée des voies d'accès au pays qu'elle avait l'habitude d'emprunter pour le transport du personnel et la relève des contingents. Elle a donc mis en place des mesures efficaces pour remédier à ce problème. Les points d'entrée situés en Ouganda (Entebbe), au Rwanda (Kigali) et au Burundi (Bujumbura) ont été fermés et la capacité de l'aéroport de Goma, le principal aéroport de l'est de la République démocratique du Congo, était insuffisante pour faire face à l'augmentation du volume de marchandises et du nombre de personnes. Il a donc été

décidé de moderniser les installations de cet aéroport, en les dotant d'équipements supplémentaires, en les remettant en état et en augmentant les effectifs, afin que la Mission puisse en faire son principal point d'accès à l'est de la République démocratique du Congo.

45. Lorsqu'il a été annoncé que le Secrétariat de l'ONU avait en sa possession des vaccins prêts à être distribués, la Mission a commencé à élaborer des plans logistiques en vue de lancer une campagne de vaccination pour l'ensemble de son personnel civil et en tenue. Une équipe locale de coordination a été chargée de superviser cette campagne et d'autres questions liées à la pandémie (telles que la construction de centres d'isolement, la promotion de la sensibilisation du personnel à la vaccination et la création d'installations mobiles de vaccination). Toutes les installations médicales de niveau I à III de la MONUSCO disposent actuellement des doses et des installations de stockage nécessaires pour vacciner l'ensemble du personnel de la Mission ainsi que certains ressortissants congolais (notamment les vacataires, les contractants et les personnes à charge des membres du personnel recrutés sur le plan national).

46. Le 22 mai 2021, une éruption volcanique s'est produite à Goma, accompagnée de secousses sismiques, de coulées de lave et de fumée. Cet événement a provoqué la panique dans la ville et entraîné l'évacuation massive des habitants vers Gisenyi (Rwanda), Bukavu et d'autres localités situées en dehors de la zone active du volcan. Le 26 mai, le Gouverneur de Goma a ordonné l'évacuation de tous les habitants de la ville et, le même jour, la Mission a décidé de transférer l'ensemble de son personnel non essentiel (personnel en tenue et agents recrutés sur les plans international et national ainsi que les personnes à leur charge) à Kigali, Bukavu, Kinshasa et Entebbe. Le 27 mai, elle a déplacé environ 6 000 personnes.

D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional

47. Au cours de l'exercice, la MONUSCO a poursuivi sa mission de bons offices en dialoguant avec des organisations et des acteurs régionaux en vue d'offrir un appui politique propre à renforcer les institutions publiques en République démocratique du Congo et de rétablir la confiance entre le Gouvernement et ses partenaires internationaux. Elle a notamment renforcé ses mécanismes d'échange d'informations et de coordination avec la communauté internationale afin de favoriser une action diplomatique concertée, d'apaiser les tensions et de proposer des solutions fondées sur le dialogue à la suite de la dissolution de la coalition entre le Front commun pour le Congo et Cap pour le changement et des consultations tenues ultérieurement sur la constitution du nouveau Gouvernement. Elle a rencontré des représentants de l'Union africaine, de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de la Communauté d'Afrique de l'Est. Elle a renforcé sa coopération avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs en organisant des réunions consultatives bihebdomadaires pour coordonner les bons offices et mettre en commun les analyses concernant la dynamique régionale.

48. La Mission a continué de fournir un appui au Centre de services régional d'Entebbe et à d'autres locataires de la Base d'appui d'Entebbe. Au cours de l'exercice, elle a signé un accord en vue d'assurer un soutien logistique sur place au Bureau de la Coordinatrice résidente en Ouganda. La Base d'appui a maintenu l'appui régulier apporté à d'autres opérations de maintien de la paix actives dans la région, comme la MINUSS et la FISNUA, notamment dans les domaines du transport aérien, de la manutention, de l'appui aux évacuations sanitaires effectuées par voie

aérienne et du rapatriement des dépouilles mortelles. Elle a par ailleurs continué d'héberger l'Équipe chargée de la formation préalable au déploiement du personnel civil, l'ombudsman régional, la Section de contrôle des mouvements de la MINUSS, le Bureau des services de contrôle interne, la FISNUA, le bureau de liaison de la MINUSCA, le Service de la lutte antimines de l'ONU et le bureau de représentation de la United Nations Federal Credit Union.

E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

49. Les entités des Nations Unies opérant en République démocratique du Congo ont continué de mettre en œuvre le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. La MONUSCO a apporté sa contribution en promouvant la consolidation de la paix, le renforcement du respect des droits humains, la protection des civils, la cohésion sociale et la démocratie. Au cours de l'exercice, le Groupe des politiques stratégiques a tenu des réunions régulières auxquelles la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies se sont employées à mettre au point une vision cohérente, en particulier sur la transition. Ces mécanismes de gouvernance ont également contribué à la coordination efficace de l'exécution du mandat de la Mission, notamment la planification de la transition prévue par la résolution [2556 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité.

50. Après l'approbation par le Conseil de sécurité de la stratégie commune de retrait progressif et échelonné de la MONUSCO, une équipe intégrée de préparation à la transition a été chargée d'appuyer et d'orienter, sur le plan technique, la planification de la transition pour les entités des Nations Unies présentes en République démocratique du Congo. En outre, les responsables de la Mission et de l'équipe de pays ont participé en juin à un exercice de réflexion sur l'avenir visant à développer une conception commune du processus de transition et à s'entendre sur les fonctions et attributions des acteurs concernés, ainsi que sur les échéances pour la planification et la mise en œuvre. La Mission et l'équipe de pays ont également collaboré en vue de donner corps à l'approche fondée sur le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. La priorité était de renforcer la coordination en revitalisant l'équipe chargée de la mise en œuvre de cette approche, composée de représentants du Gouvernement, de donateurs et d'organisations non gouvernementales internationales et nationales. Les restrictions imposées à l'organisation de réunions en présentiel en raison de la pandémie de COVID-19 ont pesé sur les efforts de coordination, car elles ont fait obstacle aux échanges avec le Gouvernement et la société civile.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : protection des civils

51. Au cours de l'exercice, les groupes armés, y compris les milices locales, ont encore été responsables du plus grand nombre d'atteintes aux droits humains et sont restés la principale menace pesant sur les civils. Le Nord-Kivu, l'Ituri et le Sud-Kivu demeurent les provinces les plus touchées, le nombre d'attaques contre les civils par les ADF, qui ont élargi leur zone d'influence du territoire de Beni (Nord-Kivu) aux territoires d'Irumu et de Mambasa (Ituri), ainsi que par la coalition Nyatura et l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) ayant beaucoup augmenté. La situation dans la zone des Hauts Plateaux du Sud-Kivu est restée préoccupante, les affrontements entre coalitions de groupes armés ainsi que les attaques contre les civils ayant été la cause de graves violations des droits humains.

En avril 2021, la violence a gagné de nouvelles zones. En outre, l'exploitation illégale des ressources naturelles, notamment par des acteurs armés, a continué d'alimenter les violences, comme en témoignent les affrontements qui ont éclaté au sujet du contrôle des ressources, et a été, pour de nombreux groupes armés, une source de financement supplémentaire leur permettant de poursuivre leurs activités.

52. Dans le strict respect de la politique de diligence voulue en matière de droits humains en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes, la force a appuyé les FARDC dans les zones touchées par le conflit. Elle a également mené, en collaboration avec les FARDC, des opérations fondées sur le renseignement, apporté une aide à la formation et effectué conjointement des opérations de reconnaissance aérienne afin de donner rapidement l'alerte, ainsi que plusieurs autres opérations.

53. Les activités menées par la Mission en matière de lutte contre l'impunité et pour le renforcement du principe de responsabilité et de la confiance envers les forces de sécurité de l'État ont été facilitées par les enquêtes et la surveillance concernant les droits humains et par l'assistance que la Mission apporte aux poursuites, par l'intermédiaire de sa cellule d'appui aux poursuites judiciaires. La MONUSCO a continué de fournir une assistance technique et logistique dans le cadre des enquêtes et des poursuites engagées dans des affaires de violations graves des droits humains. En conséquence, au moins 256 personnes ont été condamnées pour des violations des droits humains, dont 87 membres des FARDC, 52 membres de la Police nationale congolaise et 117 membres de groupes armés. Au nombre des faits marquants dans la lutte contre l'impunité, on compte la condamnation à la réclusion à perpétuité de Ntabo Ntaberi Sheka, ancien chef du NDC, pour crimes de guerre, notamment meurtre, viol, esclavage sexuel et enrôlement d'enfants ; la condamnation à 15 ans et à la réclusion à perpétuité, respectivement, de deux coaccusés dans la même affaire ; la condamnation à la réclusion à perpétuité de 21 combattants de la CODECO pour des crimes contre l'humanité commis sur le territoire de Djugu entre décembre 2017 et mars 2020, notamment meurtre, déportation et persécution ; la condamnation à la réclusion à perpétuité d'un ancien chef de la milice Kamuina Nsapu pour crimes de guerre, notamment meurtre, pillage et destruction, prise d'otages et terrorisme, et participation à un mouvement d'insurrection. Dans la région du Kasaï, le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo a continué de mener des activités de coopération technique avec les autorités de la province, portant notamment sur des questions de justice transitionnelle. Parmi ces activités, on peut citer la poursuite d'activités de sensibilisation aux fins de la reddition spontanée des combattants des groupes armés, des activités de réintégration axées sur les victimes et un soutien technique à l'assemblée provinciale en vue de l'adoption d'une loi relative à la création d'une commission vérité, justice et réconciliation pour la province.

54. Bénéficiant de l'appui technique fourni par le Service de la lutte antimines de l'ONU, la MONUSCO a œuvré avec la Police nationale congolaise sur 190 sites pour renforcer les capacités et la présence de la police et augmenter le nombre d'armes stockées en sécurité dans des coffres-forts, des armureries modulaires et des postes de police. La composante Police de la Mission et le Service de la lutte antimines ont également lancé une évaluation conjointe de la pérennité de ces efforts, une évaluation initiale de 89 sites ayant été achevée en fin d'exercice. En ce qui concerne le cadre de collaboration entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) relatif au contrôle de l'exécution du Plan d'action national de contrôle et de gestion des armes légères et de petit calibre (2018-2022), la MONUSCO a participé aux séminaires régionaux organisés conjointement par l'UNIDIR et l'Union africaine sur les enseignements tirés de la gestion des armes et des munitions en Afrique. Au cours des séminaires, le Gouvernement a fait une présentation sur le marquage, la tenue des

registres, la possession d'armes par des civils et la collecte des armes. La MONUSCO a évoqué la nécessité d'un mécanisme national de coordination, du contrôle de l'exécution de la gestion des armes et des munitions et de l'application du principe de responsabilité en matière de marquage, de tenue des registres et de traçage des armes.

Réalisation escomptée 1.1 : Renforcement de la sécurité des civils menacés physiquement par la présence de groupes armés et la violence intercommunautaire dans les zones touchées par le conflit armé

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Augmentation du pourcentage de situations de conflit qui ont été prévenues, atténuées ou réglées grâce aux alertes émises par les réseaux d'alerte civils (2018/19 : 12 % évitées, 8 % atténuées et 7 % réglées ; 2019/20 : 14 % prévenues, 42 % atténuées ou réglées ; 2020/21 : 15 % prévenues, 11 % atténuées et 10 % réglées)

Objectif atteint partiellement. 13 % des situations de conflit ont été prévenues et 31 % de ces situations ont été réglées. Le pourcentage relatif aux situations de conflit qui ont été atténuées n'est pas disponible. Le nombre moins élevé que prévu de situations de conflit prévenues est dû au fait que la réponse aux alertes a été tardive en raison des difficultés d'accès à certaines zones et de contraintes logistiques. Le nombre plus élevé que prévu de situations de conflit réglées est dû à une réponse plus systématique de la part de la Mission et des autorités gouvernementales

1.1.2 Augmentation du nombre d'enfants associés à des groupes armés qui ont été libérés (2018/19 : 2 366 ; 2019/20 : 3 218 ; 2020/21 : 2 600)

Objectif non atteint. 1 597 enfants (1 427 garçons et 170 filles) ont été repris aux groupes armés, dont 929 enfants (870 garçons et 59 filles) qui se sont échappés et ont bénéficié de services de réintégration et 360 enfants (291 garçons et 69 filles) qui ont été libérés volontairement à la suite d'activités de sensibilisation directes et ciblées auprès de chefs de groupes armés. Le nombre moins élevé que prévu d'enfants libérés s'explique par le faible nombre de groupes armés ayant rejoint le processus de démobilisation. La fermeture des bureaux de la région du Kasai a entraîné l'arrêt du recensement des cas dans la région

1.1.3 Réduction du nombre d'enfants nouvellement recrutés par les groupes armés (2018/19 : 760 ; 2019/20 : 448 ; 2020/21 : 350)

Objectif non atteint. 453 enfants (398 garçons et 55 filles) ont été nouvellement recrutés, principalement par les Nyatura, les Maï-Maï Mazembe et l'APCLS. Le nombre plus élevé que prévu d'enfants nouvellement recrutés est dû principalement au plus grand nombre de groupes armés opérant sur les Hauts Plateaux du Sud-Kivu

1.1.4 Diminution du nombre de cas avérés de violations des droits de la personne commises par des acteurs non étatiques dans les zones touchées par le conflit armé (2018/19 : 2 655 ; 2019/20 : 4,112 ; 2020/21 : 2,000)

Objectif non atteint. 3 841 incidents confirmés d'atteintes aux droits humains dans des zones de conflit armé commises par des acteurs non étatiques ont été enregistrés au cours de l'exercice, soit une diminution de près de 7 % par rapport aux 4 112 atteintes documentées au cours de l'exercice 2019/20. Les provinces du Maniema, du Sud-Kivu et du Nord-Kivu ont connu les diminutions les plus notables, principalement en raison d'une baisse du nombre des attaques contre les civils par les groupes FDLR, NDC-R, Raïa Mutomboki et Maï-Maï. Le nombre plus élevé que prévu d'incidents est dû à une augmentation importante du nombre d'atteintes commises dans la province de l'Ituri par les ADF et d'autres groupes armés, y compris la CODECO

1.1.5 Diminution du nombre de déplacés
(2018/19 : 4,8 millions ; 2019/20 : 2,5 millions ;
2020/21 : 2,3 millions)

Objectif non atteint. En juin 2021, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de la République démocratique du Congo était de 5,1 millions, en raison de la violence intercommunautaire généralisée, des activités de groupes armés non étatiques, de la violence contre les populations, notamment en Ituri et dans certaines zones des Kivus, et de l'éruption volcanique à Goma

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
Organisation de 5 réunions de haut niveau avec l'équipe de pays des Nations Unies et les pouvoirs publics nationaux et provinciaux pour examiner les stratégies globales de protection en vue d'accroître l'efficacité des mesures de protection	5		Réunions de haut niveau ont été organisées avec l'équipe de pays des Nations Unies et les pouvoirs publics : au niveau local, dans toutes les provinces, pour débattre des résultats stratégiques et, au niveau national, pour débattre des stratégies globales et des objectifs généraux de la transition
Organisation de 15 réunions avec des groupes armés pour les encourager à libérer les enfants présents dans leurs rangs, à cesser d'enrôler des enfants et à ne plus commettre d'actes de violence sexuelle	16		Réunions ont été organisées avec des cadres et des commandants de groupes armés. En conséquence, 7 commandants de groupes armés ont signé le plan d'action pour mettre fin à l'enrôlement d'enfants et à la violence sexuelle et 3 commandants ont fait part de leur intention de le signer. Quatre réunions de suivi ont été organisées avec les commandants ayant déjà signé le plan d'action. Le nombre légèrement plus élevé que prévu de réunions est dû à l'ajout d'une réunion avec des commandants de groupes armés dans le cadre d'une mission de protection conjointe
Tenue de 30 ateliers et de 30 séances de sensibilisation avec des acteurs de la société civile, notamment des femmes et des jeunes, les autorités et les comités de protection, afin de renforcer les mécanismes d'alerte rapide tenant compte des questions de genre	44		Séances de formation ont été organisées pour renforcer la capacité des autorités locales à faire face aux menaces pesant sur les civils et améliorer la collaboration entre les acteurs de la protection et les autorités locales à Beni, Bunia, Bukavu, Goma et Tshikapa. Neuf plans de protection de la population locale ont été élaborés et présentés aux autorités locales pour approbation à Bunia, Bukavu, Tshikapa et Uvira. Le nombre plus élevé que prévu de séances de formation s'explique par la nécessité de renforcer les outils de protection des civils pour faire face au ressentiment contre la MONUSCO et à la fermeture du sous-bureau de Tshikapa
	24		Séances de sensibilisation ont été organisées avec les autorités locales, des membres des comités de protection locaux et des réseaux d'alerte civils, des organisations de la société civile, des associations de femmes et des organisations non gouvernementales au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri afin de

Conduite de 25 missions de protection conjointes et de 155 missions d'évaluation conjointes dans les zones touchées par le conflit armé pour évaluer et limiter les risques auxquels sont exposés les enfants, les femmes et les hommes en matière de protection et appuyer les mesures de prévention et d'intervention prises par les partenaires congolais et internationaux

Maintien d'une moyenne de 36 bases opérationnelles de compagnie ; de 75 déploiements d'unités de combat effectués par des bataillons d'intervention rapide ; de 27 déploiements d'unités de combat effectués par

recenser les zones de tension d'où émanent des menaces contre les femmes et les filles. Au cours des séances, des informations relatives à la prévention et à l'atténuation d'éventuels actes de violence liés au conflit ont été recueillies, notamment les mesures prises pour améliorer les conditions de sécurité des populations vulnérables. Les séances de sensibilisation ont également donné l'occasion de demander aux divers acteurs de se mobiliser davantage en faveur de la cohabitation pacifique entre les communautés et du règlement pacifique du conflit

En raison de l'insécurité régnant dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu) et de la reprise des activités des groupes armés et des affrontements à Nyunzu (Tanganyika) et à Minembwe (Sud-Kivu), les séances de sensibilisation ont été temporairement suspendues en avril et mai 2021

39 Missions de protection conjointes ont été menées au Nord-Kivu, en Ituri, au Sud-Kivu, au Tanganyika et au Kasai pour évaluer la situation en matière de protection des civils, renforcer la collaboration locale, améliorer le système d'alerte rapide et renforcer l'appropriation locale des outils de protection des civils

164 Missions d'évaluation conjointes ont été menées pour faire face aux conflits intercommunautaires au Sud-Kivu et au Tanganyika, évaluer les conditions de sécurité dans les zones touchées par les ADF et d'autres groupes armés, préparer le retrait de la Mission de la région du Kasai et traiter les dossiers de protection de 543 bénéficiaires (dont 64 femmes), à savoir 399 défenseurs des droits humains, 44 victimes, 1 témoin et 99 journalistes

Le nombre de missions a été plus élevé que prévu en raison de besoins accrus en matière de protection au Sud-Kivu (en particulier dans la zone des Hauts Plateaux) et dans les zones touchées par les ADF, ainsi que de la nécessité d'effectuer des missions d'évaluation conjointes supplémentaires dans la région du Kasai afin de garantir un transfert adéquat des outils de protection

33 Bases opérationnelles de compagnie ont été maintenues. Le nombre de bases maintenues a été moins élevé que prévu en raison du rapatriement d'un bataillon dans le cadre du retrait de la Mission de la région du Kasai

des bataillons d'infanterie ; conduite de 104 patrouilles quotidiennes en moyenne (62 de jour et 42 de nuit) par les contingents ; et d'une moyenne de 52 patrouilles quotidiennes conjointes avec les FARDC afin de protéger les civils et de réduire le nombre de violations des droits de la personne commises par des groupes armés ou des agents de l'État

Conduite de 3 opérations au niveau des bataillons et de 36 opérations au niveau des compagnies, suivies d'une évaluation des dégâts de combat, afin d'assurer la protection des civils et la neutralisation des groupes armés

Appui à 6 opérations dirigées par les FARDC dans les domaines du renseignement, de la reconnaissance, des tirs indirects et de la logistique, dans le strict respect de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme

- 33 Déploiements d'unités de combat ont été effectués par des bataillons de déploiement rapide en fonction des besoins opérationnels
- 27 Déploiements d'unités de combat ont été effectués par des bataillons d'infanterie
- 232 Patrouilles quotidiennes ont été conduites en moyenne (120 patrouilles de jour et 112 patrouilles de nuit) par les contingents. Le nombre de patrouilles a été plus élevé que prévu en raison de l'augmentation du nombre des attaques menées par des groupes armés
- 15 Patrouilles quotidiennes conjointes ont été menées en moyenne avec les FARDC. Le nombre de patrouilles conjointes est moins élevé que prévu en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et du fait que les FARDC ont principalement mené des opérations offensives contre les groupes armés
- 3 Opérations au niveau des bataillons ont été conduites
- 1 Opération au niveau des compagnies a été conduite. Le nombre des opérations est inférieur à celui prévu car la plupart des opérations conduites au niveau des compagnies étaient liées à des patrouilles et non à des opérations offensives
- 95 Opérations dirigées par les FARDC ont bénéficié d'un soutien : a) 25 cas de soutien logistique au cours des opérations ; b) 21 cas d'évacuation sanitaire ; c) 13 cas de reconnaissance aérienne conjointe ; d) 17 cas de soutien au transport logistique ; e) 9 cas de mise en commun de l'information/de données de renseignement ; f) 8 séances de formation à l'intention du personnel des FARDC ; g) 1 opération conjointe ; h) 1 cas d'appui aérien aux autorités gouvernementales. Ces missions ont été planifiées en fonction des interactions avec le commandement des FARDC et des demandes formulées. Elles ont été déployées dans les zones libérées par les FARDC pour appuyer les missions de stabilisation de la MONUSCO et relever les contingents des FARDC des opérations statiques afin qu'ils puissent être déployés ailleurs. La fréquence du soutien apporté aux FARDC s'est accrue après l'instauration de l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu le 6 mai 2021, car les opérations offensives conduites par les FARDC contre les groupes armés allaient crescendo

Conduite de 6 missions à l'appui du Mécanisme conjoint de vérification élargi pour renforcer la sécurité aux frontières	Non	En raison de la multiplication des cas de COVID-19, l'équipe du Mécanisme conjoint de vérification élargi n'a pas fait de demande d'appui
Réalisation de 36 371 patrouilles de la police des Nations Unies, y compris des patrouilles conjointes avec la Police nationale congolaise (100 patrouilles par jour en moyenne)	34 600	Patrouilles ont été réalisées. Le nombre de patrouilles réalisées est inférieur à celui prévu en raison des mesures de restriction appliquées pour atténuer le risque de transmission de la COVID-19 entre les membres du personnel des Nations Unies. De plus, l'infection de plusieurs policiers et de membres des unités de police constituées par le virus à l'origine de la COVID-19 et la période de quarantaine qui en a résulté ont eu une incidence négative sur le nombre de patrouilles
Fourniture d'un appui technique, opérationnel et logistique à la Police nationale congolaise dans 8 localités, dans le cadre du renforcement du principe de police de proximité	Oui	La MONUSCO a fourni un appui technique, logistique et opérationnel à la Police nationale congolaise à Butembo, Beni, Oicha, Goma, Bukavu, Kalemie, Uvira, Kananga et Tshikapa afin de renforcer les capacités opérationnelles de la Police nationale et d'instaurer la confiance entre la police locale et la population. La Mission a appuyé la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'insécurité dans ces localités en se coimplantant durant 2 920 jours dans les centres de contrôle, de commandement et de coordination des locaux de la police. En outre, la Mission a continué à dispenser une formation sur l'établissement et le maintien de l'ordre public, la collecte de données de renseignement, la violence sexuelle fondée sur le genre et la police de proximité, la police judiciaire et la police de la circulation Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la Mission a renforcé son soutien opérationnel, logistique et sanitaire à la Police nationale pour accroître l'efficacité des opérations de protection
Fourniture de 2 300 escortes de missions humanitaires dans les zones touchées par le conflit armé	3 429	Escortes ont été fournies. Le nombre d'escortes a été plus élevé que prévu du fait de l'insécurité qui régnait dans les zones où se déroulaient les missions humanitaires
Formation de 24 membres d'organisations non gouvernementales nationales à la neutralisation des explosifs et munitions en vue d'amorcer l'élaboration d'une solution nationale durable	24	Membres d'une organisation non gouvernementale nationale implantée à Bukavu et à Beni ont été formés à l'évaluation des engins explosifs
Installation de solutions de stockage sécurisé des armes, fourniture d'une assistance technique, organisation de 18 séances de sensibilisation pour assurer le stockage sécurisé et le marquage des	66	Séances de sensibilisation ont été organisées au Nord-Kivu (5), au Sud-Kivu (26), au Kasai-Central (12) et à Kinshasa (23) pour 703 personnes, à savoir 370 membres de la Police nationale congolaise, 309 membres des FARDC, 10 membres du personnel de l'Institut

6 000 armes de la Police nationale et des Forces armées

congolais pour la conservation de la nature, 4 membres du personnel de la Commission nationale de contrôle des armes légères et de petit calibre et de réduction de la violence armée et 10 membres du personnel des Nations Unies. Le nombre de séances a été plus élevé que prévu car il fallait veiller à respecter la distanciation physique durant les séances

7 738 Armes détenues par l'État, à savoir 2 033 armes appartenant à la Police nationale congolaise et 5 705 aux FARDC, ont été marquées. Le nombre d'armes marquées est plus élevé que prévu car le retard pris dans le marquage des armes durant la période précédente a été rattrapé

Fourniture d'approvisionnements essentiels, notamment de vêtements, d'articles ménagers, de produits d'hygiène, de rations, de solutions d'hébergement et de soins médicaux, à 1 000 combattants congolais, à 100 enfants associés à des groupes armés et à 500 combattants étrangers et aux personnes à leur charge dans 6 camps de transit principaux et 5 camps de transit secondaires

Non Un appui à la réinsertion a été fourni à 730 personnes, à savoir 489 ex-combattants congolais (483 hommes et 6 femmes), 142 enfants associés à des groupes armés (128 garçons et 14 filles), 46 ex-combattants étrangers (45 hommes et 1 femme) et 53 personnes à leur charge (23 hommes et 30 femmes). Le nombre de bénéficiaires est moins élevé que prévu en raison de l'impasse dans laquelle s'est trouvé le processus de désarmement de la FRPI après la démobilisation de 31 combattants en octobre 2020, de l'absence d'un programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19

Réalisation escomptée 1.2 : Progrès dans la lutte contre l'impunité et les violations des droits de la personne

Indicateurs de succès prévus

1.2.1 Nombre de condamnations pour violations graves des droits de la personne, crimes de guerre ou crimes contre l'humanité prononcées dans le respect des garanties judiciaires (2018/19 : 296 ; 2019/20 : 315 ; 2020/21 : 350)

1.2.2 Réduction du nombre de cas avérés de violations des droits de la personne commises par des acteurs étatiques dans les zones touchées par le conflit armé (2018/19 : 2 614 ; 2019/20 : 3 106 ; 2020/21 : 1 900)

Indicateurs de succès effectifs

Objectif atteint. Au total, 360 personnes (141 membres des FARDC, 60 membres de la Police nationale congolaise, 82 membres de groupes armés et 77 civils) ont été reconnues coupables et condamnées pour des violations graves des droits humains, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, dont 107 personnes reconnues coupables de violence sexuelle. Sur ces 360 personnes, 214 personnes ont été traduites en justice grâce à l'appui logistique et technique de la Mission. Le nombre de condamnations est plus élevé que prévu en raison des procès de membres de groupes armés basés à Djugu et d'initiatives conjointes mises en œuvre au Sud-Kivu pour aider à résorber le retard accumulé au cours de la période précédente du fait de la pandémie de COVID-19

Objectif non atteint. 2 709 cas avérés de violations des droits humains commises par des acteurs étatiques dans les zones touchées par le conflit armé ont été enregistrés, soit une diminution de 13 % par rapport à l'exercice précédent (3 106 violations). Des soldats des FARDC sont

responsables de 1 480 violations des droits humains dans les zones touchées par le conflit armé et des agents de la Police nationale congolaise de 906 violations, soit 36 % de toutes les violations enregistrées. Ce pourcentage est inférieur à celui enregistré durant les 12 mois précédents (2 775 violations, soit 38 % de toutes les violations enregistrées). Parmi les acteurs présents dans les zones touchées par le conflit armé, les FARDC demeurent le principal auteur des violations, comptabilisant près de 23 % de toutes les violations enregistrées. Le nombre de violations est plus élevé que prévu en raison de la recrudescence des attaques par des groupes armés en Ituri et au Nord-Kivu et de l'extension de la zone d'influence des ADF au-delà de la zone de Rwenzori, à Irumu et à Mambasa en Ituri

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conduite de 60 missions d'enquête et d'établissement des faits visant à surveiller la situation des droits de la personne et d'enquêter, de recueillir des informations et d'établir des rapports sur les violations de ces droits et les atteintes y relatives, y compris les violences sexuelles liées au conflit, dans les zones touchées par le conflit armé	Non	Le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo a mené 33 missions de surveillance et d'enquête. Le nombre de missions est inférieur à celui prévu car des missions dans les zones touchées par le conflit armé ont dû être reportées en raison de problèmes de sécurité, de logistique et d'accès
Production de 14 rapports sur la situation des droits de la personne, portant notamment sur la violence sexuelle liée au conflit, la violence fondée sur le genre et le respect des droits de la personne et de la liberté d'expression et de réunion pacifique	17	Rapports ont été élaborés, soit 12 rapports mensuels sur la situation des droits humains en République démocratique du Congo, en particulier sur la violence sexuelle liée aux conflits, la violence fondée sur le genre, le respect des droits humains et la liberté d'expression et celle de réunion pacifique ; 1 rapport planifié sur les violations des droits humains et du droit international humanitaire commises par les ADF et des membres des forces de défense et de sécurité dans les territoires de Beni, d'Irumu et de Mambasa entre le 1 ^{er} janvier 2019 et le 31 janvier 2020 (publié en juillet 2020) ; 1 rapport annuel planifié du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits humains et les activités menées par le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo de juin 2019 à mai 2020 (publié en août 2020) ; 1 rapport non planifié sur la situation des droits humains sur les hauts plateaux des territoires de Mwenga, de Fizi et d'Uvira de février 2019 à juin 2020 (publié en août 2020) ; 1 rapport non planifié sur les violations des droits humains et du droit international humanitaire commises par les ADF et des membres des forces de défense et de sécurité dans les territoires de Beni, d'Irumu et

		de Mambasa entre juillet et décembre 2020 (publié en janvier 2021) ; 1 rapport non planifié sur les discours de haine (publié en mars 2021). L'élaboration de 3 rapports non planifiés supplémentaires visait à produire une trace écrite de l'augmentation des violations des droits humains
Mise en place d'une base de données sur les personnes incarcérées pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et suivi mensuel de leur situation	Non	La mise en place de la base de données n'a pas pu être finalisée durant l'exercice en raison des restrictions aux voyages et aux rassemblements liées à la pandémie de COVID-19, qui ont eu une incidence négative sur le suivi dans les prisons
Conduite de 15 séances de sensibilisation et de réflexion sur l'analyse, la planification et la budgétisation dans un contexte de conflit, qui ont conduit à la création de 15 conseils de sécurité locaux	6	Séances de sensibilisation ont été entreprises dans les zones de Bukavu, de Kalemie et de Kananga afin de favoriser la participation active de la population locale aux mécanismes de gouvernance de la sécurité, notamment au processus d'évaluation de la sécurité, ainsi que le maintien de bonnes relations et la collaboration avec les entités étatiques chargées de la sécurité et les autorités locales. Il y a eu moins de séances que prévu du fait de l'imposition de restrictions aux déplacements en raison de la pandémie de COVID-19
Organisation de 10 ateliers de renforcement des capacités des autorités locales en matière de gouvernance locale, l'accent étant mis sur la sécurité et la protection des civils dans 10 entités territoriales décentralisées	13	Cours de remise à niveau et séances de coaching ont été organisés à l'intention des autorités provinciales et locales du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Kasaï, du Kasaï-Central et du Tanganyika sur la gouvernance participative en matière de sécurité, l'évaluation des conditions de sécurité avec la participation de la population, l'élaboration de plans locaux de sécurité, les attributions des acteurs étatiques dans les domaines de la sécurité et du renforcement de la protection des civils, et la budgétisation participative. Le nombre de séances est supérieur aux prévisions formulées en raison de l'augmentation des demandes émanant des autorités locales pour ce qui est de renforcer leurs capacités dans le domaine de la gouvernance participative en matière de sécurité
Tenue de 15 forums de quartier ou consultations d'un autre type visant à renforcer la confiance entre la population et les services de sécurité	Non	Aucun forum de quartier n'a été facilité en raison du retard pris dans la mise en place des conseils locaux de sécurité des communautés du fait de l'indisponibilité des autorités locales, des restrictions aux déplacements et aux rassemblements liées à la pandémie de COVID-19, du retrait de la Mission de la région du Kasaï et de l'insécurité persistante dans des zones ciblées comme Irumu et Djugu
Conduite de 5 missions d'évaluation des mécanismes de protection existants et de 3 ateliers	Non	Aucune mission ou atelier n'a été organisé. Au Tanganyika, en raison de l'indisponibilité des

d'élaboration de plans d'action visant à assurer la viabilité à long terme de ces mécanismes, avec les autorités locales, les services de sécurité, la société civile et les acteurs locaux de la protection, y compris les organisations non gouvernementales et l'équipe de pays, dans les zones problématiques de l'est de la République démocratique du Congo et des provinces du Grand Kasaï

Organisation, à l'intention des FARDC et de la Police nationale congolaise, de 6 sessions de formation sur la violence sexuelle liée au conflit dans les zones touchées par le conflit donnant lieu à la signature d'actes d'engagement

Organisation, à l'intention des autorités judiciaires de 6 localités, de réunions mensuelles de suivi et de 6 sessions de formation en ce qui concerne les enquêtes et les poursuites relatives aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité et à d'autres violations graves des droits de la personne

autorités provinciales du fait de la procédure de destitution du Gouverneur du Tanganyika engagée par l'assemblée provinciale. Dans l'est de la République démocratique du Congo, en raison de l'insécurité et des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19. Au Kasaï, en raison de l'instabilité du gouvernement provincial

- 6 Sessions de formation ont été organisées pour les FARDC à Beni (1), à Kalemie (2), à Bukavu (2) et à Goma (1), auxquelles ont participé 181 personnes, dont 1 femme. En juillet 2020, avec l'appui de la Police des Nations Unies et des partenaires, le plan d'action de la Police nationale congolaise contre la violence sexuelle a été présenté aux officiers, dont 65 l'ont signé. En septembre 2020, à Kinshasa, le Cabinet du Président, par l'intermédiaire du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) sur les jeunes et la violence sexuelle, a organisé 1 atelier à l'intention de membres des FARDC, des commissions de la Police nationale et d'autres acteurs étatiques, des organisations non gouvernementales et des donateurs afin d'élaborer le plan d'action pour 2020-2023 sur les violences sexuelles commises en période de conflit de l'additif au communiqué conjoint, avec le soutien technique du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo, à la suite duquel 41 participants, dont 24 femmes, ont adopté le plan d'action. En décembre 2020, à Kinshasa, la commission des FARDC a organisé 1 séance de formation sur la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits et les mesures permettant d'y faire face à l'intention de 50 commandants d'unité et magistrats militaires, dont 11 femmes, avec l'appui du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme et de la First Lady's Foundation. En tout, 11 actes d'engagements ont été signés

Oui Des réunions mensuelles de suivi portant sur les enquêtes et les poursuites relatives aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité et à d'autres violations graves des droits humains ont été organisées à l'intention des autorités judiciaires à Bunia, Beni, Goma, Bukavu, Kalemie et Kananga. À Goma, il s'agissait notamment de soutenir les affaires prioritaires Sheka, Miriki, Bigirabagabo/Noheri et Kitchanga pour des crimes perpétrés à Walikale, Masisi, Miriki et Vuvotsio par les NDC, les

FDLR/FOCA et les Maï-Maï Mazembe. À Beni, un soutien a été apporté dans les affaires impliquant les ADF ainsi que dans les affaires de violence sexuelle à Kasindi, Butembo et Beni. À Bunia, un soutien a été apporté dans les affaires liées aux crimes perpétrés dans les territoires de Djugu, Mahagi et Irumu, notamment par la CODECO. À Bukavu, un soutien a été apporté dans les affaires Migamba, Bukanga, Raïa Mutomboki Mazinga, Raïa Mutomboki Hamakombo, Raïa Mutomboki Chance, Vumbure/Maheshe, Kitindi et Lubichako. À Kalemie, les affaires traitées comprenaient les actes de violence Twa-Baluba dans le territoire de Monono, des affaires de violence sexuelle et l'affaire Lambo-Kilela/Lambo-Katenga impliquant les Maï-Maï Yakutumba. Dans la région du Kasaï, un soutien a été apporté dans des affaires concernant des membres des FARDC et de la Police nationale congolaise pour viol et meurtre et d'autres affaires concernant des groupes armés pour violence sexuelle et travail forcé, notamment des crimes commis pendant l'insurrection des Kamwina Nsapu, et à Nganza, dans une affaire prioritaire liée à des actes de violence sexuelle. Un soutien a également été apporté aux autorités de la justice militaire dans des affaires concernant des attaques contre les Nations Unies, notamment contre l'Équipe d'intervention d'urgence contre l'Ebola et en relation avec la destruction du bureau de la MONUSCO à Beni en 2019.

Non Aucune session de formation n'a été organisée en raison du changement de direction dans le Bureau de l'Auditeur Général des FARDC, principal interlocuteur dans la préparation des sessions de formation, de l'indisponibilité des magistrats et des restrictions aux voyages et aux grands rassemblements liées à la pandémie de COVID-19

Tenue de 10 consultations de haut niveau avec les autorités congolaises concernant 50 cas de violations ayant été signalés dans le cadre de la politique de diligence voulue en matière de droits de la personne et n'ayant encore donné lieu à aucune suite disciplinaire ou judiciaire

10 Consultations de haut niveau ont été tenues avec les autorités congolaises (4 réunions de suivi entre l'équipe d'experts internationaux et le Procureur pour débattre des affaires emblématiques du Kasaï, 2 réunions sur l'affaire relative au général Numbi et 4 réunions de sensibilisation avec le Chef de l'État sur des officiers sources de problèmes, notamment 56 officiers très en vue des FARDC et de la Police nationale ayant de lourds antécédents de violations des droits humains, selon les informations fournies par le secrétariat de la

	politique de diligence voulue en matière de droits humains). Le 23 septembre 2020, la direction de la Mission a approuvé la mise en œuvre au niveau national d'un plan de sensibilisation à des mesures correctives, ainsi que des sanctions et l'ouverture de poursuites contre des officiers de haut rang directement responsables des violations des droits humains commises lors d'opérations à Djugu. Le même jour, une lettre a été adressée au Ministère de la défense par le Représentant spécial du Secrétaire général concernant « l'affaire Mabiala » (le lieutenant-colonel Mabiala Ngoma Alma a été reconnu coupable et condamné à la réclusion à perpétuité pour crimes contre l'humanité et a été officiellement renvoyé des FARDC) et 41 officiers des FARDC contre lesquels des procédures judiciaires étaient en cours et qui étaient toujours en service actif
Organisation de 4 réunions avec l'Auditeur général des FARDC et d'autres hauts responsables de l'appareil judiciaire afin de donner des conseils sur les stratégies de poursuite et la hiérarchisation des affaires	4 Réunions ont été organisées, dont 2 avec le Premier Président de la Haute Cour militaire sur la stratégie de priorisation des affaires et sur la situation à Beni, 1 avec le chef d'état-major du Bureau du Premier Président sur l'incidence de l'état de siège et la planification des audiences foraines, et 1 avec l'Auditeur Général des FARDC sur l'évaluation du projet de cellule d'appui aux poursuites judiciaires
Organisation, dans le Grand Kasaï, l'Ituri et les Kivus, de 3 sessions de formation itinérantes spécialisées sur la gestion des prisonniers accusés de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité	Non Aucune session n'a été organisée en raison des restrictions aux voyages et aux rassemblements liées à la pandémie de COVID-19
Organisation de 10 réunions de haut niveau avec le groupe de travail technique conjoint sur le sort des enfants en temps de conflit, coprésidé par l'ONU et le Ministre de la défense, afin de promouvoir l'exécution du plan d'action visant à prévenir et à faire cesser le recrutement et l'utilisation d'enfants	11 Réunions ont été organisées avec le groupe de travail technique conjoint sur les enfants et les conflits armés, comité interministériel composé de représentants de 15 ministères, de la Police nationale congolaise, des FARDC, de l'Agence nationale de renseignements, de la MONUSCO et de l'UNICEF, afin de débattre des difficultés et des possibilités liées à la mise en œuvre du plan d'action visant à prévenir et à mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants. La réunion supplémentaire a été consacrée à l'adoption du budget et du plan de travail pour 2021-2022
Organisation de 36 séances de travail avec le (la) Conseiller(ère) spécial(e) du Chef de l'État en matière de lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants, les FARDC et la Police nationale aux fins de l'application du	23 Séances de travail ont été organisées, dont 17 avec le (la) Conseiller(ère) spécial(e) du Chef de l'État et 6 avec la commission des FARDC et le haut commandement de la Police nationale congolaise, afin de faire œuvre de sensibilisation aux fins de l'adoption du plan d'action contre la

communiqué commun et des plans d'action contre la violence sexuelle

Tenue de 24 réunions de haut niveau avec des responsables du Ministère de la justice et du Ministère des droits humains pour encourager l'application du principe de responsabilité, promouvoir les droits de la personne et les droits civils et politiques et lutter contre l'impunité

Tenue de 6 réunions de sensibilisation de haut niveau avec le Ministère de la justice et le Ministère des droits humains pour veiller à ce que les auteurs de violations du droit international humanitaire ou des droits de la personne répondent de leurs actes

violence sexuelle et de la mise en œuvre des plans des FARDC et de la Police.

57 commandants de la Police nationale ont signé des actes d'engagement relatifs à la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits dans les rangs de la police. Le nombre de sessions est inférieur à celui prévu, principalement en raison du retard intervenu dans la nomination d'un(e) nouveau(elle) conseiller(ère) spécial(e) à la suite de la dissolution du Gouvernement de coalition

26 Réunions ont été tenues avec des fonctionnaires du Ministère de la justice et du Ministère des droits humains pour assurer le suivi des recommandations issues de l'Examen périodique universel de la République démocratique du Congo. En outre, le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits humains en République démocratique du Congo s'est réuni avec le comité interministériel des droits humains pour planifier et organiser 4 ateliers afin d'assurer le suivi des obligations découlant des traités relatifs aux droits humains ; a participé à une réunion du groupe thématique sur la justice et les droits humains du Ministère de la justice afin de mettre à jour le programme national de réforme de la justice pour la période 2020-2023 ; a organisé 3 réunions avec des fonctionnaires du Ministère des droits humains pour réfléchir à la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes de violations graves des droits humains et d'une commission nationale sur la justice transitionnelle. Le nombre de réunions tenues est plus élevé que prévu, le Président ayant demandé un appui pour la création d'un processus national de justice transitionnelle

9 Réunions ont été tenues avec des fonctionnaires du Ministère de la justice et du Ministère des droits humains, dont 3 avec le Ministère de la justice, sur l'action menée pour décongestionner les prisons et les mesures de sûreté prises pour empêcher la propagation de la COVID-19 dans les prisons, l'état de siège et son incidence sur l'administration de la justice, et la mise en jugement de civils par des juridictions militaires, ainsi que l'impasse dans laquelle se trouvent les enquêtes sur les affaires prioritaires, notamment le procès lié à l'assassinat de deux experts de l'ONU. Parmi les résultats positifs, on peut citer la suppression de la Cour militaire opérationnelle et la libération de 1 051 prisonniers en application de la grâce présidentielle. En outre, 3 réunions ont été tenues avec des fonctionnaires du Ministère des droits humains pour débattre

des projets de décret portant création de la commission nationale sur la justice transitionnelle et du fonds de réparation. À l'issue de ces réunions, le Ministère a modifié les projets de décret et pris en compte les contributions du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo afin d'en faire un processus axé sur les victimes et de veiller à l'inclusivité. Enfin, 2 réunions non planifiées ont été organisées pour préparer l'atelier sur la justice transitionnelle à l'intention d'organisations de la société civile, qui s'est tenu à Kinshasa les 6 et 7 mai 2021, et 1 réunion non planifiée a été organisée afin de présenter les membres du groupe de travail de la société civile nouvellement créé au Ministre des droits humains

Composante 2 : appui à la stabilisation et au renforcement des institutions publiques en République démocratique du Congo

55. La MONUSCO s'est entretenue avec la présidence, les hauts fonctionnaires du Gouvernement, les députés, les sénateurs, les acteurs politiques, les acteurs de la société civile et les membres de la communauté internationale des questions liées au processus électoral à venir et des réformes institutionnelles et de gouvernance. Par ailleurs, elle a usé de ses bons offices pour soutenir l'adoption d'un programme national visant à désarmer, démobiliser, réinsérer et réintégrer les membres des groupes armés, conformément aux priorités du Président et au programme national du Gouvernement. Au cours de la période considérée, la collaboration politique et les bons offices ont essentiellement porté sur l'atténuation des tensions qui s'étaient développées au sein de la coalition au pouvoir entre le parti Cap pour le changement du Président, Félix Tshisekedi, et le Front commun pour le Congo de l'ancien Président, Joseph Kabila, au sujet des nominations judiciaires et militaires faites en juillet 2020. La Mission a utilisé ses bons offices pour faciliter un dialogue entre les partis politiques, une révision consensuelle et inclusive des projets de loi réformant la Commission électorale nationale indépendante et le droit électoral et un accord sur le renouvellement des mandats des membres de la Commission. Elle a également plaidé pour la mise en place d'institutions judiciaires indépendantes et crédibles afin de renforcer la confiance des citoyens dans le système judiciaire, en prévision d'éventuels conflits électoraux. Elle a accompagné la lutte contre la corruption, notamment en apportant une assistance technique pour la rédaction d'une loi visant à protéger les dénonciateurs d'abus. Elle a également encouragé l'examen et l'adoption, à l'Assemblée nationale et au Sénat, du projet de loi contre le tribalisme, le racisme et la xénophobie, déposé en septembre 2020 à la chambre basse. En outre, Elle a plaidé en faveur de l'examen et de l'adoption du projet de loi sur la protection et la promotion des droits des peuples autochtones, actuellement devant le Sénat.

56. Au cours de la période considérée, l'équipe de pays des Nations Unies et la Mission ont continué à réaliser des initiatives conjointes dans le cadre de l'axe 1 (consolidation de la paix, respect des droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie) du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui a été signé en décembre 2019 et couvre la période de 2020 à 2024. À titre d'exemple, le projet de 30 mois pour la paix, la justice, la

réconciliation et la reconstruction au Kasaï-Central, financé par le Fonds pour la consolidation de la paix et réalisé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo et l'ONG Search for Common Ground, a pris fin en mai 2021. Il a permis d'élaborer et d'appliquer une stratégie provinciale de lutte contre l'impunité, qui a donné à 1 200 victimes un plus grand accès à la justice et rendu possible des poursuites contre huit personnes et leur condamnation pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Par ailleurs, dans le cadre de la transition, un programme conjoint d'appui à la réforme de la justice a été lancé par l'ONU en décembre 2020. Ce programme est mené conjointement par le PNUD, la MONUSCO, le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme et l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit, en étroite collaboration avec le Ministère de la justice, le Conseil supérieur de la magistrature et le Ministère de l'intérieur. La prise en compte des liens entre action humanitaire, développement et paix a commencé dans la région du Kasaï, par la détermination de quatre zones prioritaires, à savoir Tshikapa/Kamonia et Mweka au Kasaï et Luiza et Dibaya au Kasaï-Central. Au Tanganyika, un atelier a été organisé pour sensibiliser les parties prenantes à cette approche.

57. La Mission a continué de soutenir et de coordonner la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation, afin d'appliquer le programme de stabilisation et de reconstruction du Gouvernement. Des programmes de stabilisation élaborés par les bureaux régionaux de la MONUSCO sur la base des stratégies et plans d'action de stabilisation provinciaux approuvés par le Gouvernement et financés par le Fonds de cohérence pour la stabilisation ont été réalisés dans les zones prioritaires de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Un appel à propositions a été lancé pour huit projets, dont six sont déjà en cours d'exécution, couvrant le Sud-Kivu (Uvira), le Nord-Kivu (Beni) et l'Ituri (Djugu) et visant à s'attaquer aux causes profondes du conflit. Les activités ont porté sur le dialogue intercommunautaire, le rétablissement de l'autorité de l'État et le développement économique en faveur des femmes. Dans les trois provinces de l'Est, la MONUSCO a aidé les autorités locales et les populations à appliquer les stratégies de stabilisation. En collaboration avec leur gouverneur respectif, les bureaux locaux ont contribué à l'élaboration de programmes de stabilisation, grâce au financement du Fonds de cohérence pour la stabilisation, dans le cadre des stratégies de collaboration politique avec les autorités provinciales. En Ituri, la Mission, au travers du programme de stabilisation dans le sud d'Irumu, a continué de collaborer avec la FRPI, en mettant l'accent sur le dialogue politique dans le cadre des négociations de désarmement.

58. L'appui de la MONUSCO aux efforts du Gouvernement visant à créer un nouveau cadre national de désarmement, démobilisation et réintégration a débouché sur l'élaboration d'un projet d'ordonnance concernant un nouveau cadre qui regrouperait le mandat du programme national de désarmement, démobilisation et réintégration, du programme national de reconstruction et de stabilisation et de la Commission interprovinciale d'appui au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration communautaire. La MONUSCO se prépare à accompagner le futur cadre national de désarmement, de démobilisation et de réintégration une fois qu'il sera en place. Elle a notamment tenu des consultations avec l'équipe de pays des Nations Unies, la Banque mondiale, la communauté internationale et le Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, et a commencé à élaborer une stratégie d'appui, dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Dans le même temps, elle a maintenu son appui au désengagement spontané de combattants individuels et de groupes armés, tant étrangers que congolais, les aidant à se réinsérer et mettant en œuvre des projets de lutte contre la violence de proximité dans leurs

communautés d'accueil en Ituri, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et au Tanganyika. Ces projets visaient à réduire le recrutement de combattants désengagés et de jeunes à risque, tout en améliorant les moyens de subsistance des membres vulnérables de la communauté grâce à des programmes de travail contre rémunération, des activités génératrices de revenus et des formations professionnelles.

59. La Mission a orienté ses activités davantage vers le renforcement du respect et de la protection de l'espace politique et la promotion de la protection des droits humains et des libertés fondamentales. Le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme a continué de mener des consultations avec les principaux responsables de la sécurité et de l'administration, et des réunions de sensibilisation avec des fonctionnaires du Ministère de la justice et du Ministère des droits humains, tout en mobilisant la population, la société civile, y compris les organisations de femmes et de jeunes et les acteurs politiques, autour de la question du droit de participation à la vie politique, notamment en permettant à différents points de vue sociaux et politiques de s'exprimer sur les ondes de Radio Okapi. À cet égard, la diffusion ininterrompue de programmes adaptés a été essentielle pour que la population congolaise puisse avoir des informations fiables sur la pandémie de COVID-19. Une fois que la MONUSCO s'est retirée des provinces non touchées par le conflit armé et dans le but d'améliorer la surveillance des droits humains et le renforcement des capacités, le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme a mis en place une équipe mobile couvrant les provinces de l'Ouest (Nord-Ubangi, Sud-Ubangi, Mongala, Tshuapa, Équateur, Kwango, Kwilu, Kongo-Central et Maï-Ndombe) et maintenu une présence dans les provinces de Tshopo et du Haut-Katanga. Ces équipes ont continué à dispenser des formations sur les droits humains aux membres des forces de défense et de sécurité, à la Commission nationale des droits humains et à la société civile.

60. La composante Police de la Mission a œuvré en faveur de la Police nationale congolaise et l'a accompagnée dans l'application du plan d'action quinquennal de réforme 2020-2024. Cependant, les problèmes de décaissement du budget prévu ont entravé l'application du plan. Un programme commun de réforme de la police a été élaboré, axé sur : a) le renforcement du cadre institutionnel de la police nationale pour en faire une institution démocratique, responsable et efficace ; b) le renforcement des capacités et des compétences techniques des membres de la police à tous les niveaux afin qu'ils puissent assumer leurs responsabilités dans le respect de l'état de droit, garantissant ainsi une plus grande sécurité à la population et une meilleure protection de ses droits ; et c) la facilitation de progrès considérables dans la lutte contre l'impunité. En outre, des dispositifs de contrôle essentiels, tels que l'Inspection générale de la Police nationale congolaise, ont été mis en place afin de renforcer le respect des droits humains. La composante Police de la Mission a également concouru à la mise en place du plan d'action triennal de la police sur la lutte contre la violence sexuelle par la création d'unités spéciales et apporté un appui technique à la police nationale pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre.

61. Au cours de la période considérée, la Mission a aidé les autorités pénitentiaires nationales à renforcer les systèmes de sécurité, promouvoir la réforme des prisons et renforcer et stabiliser le système pénitentiaire. Elle a, notamment, fourni du matériel de sécurité de base, contribué à la construction et à la remise à niveau d'infrastructures pénitentiaires et organisé des programmes de formation. En conséquence, au cours de la période considérée, seule la prison de Beni a subi une attaque, qui a entraîné l'évasion massive de prisonniers. En fonction des besoins, des fils barbelés ont été installés dans les prisons de Butembo, Kalemie et Beni ; les prisons de Butembo, Kalemie, Bunia, Kananga, Goma et Ndolo ont été équipées d'énergie solaire, de vidéosurveillance, de miradors et de salles d'attente pour les visiteurs ; un mur d'enceinte a été construit à la prison de Beni ; la prison de Goma a

été clôturée avec du grillage ; les cellules et les portes de la prison de Bukavu ont été rénovées ; un pont menant à la prison de Kalemie a été reconstruit pour faciliter la circulation des véhicules ; une clôture a été construite à la prison de Bunia. Des programmes de renforcement des capacités, comprenant un encadrement, des exercices de simulation et une formation spéciale, ont également été organisés à l'intention de plus de 2 500 membres du personnel pénitentiaire.

Réalisation escomptée 2.1 : Règlement des conflits intercommunautaires profondément enracinés aux niveaux local et provincial

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

2.1.1 Élaboration et promulgation d'une stratégie commune pour le maintien de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo

Objectif atteint. Une stratégie commune de retrait progressif et échelonné de la MONUSCO a été élaborée par la MONUSCO et le Gouvernement de la République démocratique du Congo, puis approuvée par le Conseil de sécurité. Elle a prévu des conditions minimales pour le retrait de la Mission dans chaque province où elle est présente. Elle s'est essentiellement attachée aux progrès vers une paix et un développement durables et inclusifs, à la recherche d'une solution aux causes profondes des conflits et à l'atténuation de la menace posée par les groupes armés nationaux et étrangers de sorte qu'elle puisse être gérée par les forces de sécurité du pays, l'accent étant mis en particulier sur la réduction des menaces pour les civils. Ces mesures ont été complétées par des stratégies provinciales, qui ont établi des priorités stratégiques et des initiatives conjointes avec les autorités provinciales

2.1.2 Nombre d'accords conclus aux fins du règlement de conflits intracommunautaires et intercommunautaires, y compris des conflits fonciers (2018/19 : 13 ; 2019/20 : 13 ; 2020/21 : 13)

Objectif non atteint. 4 accords de paix ont été signés, dont 1 entre les communautés Hutu et Nande au Nord-Kivu, 1 entre les communautés Bakwa Ndaye et Bakwa Kanyinga au Kasai, 1 entre les communautés Bira et Hima à Irumu et 1 accord de cessez-le-feu entre les coalitions de groupes armés Banyamulenge et Bembe/Fuliiru/Nyindu. En outre, 7 plans d'action ont été approuvés pour résoudre les conflits intra et intercommunautaires, dont 5 au Nord-Kivu entre les communautés Hutu et Nande et 2 en Ituri entre les communautés Lendu et Alur et entre les communautés Lendu et Hima

Les accords ont été moins nombreux que prévu du fait des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19

2.1.3 Augmentation des pistes de dialogue entre le Gouvernement et les principaux groupes armés (2018/19 : 1 ; 2019/20 : 2 ; 2020/21 : 3)

Objectif non atteint. 2 pistes de dialogue ont été ouvertes entre le Gouvernement et la FRPI en Ituri et avec les Maï-Maï Apa Na Pale au Tanganyika. Le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des éléments du FRPI est dans l'impasse, les dirigeants du FRPI réclamant une amnistie générale et l'intégration dans les FARDC. Les pistes de dialogue sont moins nombreuses que prévu, la signature de la nouvelle stratégie nationale ayant été retardée

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 10 sessions de formation sur les outils de gestion des conflits et les techniques tenant compte des questions de genre visant à appuyer les mécanismes locaux de règlement des conflits	5	Sessions de formation sur les compétences en matière de règlement des conflits ont été organisées pour résoudre les conflits entre les communautés Lendu et Alur. Les sessions de formation ont été moins nombreuses que prévu du fait des mauvaises conditions de sécurité et des restrictions aux déplacements et aux réunions en présentiel dans le contexte de la pandémie de COVID-19
Organisation de 30 sessions de coaching à l'intention des forums d'information communautaires (Barazas), des commissions consultatives sur le règlement des conflits coutumiers et d'autres mécanismes locaux de résolution des conflits	5	Sessions de coaching ont été organisées pour renforcer la capacité de la commission consultative sur la règlement des conflits coutumiers à résoudre les conflits locaux au Nord-Kivu. Les sessions ont été moins nombreuses que prévu, car les autorités des provinces de Kananga, de Tshikapa, du Tanganyika et de l'Ituri n'étaient pas disponibles
Mise en œuvre de 20 initiatives locales de règlement des conflits et organisation de 10 sessions de sensibilisation à l'intention de la population visant à soutenir les autorités congolaises, les communautés, les femmes et les jeunes et à promouvoir, dans les provinces touchées par les conflits, des accords de paix et l'aboutissement des processus de paix, l'objectif étant de régler les conflits et de réduire les tensions et la violence	8	Initiatives locales, 4 sessions de dialogue structuré et 6 sessions de sensibilisation des communautés ont été entreprises pour réduire les tensions intercommunautaires. Les initiatives ont été moins nombreuses que prévu, car les autorités des provinces de Kananga, de Tshikapa, du Tanganyika et de l'Ituri n'étaient pas disponibles
Établissement de 6 rapports tenant compte des questions de genre sur l'analyse et les causes structurelles profondes des conflits, de 12 rapports mensuels sur les tendances des conflits qui touchent l'est de la République démocratique du Congo, le Grand Kasaï et le Tanganyika, et de 4 rapports ad hoc sur les tendances des conflits au niveau local	7	Rapports sur l'analyse des conflits ont été élaborés, publiés et distribués à la MONUSCO et aux partenaires concernés qui soutiennent les programmes de stabilisation. Ces analyses approfondies du conflit ont mis en évidence les différentes causes profondes du conflit et donné lieu à des recommandations sur la manière d'aborder les différends fonciers et le développement économique à l'appui du processus de paix. Le rôle des femmes en tant qu'architectes de la paix a également bien été mis en avant dans tous les rapports
	Non	Aucun rapport mensuel sur les tendances des conflits qui touchent l'est de la République démocratique du Congo, le Grand Kasaï et le Tanganyika ou rapport ad hoc sur les tendances des conflits au niveau local n'a été produit Les rapports ont été moins nombreux que prévu du fait des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19. L'accent a été mis

- Tenue de réunions trimestrielles avec le Gouvernement aux fins de l'élaboration de la stratégie commune pour le maintien de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo et de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de cette stratégie
- Tenue de réunions mensuelles avec le comité exécutif du programme national de stabilisation et de reconstruction et des hauts fonctionnaires du Ministère du plan et des ministères d'exécution concernés aux fins de la gestion, du suivi et de l'allocation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des initiatives de stabilisation et de consolidation de la paix
- Lancement de 45 projets de lutte contre la violence de proximité mettant l'accent sur les femmes et les enfants qui permettront de désengager les membres des groupes armés, de réinsérer les ex-combattants, de réduire le recrutement dans les groupes armés, en particulier celui de personnes issues de groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, de soutenir les victimes et de mieux prendre en compte les questions de genre
- Conduite de 180 missions de suivi et d'évaluation sur le terrain, notamment des missions d'évaluation concernant 45 projets de lutte contre la violence de proximité, et une évaluation communautaire initiale aux fins de l'élaboration des projets
- Conduite de 22 missions de sensibilisation sur le désarmement, la démobilisation, la réintégration et la réinstallation ou le rapatriement ciblant les
- sur la production de rapports d'analyse approfondie des conflits
- 4 Réunions ont été organisées avec les autorités provinciales et nationales pour examiner les programmes réalisés par le Gouvernement dans le cadre de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
- Oui Des réunions mensuelles ont été organisées avec les responsables du programme national de stabilisation et de reconstruction et du Ministère du plan, à Kinshasa et dans l'est de la République démocratique du Congo. Cependant, l'élaboration de l'ordonnance nationale sur le programme de désarmement, de démobilisation, de réinsertion communautaire et de stabilisation a été mise en suspens en attendant que la présidence donne des précisions
- 20 Projets de lutte contre la violence au sein de la collectivité ont été réalisés dans les provinces de l'Ituri (3), du Nord-Kivu (7), du Sud-Kivu (5) et du Tanganyika (5). Au total, 2 690 personnes (1 734 hommes et 956 femmes) ont bénéficié de programmes de travail contre rémunération, d'activités génératrices de revenus et de formations professionnelles, qui ont contribué à réduire le recrutement d'ex-combattants et de jeunes à risque, tout en améliorant les moyens de subsistance des membres vulnérables de la communauté. Parmi les bénéficiaires on comptait 973 ex-combattants (810 hommes et 163 femmes), 158 enfants anciennement associés à des groupes armés (77 garçons et 81 filles), 893 jeunes à risque (665 garçons et 228 filles) et 666 membres vulnérables des communautés ciblées (182 hommes et 484 femmes)
- Les projets réalisés ont été moins nombreux que prévu du fait des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19, aux perturbations des activités de la Mission en raison du sentiment anti-MONUSCO dans certaines régions et à l'éruption volcanique à Goma
- 88 Missions de suivi ont été effectuées dans le cadre de 20 projets de lutte contre la violence au sein de la collectivité. Les programmes et les participants ont été moins nombreux que prévu du fait des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19
- 165 Sessions de sensibilisation ont été menées à l'appui du programme de désarmement, démobilisation et rapatriement dans les

éléments des groupes armés congolais et étrangers, les populations victimes des groupes armés et les personnes risquant d'être recrutées

Distribution de 80 000 tracts dans des zones clés du Nord et du Sud-Kivu

Tenue de consultations trimestrielles visant à s'attaquer aux causes structurelles profondes des conflits avec les acteurs régionaux, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale

Tenue de consultations mensuelles avec l'Union africaine, la SADC et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'objectif étant de s'assurer que celles-ci honorent leurs engagements en promouvant la gouvernance démocratique et la stabilité dans le pays

provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika. Les sessions ont été plus nombreuses du fait de la participation de la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration aux missions d'évaluation conjointes, au cours desquelles des sessions de sensibilisation ont été organisées

114 024 Brochures et dépliants ont été produits et distribués lors des missions de sensibilisation au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, des missions de protection conjointe et des missions d'évaluation conjointe. Les dépliants ont été plus nombreux que prévu du fait du nombre plus élevé des missions de sensibilisation

Oui Depuis janvier 2021, la MONUSCO a convoqué des réunions de travail bihebdomadaires avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs afin de communiquer et de trouver les moyens de renforcer l'appui donné à la République démocratique du Congo dans la gestion des conflits, de la sécurité et des questions économiques. Cela a permis d'améliorer la coordination sur les questions politiques concernant la dynamique dans la région en matière de diplomatie, de sécurité et d'économie. Les réunions ont été plus nombreuses que prévu du fait d'une dynamique favorable, notamment les efforts du Président visant à améliorer le climat politique dans la sous-région

12 Consultations ont eu lieu. Le 3 mars 2021, la MONUSCO a rencontré le Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine et Chef de mission auprès du bureau de liaison de l'Union africaine en République démocratique du Congo pour discuter de la manière dont le bureau de liaison et la MONUSCO travailleraient ensemble à l'appui du programme du Gouvernement en matière de paix et de sécurité. Des réunions de suivi ont eu lieu avec les conseillers politiques de la mission de l'Union africaine et l'équipe d'appui de l'Union africaine afin d'évaluer les progrès réalisés dans l'application du plan d'action de la République démocratique du Congo et de l'Union africaine et de fournir des orientations. La MONUSCO a eu des réunions bilatérales avec des diplomates de la SADC pour discuter de l'impasse politique de l'époque et de la nécessité de favoriser un consensus entre les acteurs politiques congolais. Ces réunions ont

Organisation conjointe de 2 ateliers avec le Mécanisme national de suivi, l'équipe de pays des Nations Unies et les organisations de la société civile pour assurer la cohérence et la complémentarité de plusieurs processus, notamment la stratégie commune pour le maintien de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo, le plan national stratégique de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, l'approche fondée sur les interactions entre l'action humanitaire, l'aide au développement et la paix, les projets financés par le Fonds pour la consolidation de la paix et les 6 engagements nationaux de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, et pour assurer la complémentarité des mesures prises pour honorer les engagements nationaux et régionaux

Organisation de 4 ateliers en coopération avec le Gouvernement, le système des Nations Unies, les partenaires donateurs bilatéraux et multilatéraux, les institutions financières internationales, les organisations non gouvernementales et d'autres partenaires techniques aux fins du lancement et de la mise en œuvre de l'approche fondée sur les interactions entre l'action humanitaire, l'aide au développement et la paix en République démocratique du Congo

Réunions trimestrielles de coordination avec la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration et la Commission ougandaise d'amnistie sur les questions liées au rapatriement

permis à la Mission d'évaluer le ralliement potentiel autour des questions économiques et liées à la sécurité dans la région. Tous les membres de la SADC ont confirmé leur soutien à la République démocratique du Congo, en exprimé leur désir de voir le pays jouer un plus grand rôle dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, et leur soutien à son admission dans la Communauté d'Afrique de l'Est

2 Ateliers ont été organisés lors des commémorations du huitième anniversaire de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Le premier atelier, portant sur des questions politiques, s'est tenu le 24 février 2021, et le deuxième, sur des questions techniques, s'est tenu les 26 et 27 février 2021. Les 2 ateliers ont permis d'évaluer la feuille de route du mécanisme national de suivi visant à mettre fin au conflit dans l'est de la République démocratique du Congo, ainsi que les progrès et les défis liés à la mise en œuvre des engagements nationaux et régionaux pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération

2 Ateliers ont été organisés au Kasaï, au Kasaï-Central et au Tanganyika pour soutenir le lancement et la mise en œuvre de l'approche fondée sur les interactions entre l'action humanitaire, le développement et la paix. Les ateliers ont été moins nombreux que prévu du fait des restrictions imposées par le Gouvernement en raison de la pandémie de COVID-19. Cependant, 2 ateliers ont été organisés : 1 dirigé par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire avec les ambassadeurs, les chefs d'agences et la MONUSCO en novembre 2020, et 1 sur des questions techniques avec les agences, la MONUSCO et les ambassades en février 2021 pour mobiliser le soutien autour de la transition et de la collaboration au titre de l'approche fondée sur les interactions entre l'action humanitaire, le développement et la paix

Non En raison des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19, aucune réunion de coordination n'a été organisée avec la Commission rwandaise de démobilisation et de

des ex-combattants d'origine rwandaise et ougandaise

réintégration ou la Commission ougandaise d'amnistie au niveau central. Cependant, une coordination opérationnelle a été maintenue par des échanges de courriels pour les messages de sensibilisation et le rapatriement. Au niveau du bureau local, 3 réunions de coordination ont été organisées avec des représentants de la Commission ougandaise d'amnistie à Beni

Production de 52 épisodes de l'émission de radio « Ma Nouvelle Vie », qui est consacrée au désarmement, à la démobilisation, à la réintégration et à la réinstallation ou au rapatriement et qui s'adresse aux groupes armés étrangers, et diffusion quotidienne des épisodes par Radio Okapi et les stations de radio mobiles ainsi que par des stations de radio locales avec lesquelles des partenariats ont été établis

63 Épisodes de l'émission de radio « Ma Nouvelle Vie », qui est consacrée au désarmement, à la démobilisation, à la réintégration et à la réinstallation ou au rapatriement, ont été créés

Les épisodes ont été plus nombreux que prévu car davantage d'activités de sensibilisation au désarmement, à la démobilisation, au rapatriement, à la réintégration et à la réinstallation ont été menées à l'intention d'un plus grand nombre de groupes armés, notamment compte tenu de la mise en place du programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration

Oui Des programmes radio ont été diffusés du lundi au samedi par Radio Okapi. Les stations de radio mobiles diffusent 14 programmes par semaine (2 par jour, le matin et le soir, du lundi au dimanche)

L'option visant à accroître la portée opérationnelle des programmes de sensibilisation au moyen de partenariats avec des radios communautaires n'a pas été utilisée car il n'y avait pas de besoins ou de radios communautaires dans les zones d'intérêt

Réalisation escomptée 2.2 : Amélioration de l'accès à l'espace politique et participation durable et effective des principaux segments de la société, notamment les femmes et les jeunes, à la vie politique

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

2.2.1 Nombre de projets de loi sur l'administration publique, la protection des défenseurs des droits humains et l'accès à l'information adoptés et mis en œuvre (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : sans objet ; 2020/21 : 3)

Objectif non atteint. 2 projets de loi, 1 sur la protection et la promotion des personnes vivant avec un handicap et 1 sur la protection et la promotion des droits des peuples autochtones pygmées, ont été adoptés par l'Assemblée nationale. Les 2 projets de loi mettent en place des mécanismes visant à protéger ces groupes et à promouvoir leur participation aux décisions qui les concernent. La loi sur la protection des défenseurs des droits humains a été introduite en 2018, d'abord à l'Assemblée nationale puis au Sénat, mais les textes des 2 organes n'ont pas encore été harmonisés par la commission mixte paritaire. Le projet de loi sur l'accès à l'information a été introduit à l'Assemblée nationale lors de la session de septembre 2020, mais n'a pas été examiné

2.2.2 Diminution du nombre de violations avérées des droits politiques et de la liberté de réunion et d'expression commises par des acteurs étatiques (2018/19 : 922 ; 2019/20 : 741 ; 2020/21 : 900)

Objectif atteint. Il y a eu 530 violations avérées des droits politiques et des libertés fondamentales commises par des acteurs étatiques, soit une baisse de 28 % par rapport à la période précédente (741 violations), ce qui confirme la tendance à l'ouverture progressive de l'espace démocratique constatée depuis février 2019

2.2.3 Augmentation du nombre de plaintes émanant de citoyens examinées par la Commission nationale des droits de l'homme (2018/19 : données non disponibles ; 2019/20 : 4 440 ; 2020/21 : 300)

Objectif non atteint. Aucun rapport n'a été publié sur les plaintes traitées. La constitution d'une base de données sur les droits humains est en cours, de même que le recrutement de 2 consultants chargés de la gestion des plaintes et de la conception de la base de données

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
Organisation de réunions hebdomadaires avec des acteurs politiques et des parties prenantes de haut rang aux niveaux national, provincial et local visant à faciliter le dialogue et à promouvoir et favoriser le consensus sur le fonctionnement des institutions clés, notamment pour ce qui est du secteur de la sécurité, et sur l'importance de la participation des femmes à la vie politique	Oui		<p>La MONUSCO collabore avec tous les acteurs politiques concernés en vue de l'examen des réformes institutionnelles et de gouvernance ainsi que du processus électoral à venir. De ce fait, plusieurs acteurs politiques majeurs se sont engagés à continuer de promouvoir la participation des femmes aux processus électoraux, et les responsables judiciaires ont réaffirmé leur engagement à promouvoir l'inclusion</p> <p>S'agissant des questions de conflit intercommunautaire, la Représentante spéciale du Secrétaire général a rencontré les Présidents nationaux des communautés Hutu et Nande afin de faciliter leur participation au processus de règlement des conflits. Les 2 dirigeants se sont engagés dans une déclaration commune à résoudre les tensions intercommunautaires dans le Nord-Kivu et ont demandé à la Mission de continuer à les soutenir dans leurs efforts de stabilisation de la province</p> <p>La MONUSCO a également organisé des séances de travail avec des personnes influentes, des chefs de communautés et des groupes de la société civile du Nord-Kivu et de l'Ituri pour les sensibiliser à l'importance de leur participation au processus de règlement politique du conflit</p> <p>La MONUSCO s'est également entretenue avec l'auditeur militaire en Ituri du fonctionnement de la justice militaire dans le contexte de l'état de siège déclaré par le Président Tshisekedi et de la réouverture des tribunaux civils</p>
Organisation de 4 ateliers à l'intention de 120 journalistes et de 1 campagne dans les médias visant à promouvoir une communication tenant compte des questions de genre et non sexiste et améliorer la couverture médiatique des femmes en	4		Ateliers de renforcement des capacités ont été organisés à Beni, Mangina, Bunia et Goma à l'intention de 110 participants (69 hommes et 41 femmes), dont des médias locaux, des journalistes de Radio Okapi et des femmes

politique et dans les initiatives de paix et de sécurité

politiques locales, sur la couverture médiatique tenant compte des questions de genre

La MONUSCO a accueilli un atelier de 2 jours à la demande du Collectif des associations féminines pour le développement sur le thème de la participation politique des femmes au Nord-Kivu. L'atelier a réuni des hommes et des femmes des plateformes de la société civile du Petit Nord, des membres de partis politiques et des représentants de la Commission électorale nationale indépendante. La Ministre du genre pour la province était présente. Le faible niveau de représentation des femmes aux postes de décision et dans les organes de décision aux niveaux local, provincial et national, ainsi que l'adoption de la loi sur la parité des sexes et la révision de la loi électorale, qui est actuellement examinée par l'Assemblée nationale, ont été examinés. Une stratégie de sensibilisation à la parité des sexes prévue à l'article 14 de la Constitution a été élaborée et annoncée aux médias locaux

Tenue de 5 débats publics et de 5 ateliers avec des représentants des jeunes sur les principes de masculinité positive et de sensibilité des citoyens aux questions de genre, dans le cadre desquels il est fait appel à des figures locales considérées comme des champions ou des ambassadrices de la paix

- 8 Débats de sensibilisation ont été organisés à Goma, Masisi, Bunia, Lubero, Bukavu et Kinshasa sur les thèmes de la masculinité positive et de l'autonomisation des femmes, avec un total de 437 participants (290 hommes et 147 femmes) : Université libre des Pays des Grands Lacs à Goma, femmes ambassadrices de la paix de la MONUSCO, clubs des droits humains de différentes universités de Kinshasa, police nationale et FARDC, et des organisations de la société civile. Des étudiants et de jeunes militants ont débattu de l'importance de la masculinité positive et des défis à relever pour promouvoir l'égalité des genres et la consolidation de la paix. De nombreux étudiants ont avoué que la notion de masculinité positive était nouvelle pour eux. Des stratégies visant à accroître la présence de femmes dans les services de sécurité ont été suggérées, tandis que les forces de sécurité se sont engagées à protéger et à promouvoir les droits des femmes et ont dit qu'il fallait renforcer et accroître ces activités
- 3 Sessions ont été organisées en Ituri, dont 2 sessions de sensibilisation sur le mandat de la MONUSCO et la masculinité positive à l'intention de plus de 1 000 étudiants et 1 atelier sur le rôle des femmes dans la prise de décision, la parité des sexes et la masculinité positive, à l'intention de 50 journalistes, dont 30 femmes. En outre, 4 réunions ont été organisées avec le parlement des jeunes sur le rôle des jeunes dans

Tenue de 7 sessions de renforcement des capacités et de coaching s'adressant aux acteurs de la société civile et auxquelles participent activement des femmes et des jeunes, l'objectif étant de favoriser la revitalisation des organisations de la société civile qui promeuvent la gouvernance démocratique pour tous dans les provinces du Tanganyika, du Kasai, du Kasai-Central, du Maniema et de l'Ituri

Organisation de réunions hebdomadaires avec des parlementaires, des hauts fonctionnaires de ministères, des militaires, des policiers, des agents des services de renseignement et des dirigeants de la société civile, y compris des femmes et des jeunes, aux fins du renforcement de la confiance envers les institutions de sécurité et de l'amélioration de la coordination interinstitutions en matière de sécurité humaine

le retour de la paix en Ituri et sur la masculinité positive, à l'intention de 200 participants, dont 7 filles

L'augmentation globale du nombre de manifestations est due à une demande plus importante

- 11 Sessions ont été organisées, dont 1 atelier de sensibilisation à la paix en Ituri auquel ont participé 200 dirigeants d'organisations de la société civile, de partis politiques, d'organisations de femmes et de jeunes (150 femmes et 50 hommes), qui ont échangé leurs points de vue sur les stratégies, les défis et les possibilités concernant la paix et la sécurité en Ituri ; 9 séances de travail avec l'organisation non gouvernementale Pôle d'action genre et élection ; et 1 session de renforcement des capacités à Goma avec 56 participants (50 étudiants, dont 40 filles, 10 garçons et 6 enseignants, dont 2 femmes et 4 hommes) visant à sensibiliser au leadership féminin et à la participation véritable des jeunes dans la prise de décision

Le nombre de séances a été plus élevé que prévu car la demande a été plus forte

La Représentante spéciale du Secrétaire général a également rencontré des organisations de la société civile, notamment des associations de femmes, à Goma et a évoqué l'importance du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et de la nécessité d'encourager les initiatives nationales. Une réunion mensuelle a été établie avec ces organisations pour évaluer l'application d'un plan d'action proposé. La MONUSCO a également tenu 1 séance de travail avec 5 membres du Réseau des femmes du Tanganyika sur la participation des femmes dans le rétablissement de la paix et le processus politique

- 36 Réunions ont été organisées avec des responsables des FARDC et de la Police nationale congolaise, des fonctionnaires des ministères, des membres de la commission parlementaire de défense et de sécurité et des représentants d'organisations de la société civile afin de dégager un consensus et une compréhension commune d'une politique de sécurité nationale qui permettrait la création d'une commission nationale de coordination de la réforme du secteur de la sécurité. Les discussions ont porté sur le soutien à l'armée, à la police et à d'autres institutions, l'intégration

Tenue de 6 séminaires sur la planification, l'encadrement et la gouvernance visant à renforcer les capacités des femmes participant à la Plateforme des femmes pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération

des questions de genre, la sensibilisation aux questions des armes légères et de petit calibre ainsi qu'au rôle des organisations de la société civile dans le cadre de la participation de citoyens qui pourraient influencer la politique de sécurité, et le renforcement de l'efficacité des institutions de sécurité par l'offre de conseils techniques et de formations, notamment sur les questions de transparence et de responsabilité

Les réunions ont été moins nombreuses que prévu du fait des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19

- 5 Sessions d'échange ont été organisées avec le Réseau des femmes d'influence en Afrique en collaboration avec ONU-Femmes. Aux réunions, les participants ont examiné le mandat de la MONUSCO à la lumière du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et convenu d'établir des échanges réguliers entre les femmes leaders congolaises et le Représentant spécial du Secrétaire général
 - 1 Séminaire de haut niveau a été organisé avec des femmes leaders pour la paix, le Gouverneur du Sud-Kivu, le prix Nobel de la paix 2018, le Dr Denis Mukwege, et le Chef de bureau de la Mission pour le Sud-Kivu. Au total, 43 personnes ont participé à la réunion, dont 24 femmes et 19 hommes. La réunion avait pour objectif de faire en sorte que le processus de paix au Sud-Kivu tienne davantage compte des questions de genre et soit plus inclusif et d'appuyer la participation véritable et permanente des femmes au processus de paix, notamment en ce qui concerne la crise actuelle dans les hautes terres d'Uvira, de Fizi et de Mwenga
 - 1 Session de formation sur le leadership féminin à l'intention de jeunes femmes leaders d'écoles secondaires a été organisée à Bukavu avec la Représentante spéciale du Secrétaire général. 20 jeunes filles ont participé à cette discussion. L'objectif de la session était de renforcer le sens du leadership chez ces jeunes femmes en vue de leur participation future aux organes de décision
- Le nombre globalement plus élevé de manifestations s'explique par l'occasion offerte d'établir un cadre de consultation régulier avec des femmes leaders congolaises afin de leur permettre de mieux comprendre le mandat de la Mission et de recueillir leurs points de vue avant l'élaboration du plan de transition

Organisation de campagnes d'information multimédias et de programmes de sensibilisation à l'appui de l'exécution du mandat de la Mission par les moyens suivants : a) diffusion d'émissions 24 heures sur 24 sur Radio Okapi à l'intention de 24 millions d'auditeurs et d'auditrices par semaine ; b) production de 35 émissions vidéo de la MONUSCO diffusées sur 11 chaînes de télévision locales et mises en ligne sur YouTube et UNifeed ; c) publication et diffusion de 6 numéros du magazine Échos de la MONUSCO ; d) exploitation et gestion des sites Web de la Mission et de Radio Okapi, enrichis quotidiennement par des articles, des récits et des photographies provenant de l'ensemble de la République démocratique du Congo ; e) diffusion d'informations fiables par l'intermédiaire des médias sociaux

24 Millions de personnes ont été touchées par semaine grâce aux émissions de Radio Okapi diffusées 24 heures sur 24

Non Aucune émission vidéo de la MONUSCO n'a été diffusée ou mise en ligne. Cependant, 95 vidéos ont été mises en ligne sur les médias sociaux, dont 25 sur Twitter, 35 sur YouTube et 35 sur Facebook

Non Aucun numéro du magazine Échos de la MONUSCO n'a été produit. Le contenu du magazine a été mis en ligne sur diverses plateformes numériques afin de mieux atteindre certains publics, notamment les jeunes et les groupes de pression

Le nombre de visites du site Web s'est élevé à 1 218 583 et le nombre de pages lues sur le site Web à 2 184 595. Il y a eu 94 articles, communiqués de presse et rapports, notamment sur les droits humains, mis en ligne sur le site Internet de la MONUSCO, 31 vidéos sur YouTube et Facebook, 536 tweets envoyés et 590 publications sur Facebook, 132 publications sur Instagram et 365 photos publiées sur FLICKR. En outre, 8 campagnes multimédias ont été lancées sur divers sujets, notamment l'appel au calme dans la vie civile et politique, la promotion des activités de la MONUSCO en faveur de la population du Kasai-Central et l'explication du retrait de la MONUSCO au Tanganyika

Le compte Twitter de Radio Okapi a 809 407 abonnés et le compte Facebook, 1 155 203

Réalisation escomptée 2.3 : Renforcement de la capacité des institutions publiques de protéger les civils et d'établir et de maintenir l'état de droit et la sécurité

Indicateurs de succès prévus

2.3.1 Pourcentage des projets prioritaires d'appui au développement institutionnel de la Police nationale congolaise prévus dans le plan d'action de réforme (2020-2024) qui ont été menés à bien (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : sans objet ; 2020/21 : 15 %)

2.3.2 Diminution du pourcentage de personnes placées en détention provisoire dans les prisons de Kinshasa et des provinces orientales de la République démocratique du Congo (2018/19 : non disponible ; 2019/20 : 73 % ; 2020/21 : 70 %)

Indicateurs de succès effectifs

Objectif non atteint. 6 % des projets prioritaires d'appui au développement institutionnel de la Police nationale congolaise prévus dans le plan d'action de réforme devraient être menés à bien. Ce taux plus faible que prévu est dû à des retards dans le déblocage du budget prévu pour financer les priorités urgentes de la réforme, en raison du manque de volonté et d'engagement politiques

Objectif non atteint. Le pourcentage de personnes placées en détention provisoire est de 75 %. Ce pourcentage plus élevé s'explique principalement par une forte augmentation du nombre d'arrestations en Ituri et au Nord-Kivu du fait de l'activité accrue des groupes armés, combinée à l'état de siège, qui a transféré la compétence pénale des juridictions civiles aux juridictions militaires sans augmenter le nombre de magistrats militaires, ce qui a contribué à une

	augmentation du nombre de personnes placées en détention provisoire
2.3.3 Nombre de services d'accueil pour les femmes victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre au sein de la Police nationale congolaise (2018/19 : non disponible ; 2019/20 : 48 ; 2020/21 : 48)	Objectif atteint. Au total, 55 services d'accueil ont été créés à Beni, Butembo, Kalemie, Rutshuru, Uvira, Bukavu, Bunia, Goma, Kinshasa, Kananga et Tshikapa. Le nombre de services créés est plus élevé que prévu car les partenaires locaux dans ces 11 sites se sont rendu compte de l'utilité et de la valeur ajoutée de cette initiative, considérée comme une grande occasion de renforcer les capacités de la Police nationale congolaise, conformément au plan d'action triennal sur la lutte contre les violences sexuelles en République démocratique du Congo
2.3.4 Diminution du nombre de problèmes de sécurité dans les prisons (2018/19 : 23 ; 2019/20 : 5 ; 2020/21 : 13)	Objectif atteint. 6 incidents liés à la sécurité ont été enregistrés dans 6 des 12 prisons prioritaires qui reçoivent un soutien de la MONUSCO. Le nombre moins élevé d'incidents est dû à l'amélioration du soutien logistique et technique, notamment aux programmes de renforcement des capacités dont ont bénéficié les autorités nationales pour renforcer la sécurité des prisons
2.3.5 Hausse du pourcentage de Congolais ayant confiance dans la capacité des forces de sécurité de l'État de protéger la population (2018/19 : 49 % ; 2019/20 : 58 % ; 2020/21 : 63 %)	Objectif non atteint. En moyenne, 41 % des Congolais ont déclaré avoir confiance dans la capacité des forces de sécurité de l'État de protéger la population (40 % pour la Police nationale congolaise et 43 % pour les FARDC) Ce pourcentage est plus faible que prévu du fait de l'augmentation de l'insécurité dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo, qui a eu un impact sur le pourcentage global

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de 11 réunions de coordination des prisons au niveau provincial, 2 ateliers de sensibilisation et de mobilisation de haut niveau sur la réforme des prisons, notamment sur la séparation et la prise en charge des femmes et des mineurs en conflit avec la loi, et 12 réunions de travail techniques conjointes aux fins de la fourniture de conseils stratégiques sur les réformes pénitentiaires	13	Réunions de coordination ont été organisées aux niveaux provincial et national
	4	Réunions de sensibilisation de haut niveau ont été organisées
	13	Réunions techniques conjointes ont été organisées dans le but d'accélérer les réformes pénitentiaires et le renforcement de la sécurité. Le nombre de sessions organisées a été plus élevé que prévu car il était nécessaire de s'attaquer aux problèmes urgents dans les prisons, comme la détérioration des conditions de sécurité et les problèmes de sécurité et de santé dans diverses prisons aux niveaux provincial et national, notamment en ce qui concerne la prévention et la gestion de la COVID-19 dans les prisons
Tenue de 1 session de formation sur la réforme du système pénitentiaire et la phase de transition à	Non	En raison des restrictions aux déplacements et aux rassemblements liées à la pandémie de

l'intention de 40 administrateurs pénitentiaires de haut rang

Appui technique et logistique aux fins de la mise en place d'un établissement de formation pour les agents pénitentiaires et de la mise en œuvre d'une stratégie de communication pour l'administration pénitentiaire

Encadrement quotidien des directeurs et des surveillants de 10 prisons à haut risque, encadrement hebdomadaire des directeurs et des surveillants de 1 prison à haut risque et visites conjointes périodiques dans 1 prison à haut risque avec des représentants des autorités pénitentiaires nationales

Tenue de 20 ateliers visant à sensibiliser les services nationaux de sécurité, les réseaux de protection et les organisations de la société civile et à renforcer leurs capacités en matière de respect des droits humains et de surveillance et de signalement des violations de ces droits et des atteintes y relatives

Tenue de 2 ateliers de renforcement des capacités, à l'intention de 100 membres de la Commission nationale des droits de l'homme, sur la promotion des droits humains, la gestion des bases de données, l'établissement de rapports et la décentralisation

Suivi et encadrement quotidiens de la Police nationale congolaise, y compris l'Inspection

COVID-19, aucune session de formation n'a été organisée

Oui La première phase de la création d'une école de formation pour les agents pénitentiaires a été achevée à Luzumu

Oui Une stratégie de communication a été lancée, comprenant la tenue d'un atelier de formation, la validation d'un plan d'action de communication, l'impression de calendriers, la conception de panneaux d'affichage et la mise en place d'un bureau d'information public

Tous les jours Une session d'encadrement concernant les techniques de gestion des prisons a été organisée pour plus de 2 307 membres du personnel pénitentiaire, dont environ 300 femmes, dans 11 prisons prioritaires. Le nombre plus élevé de prisons est dû à l'inclusion de la prison de Tshikapa dans le contexte de la transition

Chaque semaine Des séances d'encadrement ont été organisées pour le personnel pénitentiaire dans 1 prison à haut risque (Luzumu)

5 Missions conjointes ont été menées avec les autorités pénitentiaires à Kananga, Tshikapa, Goma, Luzumu et Uvira

20 Activités de renforcement des capacités et de sensibilisation ont été menées à l'intention de 1 211 participants, dont 543 femmes, à Bukavu (4), Beni (1), Bunia (3), Goma (4), Uvira (2), Kananga (2), Kalemie (2) Kinshasa (1) et Butembo (1)

3 Sessions de formation ont été organisées à l'intention de 52 participants en tout, dont 1 à Goma sur le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire à l'intention de 10 employés (dont 2 femmes) de la Commission nationale des droits de l'homme ; 1 à Kinshasa sur la lutte contre les discours de haine à l'intention de 22 participants (dont 2 femmes) de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale ; et 1 session de formation de formateurs sur le discours de haine, à Kinshasa, à l'intention de 20 participants (dont 4 femmes). Le nombre plus élevé de sessions et le nombre plus faible de participants s'expliquent par les règles de distanciation physique liées à la pandémie de COVID-19

Tous les jours Le partage des locaux a permis d'assurer le suivi et l'encadrement des institutions de réforme et

générale, grâce au partage de locaux, l'objectif étant d'aider la police à lutter contre l'insécurité, d'accroître le respect des droits humains, des libertés fondamentales et des normes internationales en matière d'application de la loi et de renforcer l'application du principe de responsabilité et la lutte contre l'impunité

Formation de 220 agentes et agents de l'Inspection générale de la Police nationale congolaise à la politique de diligence voulue en matière de droits de la personne

Formation de 15 000 membres de la Police nationale congolaise, dont 20 % de femmes, sur des questions liées à la gestion de l'ordre public et au respect des droits de la personne, à la police de proximité, à la violence sexuelle et fondée sur le genre, à la collecte de données de renseignement et aux fonctions de la police judiciaire

Formation de 2 700 agents de la Police nationale congolaise, dont 20 % de femmes, aux procédures d'enquête et à la protection des lieux du crime, notamment aux techniques criminalistiques, compte tenu des questions de genre

Organisation, dans 7 zones prioritaires, de séances hebdomadaires de conseils et d'encadrement à l'intention des autorités judiciaires sur le renforcement du fonctionnement de l'appareil de justice pénale, le droit à une procédure régulière et la réduction du nombre de détentions illégales

des unités spécialisées de la Police nationale congolaise (260 jours de partage des bureaux et environ 10 937 activités d'encadrement et de suivi à l'appui du renforcement de la responsabilité, de la lutte contre l'impunité et de l'amélioration de l'efficacité de la lutte contre l'insécurité, tout en promouvant le respect des droits humains, des libertés fondamentales et des normes internationales en matière de maintien de l'ordre)

214 Membres de l'Inspection générale de la Police nationale congolaise, dont 48 femmes, ont été formés à la politique de diligence voulue en matière de droits de la personne. Le nombre légèrement inférieur de participants s'explique par la limite imposée au nombre de personnes et les difficultés de déplacement liées à la pandémie de COVID-19

15 834 Membres de la Police nationale congolaise, dont 2 256 femmes (14,2 %), ont été formés au maintien de l'ordre public, à la collecte de renseignements, à la lutte contre la violence sexuelle fondée sur le genre, à la police de proximité, aux fonctions de police judiciaire et à la police de la circulation

Le nombre de personnes ayant suivi une formation est supérieur aux prévisions, la demande de formation ayant été plus forte. Le taux de femmes est inférieur aux prévisions, car celles-ci sont plus faiblement représentées dans les institutions de l'État

3 221 Agents de la Police nationale congolaise, dont 16,5 % de femmes, ont été formés aux procédures d'enquête et à la protection des lieux du crime, notamment aux techniques criminalistiques, compte tenu des questions de genre

Le nombre de personnes formées est plus élevé, la police locale ayant manifesté un intérêt accru, notamment dans les points chauds et les zones où sévissent les groupes armés (Beni, Bunia et Butembo). Le taux de femmes est inférieur aux prévisions, car celles-ci sont plus faiblement représentées dans les unités spécialisées

Chaque semaine Des séances de conseil et d'encadrement ont été offertes aux autorités judiciaires dans 7 zones prioritaires, à savoir Bunia, Beni, Goma, Bukavu, Uvira, Kalemie et Kananga. Il s'agissait notamment de 7 inspections judiciaires dans des prisons et de 227 audiences foraines pour traiter des cas de détention irrégulière et illégale, qui ont abouti à la libération de 245 personnes

	<p>détenues (227 hommes et 18 femmes) et à la régularisation de 868 cas, dont 15 concernant des femmes ; 195 condamnations, dont 49 pour violences sexuelles ; et 89 acquittements (82 hommes et 7 femmes). L'appui à 843 inspections du parquet dans les lieux de détention de la Police nationale congolaise a permis de libérer 1 424 personnes détenues (1 167 hommes, 145 femmes et 112 mineurs) et de régulariser 1 365 cas, dont 70 concernant des femmes et 173 des mineurs. Pour faire face à la pandémie de COVID-19, un appui technique, logistique et financier a été apporté aux autorités judiciaires et pénitentiaires afin de réduire la population carcérale par la mise en place de visites d'inspection dans les prisons de Goma et de Bukavu et de 25 audiences foraines à Bunia, Bukavu et Kananga, qui ont permis la libération de 174 personnes placées en détention provisoire pour des infractions mineures, 43 acquittements et 110 condamnations, dont 22 pour violences sexuelles. Un appui a également été apporté à l'application d'une ordonnance présidentielle accordant des remises de peine, ce qui a permis la libération de 1 051 prisonniers des prisons du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Kasaï et du Tanganyika</p>
<p>Organisation, dans le Grand Kasaï, l'Ituri et les deux Kivus, de 3 sessions de formation itinérantes spécialisées sur la gestion des prisonniers accusés de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité</p>	<p>Non Aucune formation n'a été organisée en raison des restrictions aux déplacements et aux rassemblements liées à la pandémie de COVID-19</p>
<p>Organisation de 25 audiences foraines</p>	<p>22 Audiences foraines ont été organisées par les autorités de la justice militaire pour les poursuites concernant les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et d'autres violations graves des droits humains, dont 4 au Kasaï, 6 au Sud-Kivu, 4 en Ituri, 3 au Nord-Kivu, 2 au Tanganyika, 2 au Haut-Katanga et 1 à Tshopo</p> <p>Le nombre moins élevé d'audiences foraines est dû à l'insécurité, notamment à Beni et en Ituri ; à l'évasion de prisonniers de la prison de Beni, dont 97 qui devaient être jugés ; et aux restrictions aux rassemblements liées à la pandémie de COVID-19</p>
<p>Tenue de réunions techniques mensuelles des sous-groupes sur la lutte contre l'impunité et sur la performance du Ministère de la justice aux fins de la mise en œuvre du plan d'action prioritaire de la politique nationale de réforme de la justice, de 2 réunions du comité de suivi technique et de 1 réunion stratégique du comité de pilotage à</p>	<p>6 Réunions techniques des sous-groupes sur la lutte contre l'impunité et sur la performance du Ministère de la justice ont eu lieu pour valider le tableau des activités menées en 2020 en appui au Ministère de la justice et le plan d'action prioritaire actualisé de la réforme de la justice nationale pour la période 2019-2023, qui tient compte des priorités du nouveau Gouvernement</p>

l'appui du suivi de la mise en œuvre du plan d'action prioritaire pour 2021

en matière de justice, et pour adopter le projet de plan stratégique (2020-2024) et le plan opérationnel triennal (2020-2022) de l'Institut de formation judiciaire

Les réunions des sous-groupes techniques ont été moins nombreuses que prévu du fait des restrictions aux rassemblements liées à la pandémie de COVID-19

Les réunions du comité de suivi technique et la réunion stratégique du comité de pilotage n'ont pas eu lieu en raison de la démission du Ministre de la justice en juillet 2020

Organisation de conférences hebdomadaires pour les officiers militaires de haut rang sur le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme

Non Un atelier a été organisé du 14 au 17 juin 2021 avec le Chef d'état-major des FARDC afin de sensibiliser les commandants de la première zone de défense à Kinshasa à l'obligation de rendre compte et à la responsabilité d'un commandant des FARDC en ce qui concerne les ressources humaines et matérielles et la prévention des violations des droits humains. Les conférences hebdomadaires prévues avec les FARDC n'ont pas pu avoir lieu en raison des mesures prises pour empêcher la propagation de la COVID-19. Cependant, le 5 mai 2021, le secrétariat de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme a participé à 1 réunion avec le Directeur de la formation au quartier général des FARDC, à Kinshasa, au cours de laquelle il a plaidé pour la reprise des débats thématiques avec de hauts responsables des FARDC, qui avaient été suspendues en raison de la pandémie de COVID-19. Le Directeur a déclaré que des mesures seraient prises en vue de la reprise de ces réunions. En outre, à des réunions qui ont eu lieu en mai 2021, le secrétariat a plaidé en faveur de l'organisation de sessions de formation pour les officiers des FARDC, qui auraient lieu dans diverses académies militaires, notamment au Collège des hautes études de stratégie et de défense, entre septembre 2021 et juillet 2022

Fourniture d'un appui technique, opérationnel et logistique à la Police nationale congolaise dans 8 localités, dans le cadre du renforcement du principe de police de proximité

Oui Un appui logistique et opérationnel a été fourni aux unités de la Police nationale congolaise appliquant la stratégie opérationnelle intégrée de lutte contre l'insécurité dans 8 localités (Beni, Oicha, Butembo, Bunia, Goma, Bukavu, Uvira et Kalemie)

Tenue de 100 sessions de groupes de travail sur l'amélioration de la cellule de plainte et l'évaluation des inspecteurs d'audit de l'Inspection générale de la Police nationale congolaise

109 Sessions de groupes de travail ont été organisées sur l'amélioration de la cellule de plaintes, l'évaluation de l'audit et le fonctionnement de l'Inspection générale de la Police nationale congolaise afin d'assurer le respect des droits

		humains et fournir une assistance technique et des services de conseil au Secrétariat exécutif du Comité de suivi des réformes et au siège de la police nationale
		Le nombre plus élevé de sessions s'explique par une plus grande demande de l'Inspection générale
Tenue de 4 ateliers de renforcement des capacités et de 4 réunions de coordination trimestrielles pour fournir des conseils stratégiques et un soutien technique à la commission interprovinciale d'appui au processus de sensibilisation, désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dans le cadre de la définition de la structure opérationnelle de cette commission et de l'élaboration d'un programme durable de désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire	Non	Aucun atelier de renforcement des capacités n'a été organisé au niveau central, car des discussions sur le nouveau cadre de désarmement, démobilisation et réintégration étaient en cours. La Mission a cependant contribué à la rédaction de l'ordonnance concernant ce nouveau cadre. Au bureau local, 6 ateliers ont été organisés à Bunia à l'appui du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des FRPI
Conduite de 5 réunions de sensibilisation avec des parlementaires, des juges, des procureurs et des avocats en vue de l'adoption du projet de loi sur la protection des victimes, des témoins, des défenseurs des droits humains et du personnel judiciaire participant aux procès relatifs aux crimes graves	5	Réunions de sensibilisation ont été organisées, dont 2 sur le projet de loi sur la protection des défenseurs des droits humains avec la Commission nationale des droits de l'homme et le Ministre des droits humains, 1 avec le nouveau Président de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale pour le sensibiliser à l'importance de ce projet de loi et d'autres projets de loi en instance devant l'Assemblée nationale et 2 sessions de travail à l'appui d'un atelier organisé par la Commission nationale des droits de l'homme pour les membres de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale dans le but de réintroduire le projet de loi à l'Assemblée nationale, pour mieux l'expliquer aux membres afin qu'ils puissent y souscrire plus facilement

Composante 3 : appui

62. La composante Appui a continué d'aider la Mission à exécuter son mandat grâce à la fourniture de services efficaces et efficients dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité, qui permettront d'exécuter les produits s'y rapportant.

Réalisation escomptée 3.1 : Fourniture à la Mission de services d'appui rapides, efficaces, efficients et responsables

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

3.1.1 Pourcentage des heures de vol approuvées qui ont été utilisées (à l'exclusion des opérations de recherche et de sauvetage et d'évacuation

74,6 % des heures de vol approuvées (à l'exclusion des opérations de recherche et de sauvetage et d'évacuation sanitaire secondaire et primaire) ont été utilisées. Ce chiffre, moins élevé que prévu, s'explique

primaire et secondaire) (2018/19 : 65 % ; 2019/20 : 72,7 % ; 2020/21 : 90 %)

3.1.2 Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2018/19 : 12,3 % ; 2019/20 : 11,8 % ; 2020/21 : 11,4 %)

3.1.3 Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2018/19 : 37,4 % ; 2019/20 : 29,9 % ; 2020/21 : 38 %)

3.1.4 Nombre moyen de jours ouvrables nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection des candidats, pour les postes soumis à recrutement international (2018/19 : 66 ; 2019/20 : 84 ; 2020/21 : 62)

3.1.5 Nombre moyen de jours ouvrables nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifique, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection, pour tous les postes soumis à recrutement international (2018/19 : 120 ; 2019/20 : 119 ; 2020/21 : 120)

3.1.6 Note globale sur le tableau de bord d'évaluation environnementale de l'Administration (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 74 ; 2020/21 : 100 points)

principalement par les restrictions de voyage imposées par le Gouvernement dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et par la suppression des vols effectués vers Entebbe pour le congé de détente, une somme forfaitaire ayant été versée en remplacement

Le taux de vacance moyen réel était de 12,2 %. Ce taux est supérieur aux prévisions principalement en raison de retards dans le recrutement du fait de la pandémie, ainsi que de la prise en compte de la disponibilité future du personnel des missions en phase de réduction d'effectifs, en particulier l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD)

Le pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international était de 31,3 %. Ce chiffre, moins élevé que prévu, s'explique principalement par l'absence de candidates sur les listes de réserve, le départ de membres de personnel féminin et le ralentissement du processus de recrutement en raison de la pandémie de COVID-19, qui a eu des répercussions sur la réalisation des objectifs liés aux questions de genre

Le recrutement sur une liste de réserve pour les postes soumis à recrutement international a pris en moyenne 85 jours ouvrables, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection des candidats. Ce chiffre est supérieur aux prévisions principalement en raison de la prise en compte de la disponibilité future du personnel des missions en phase de réduction d'effectifs, en particulier la MINUAD

Le recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifique pour les postes soumis à recrutement international a pris en moyenne 251 jours ouvrables, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection des candidats. Ce chiffre est plus élevé que les prévisions principalement en raison des difficultés rencontrées dans l'organisation d'entretiens compte tenu de la pandémie de COVID-19, et de la priorité accordée au personnel des missions en phase de liquidation et de l'application de mesures spéciales aux fins de la réalisation de la parité femmes-hommes

La note globale figurant sur le tableau de bord d'évaluation environnementale est de 83 points. La performance environnementale de la Mission s'est considérablement améliorée, du fait de meilleurs résultats conjugués à une meilleure collecte de données. La Mission a obtenu de bons résultats en ce qui concerne l'eau, les eaux usées et le système de gestion de l'environnement, et a mieux mis en œuvre l'étude d'impact sur l'environnement et l'examen environnemental préalable des projets, ainsi que les recommandations formulées à l'issue des inspections environnementales. La note de 100 n'a pas été atteinte,

3.1.7 Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2018/19 : 98,5 % ; 2019/20 : 97,3 % ; 2020/21 : 98,6 %)

3.1.8 Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2018/19 : 80,0 % ; 2019/20 : 80,0 % ; 2020/21 : 99,0 %)

3.1.9 Note globale concernant l'indice de performance en matière de gestion du matériel, sur la base de 20 indicateurs clés de résultats (2018/19 : 1 827 ; 2019/20 : 1 872 ; 2020/21 : 1 830)

principalement en raison de mesures lacunaires en matière d'efficacité énergétique (malgré de bons résultats en ce qui concerne la demande d'énergie), d'un passage incomplet aux énergies renouvelables (bien que la situation continue de s'améliorer et que d'excellents efforts aient été faits jusqu'à présent en matière de raccordement au réseau), du recours limité à d'autres ressources en eau (bien qu'en ce qui concerne la République démocratique du Congo, il s'agisse davantage d'une mesure visant à économiser l'énergie que d'un problème de ressources en eau) et du fait que peu de sites appliquent les meilleures pratiques en matière de traitement et d'élimination des déchets

Dans l'ensemble, 81 % des problèmes liés à l'informatique et aux communications ont été réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave). Ce produit inférieur aux prévisions s'explique par les restrictions imposées aux déplacements dans le contexte de la pandémie de COVID-19

La politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain a été respectée à 50 %. Ce chiffre, inférieur aux prévisions, est dû à un nombre moins élevé de réunions du comité et de séances d'information organisées à l'intention des cadres concernant leurs responsabilités en matière de sécurité et de santé au travail, ainsi qu'à des retards dans la mise en œuvre du programme de sécurité et de santé au travail en raison des restrictions de déplacement et de rassemblement liées à la pandémie de COVID-19

Au cours de l'exercice considéré, le plan de mise en œuvre du programme de sécurité et de santé au travail de la Mission a été révisé et approuvé, et un comité de la sécurité et de la santé au travail a été créé. Bien que les réunions du comité et les séances d'information organisées à l'intention des cadres sur leurs responsabilités en matière de sécurité et de santé au travail n'aient pas eu lieu de manière systématique, l'équipe de la Mission chargée de la sécurité et de la santé au travail a collaboré étroitement avec l'équipe spéciale COVID-19 pour veiller à ce que toutes les questions de sécurité et de santé au travail soient prises en compte dans les discussions et décisions concernant la pandémie, notamment en sensibilisant les responsables et le personnel aux questions sanitaires

La note globale concernant l'indice de performance en matière de gestion du matériel s'est établie à 1 956, sur la base de 20 indicateurs clés de résultats. La Mission a atteint l'objectif fixé en obtenant 1 000 points pour l'indice subsidiaire axé sur le principe de responsabilité et 956 points pour l'indice subsidiaire axé sur la gestion

3.1.10 Écart par rapport au plan de gestion de la demande : quantités prévues, commandes passées en temps voulu, délais de livraison (2018/19 : 20 % ; 2019/20 : 20 % ; 2020/21 : 20 %)

L'écart par rapport au plan de gestion de la demande en ce qui concerne les quantités prévues et les délais de livraison des achats s'est établi à 6,7 %. Il est principalement dû à l'acquisition de véhicules et d'équipements et fournitures médicaux

3.1.11 Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord (2018/19 : 55,4 % ; 2019/20 : 72,0 % ; 2020/21 : 70,0 %)

Au 30 juin 2021, 79,5 % des membres des contingents étaient logés dans des locaux conformes aux normes établies. L'amélioration des résultats est due à l'acquisition de nouveaux modules d'hébergement préfabriqués, à l'amélioration de l'entretien des logements existants, y compris la réparation de fuites de toit, de planchers brisés et de climatiseurs défectueux, et au rapatriement des contingents

3.1.12 Respect par les fournisseurs des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2018/19 : 97,2 % ; 2019/20 : 97,0 % ; 2020/21 : 98,0 %)

Les normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks ont été respectées par 95,7 % des fournisseurs. Ce chiffre, inférieur aux prévisions, s'explique principalement par des retards dans la livraison de marchandises en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement entraînées par la pandémie de COVID-19

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i>	
	<i>oui/non</i>	<i>Observations</i>

Amélioration des services

Mise en œuvre du plan d'action environnemental de la Mission, conformément à la stratégie environnementale de l'Administration

Oui Le plan d'action environnemental de la Mission a été exécuté conformément à la stratégie environnementale de l'Administration

Appui à la mise en œuvre de la stratégie et du plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement de l'Administration

Oui La stratégie et le plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement ont été mis en œuvre à 95 %, tous les éléments du plan ayant été exécutés à l'exception de la réorganisation et de la restructuration de la fonction de gestion des contrats

Mise en œuvre du système intégré de base de données médicales électroniques Umoja (Earth Med) en vue d'améliorer le suivi des droits à prestation médicaux des membres du personnel

Oui Earth Med a été mis en œuvre

Mise en ligne du processus de planification de la chaîne d'approvisionnement

Non L'outil de planification de la chaîne d'approvisionnement permettant de formuler et de mener à bien les ajustements de la demande brute et de la demande nette afin de préparer, d'examiner et d'ajuster le plan d'approvisionnement annuel de la Mission n'a pas été mis en place au cours de l'exercice considéré. Il a été déployé en juillet 2021

Audit, contrôle des risques et conformité

Application de 20 recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne devant être mises en œuvre d'ici à la fin de l'année (31 décembre) et de 17 recommandations non encore appliquées formulées par le Comité des commissaires aux comptes au cours d'exercices budgétaires antérieurs et acceptées par la direction

Exécution partielle La Mission a appliqué 19 des 35 recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne

Sur les 33 recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes les années précédentes, 16 ont été appliquées et 3 sont devenues obsolètes. Au total, 19 des 33 recommandations ont donc été classées par le Comité des commissaires aux comptes

Opérations aériennes

Exploitation et entretien de 38 aéronefs (10 avions et 28 hélicoptères) et de 3 drones

40 Au total, 9 avions et 31 hélicoptères ont été exploités et entretenus, de même que 3 drones

Le nombre d'avions, inférieur aux prévisions, s'explique par le fait que la Mission s'est départie d'un avion B-1900 en janvier 2021 du fait de la décision de remplacer par un versement forfaitaire les vols effectués vers Entebbe pour le congé de détente

Le nombre d'hélicoptères, supérieur aux prévisions, s'explique principalement par le fait que 3 hélicoptères Rooivalk ont été réintroduits en juin 2021

Exécution d'un total de 18 459 heures de vol prévues (8 309 par des prestataires commerciaux et 10 150 par des prestataires militaires) pour tous types de services (transport de passagers, fret, patrouilles et observation, recherches et sauvetage, et évacuation sanitaire secondaire et primaire)

13 768 Heures de vol ont été effectuées (5 098 par des prestataires commerciaux et 8 670 par des prestataires militaires) pour tous types de services (transport de passagers, fret, patrouilles et observation, recherches et sauvetage, et évacuation sanitaire secondaire et primaire). Ce nombre est moins élevé que prévu en raison d'une réduction des voyages effectués à l'intérieur de la Mission du fait de la pandémie de COVID-19 et de la décision de remplacer par un versement forfaitaire les vols effectués vers Entebbe pour le congé de détente

Contrôle des normes de sécurité aérienne pour 38 appareils, 17 aérodromes et 48 sites d'atterrissage

Les normes de sécurité aérienne ont été contrôlées pour :

40 Aéronefs

7 Aérodromes. Le nombre d'aérodromes est inférieur aux prévisions parce qu'il a été décidé de n'entretenir que les aérodromes régulièrement utilisés par la Mission

57 Sites d'atterrissage. Ce chiffre est plus élevé que prévu parce qu'il a fallu répondre aux besoins opérationnels militaires. Les sites d'atterrissage sont utilisés pour les opérations menées par hélicoptère, qui comprennent des missions de reconnaissance, des vols de

réapprovisionnement et des vols militaires effectués en appui aux troupes au sol

Budget, finances et communication de l'information

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 1 087,8 millions de dollars

Oui Des services budgétaires, financiers et comptables ont été fournis, dans la limite des pouvoirs délégués, pour un budget de 1 075,3 millions de dollars

Établissement de la version définitive des états financiers annuels de la Mission, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU

Oui La version définitive des états financiers annuels de la Mission a été établie, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU

Services relatifs au personnel civil

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à 2 634 civils (638 agents recrutés sur le plan international, 1 627 agents recrutés sur le plan national, 57 titulaires d'emplois de temporaire et 312 Volontaires des Nations Unies), notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance

Des services de gestion des ressources humaines ont été fournis à (les chiffres correspondent à des moyennes) :

2 625 Membres du personnel civil (632 agents recrutés sur le plan international, 1 617 recrutés sur le plan national, 56 titulaires d'emplois de temporaire et 320 Volontaires des Nations Unies), lesquels ont notamment bénéficié d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance, le tout dans la limite des pouvoirs délégués

Ce chiffre légèrement inférieur aux prévisions est dû à un taux de vacance de postes un peu plus élevé pour le personnel recruté sur le plan international et les agents des services généraux recrutés sur le plan national

Organisation d'activités de formation dans la zone de la Mission (bénéficiaires : 5 793 membres du personnel civil) et appui à la formation organisée à l'extérieur de la zone de la Mission (bénéficiaires : 111 membres du personnel civil)

2 532 Membres du personnel civil ont été formés dans la zone de la Mission

Un appui a été apporté pour la formation de 1 membre du personnel civil à l'extérieur de la zone de la Mission

Le nombre de membres du personnel civil formés est inférieur aux prévisions en raison des restrictions de déplacement et des règles de distanciation physique imposées dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Appui au traitement de 5 697 demandes de voyage dans la zone de la Mission et de 314 demandes de voyage en dehors de cette zone à des fins autres que la formation, ainsi que de 262 demandes de voyage à des fins de formation présentées par des membres du personnel civil

4 912 Demandes de voyage dans la zone de la Mission à des fins autres que la formation ont été traitées. Le fait qu'il y ait eu moins de demandes que prévu s'explique par les restrictions de déplacement imposées en raison de la pandémie de COVID-19

- 131 Demandes de voyage en dehors de la zone de la Mission à des fins autres que la formation ont été traitées. Le fait qu'il y ait eu moins de demandes que prévu s'explique par les restrictions de déplacement imposées en raison de la pandémie de COVID-19
- 156 Demandes de voyage à des fins de formation présentées par des membres du personnel civil ont été traitées. Le fait qu'il y ait eu moins de demandes que prévu s'explique par les restrictions de déplacement imposées en raison de la pandémie de COVID-19

Services d'ingénierie et de gestion des installations et des infrastructures

Services d'entretien et de réparation portant sur 109 installations de la Mission réparties dans 13 sites

- 109 Installations de la Mission réparties dans 13 sites ont été entretenues et remises en état

Construction et entretien de 200 kilomètres de route, de 10 ponceaux et de 10 ponts, de 10 aérodromes et de 66 héliports

- 166 Kilomètres de routes, 11 ponceaux, 3 ponts, 10 aérodromes et 66 héliports ont été construits ou entretenus

Le nombre de kilomètres, inférieur aux prévisions, s'explique par le ralentissement général de l'activité commerciale du fait de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné des délais de livraison plus longs et une pénurie de matériaux de construction

Le nombre de ponceaux, supérieur aux prévisions, s'explique par la nécessité de maintenir les principales voies d'approvisionnement de la Mission à des fins opérationnelles

Le nombre de ponts, inférieur aux prévisions, est dû à des retards dans la ratification du mémorandum d'accord entre l'Office congolais des routes et la MONUSCO ainsi qu'à des retards dans le transport de matériel d'Entebbe vers divers sites en République démocratique du Congo

Exploitation et entretien de 869 groupes électrogènes appartenant à l'ONU et de 3 707 panneaux et centrales solaires, en plus des contrats souscrits auprès de fournisseurs locaux d'électricité

- 869 Groupes électrogènes appartenant à l'ONU ont été exploités et entretenus

- 3 698 Panneaux et centrales solaires ont été utilisés et entretenus. Ce chiffre est inférieur aux prévisions parce que les panneaux et centrales endommagés ont été comptabilisés en pertes

Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU (25 stations de traitement des eaux usées dans 9 sites, 35 stations de

- Oui Des installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU (27 stations de traitement des eaux usées dans 9 sites, 31 stations de traitement et de purification de l'eau dans 8 sites et 6 stations

traitement et de purification de l'eau dans 9 sites et 6 stations d'embouteillage dans 6 sites)

d'embouteillage dans 6 sites) ont été exploitées et entretenues

Le nombre de stations de traitement des eaux usées, supérieur aux prévisions, est dû à l'installation de stations supplémentaires à Bendera et à Bukavu

Le nombre de stations de traitement et de purification de l'eau, inférieur aux prévisions, s'explique par des retards pris dans l'installation de 4 stations en raison de changements survenus dans les besoins opérationnels au titre de la reconfiguration du déploiement des troupes

Fourniture de services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 12 sites

Oui Des services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'évacuation des déchets liquides et solides, ont été fournis dans 12 sites

Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres et de lutte phytosanitaire dans 9 sites

Oui Des services de nettoyage, d'entretien des périmètres et de lutte phytosanitaire ont été fournis dans 9 sites

Gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 33,5 millions de litres de carburant (18,4 millions de litres pour les opérations aériennes, 6,0 millions de litres pour les transports terrestres et 9,1 millions de litres pour les groupes électrogènes et autres installations) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage répartis dans 5 sites gérés par l'ONU et 19 sites gérés par des contractants

28,7 Millions de litres de carburant ont été livrés et stockés (13,7 millions de litres pour les opérations aériennes, 4,5 millions de litres pour les transports terrestres et 10,5 millions de litres pour les groupes électrogènes et autres installations) dans 28 sites gérés par des contractants

Les transports aériens ont consommé moins de carburant Jet A-1 que prévu parce que les heures de vol autorisées ont été moins utilisées en raison de la réduction des voyages dans la zone de la Mission due à la pandémie de COVID-19, de la décision de remplacer les vols effectués vers Entebbe pour le congé de détente par un versement forfaitaire et de la réduction des opérations aériennes en mai et juin 2021 en raison de l'éruption volcanique survenue à Goma

Les transports terrestres ont consommé moins de carburant que prévu en raison d'une réduction de la circulation des véhicules du fait des restrictions en matière de voyage liées à la pandémie de COVID-19 et de la réduction des déplacements à Goma en mai et juin 2021 à la suite de l'éruption volcanique

Les groupes électrogènes ont consommé plus de carburant que prévu, l'approvisionnement en électricité par le réseau électrique national ayant été intermittent dans tout le pays

Depuis le 31 juillet 2020, la Mission n'exploite plus de points de distribution. Après un examen de ces derniers, il a été décidé d'ajouter 4 sites de manière à assurer une meilleure couverture en République démocratique du Congo (26 points de distribution) et en Ouganda (2 points de distribution)

Technologies géospatiales, informatique et télécommunications

Fourniture de 5 405 radios portatives, de 1 891 radios mobiles pour véhicules et de 339 stations de radio fixe, ainsi que de l'appui y afférent

5 601 Radios portatives ont été fournies, avec assistance technique. Ce nombre est supérieur aux prévisions parce qu'il a fallu donner des radios aux contractants locaux recrutés dans le cadre de l'expansion des activités liées à la pandémie et à l'éruption volcanique et de la poursuite de l'appui apporté aux activités menées à Kananga

2 564 Radios mobiles pour véhicules ont été fournies, avec assistance technique. Ce nombre est supérieur aux prévisions du fait de retards pris dans la procédure de comptabilisation en pertes et de la poursuite de l'appui apporté aux activités menées à Kananga

176 Radios fixes ont été fournies, avec assistance technique. Ce chiffre est inférieur aux prévisions parce que la Mission a procédé au remplacement de ces radios par des radios mobiles, conformément aux normes minimales de sécurité opérationnelle

Exploitation et entretien de 39 stations de radio FM et 9 studios de production radiophonique

42 Stations de radio FM ont été exploitées et entretenues. Ce chiffre, supérieur aux prévisions, s'explique par l'ajout de 3 émetteurs à Bunia, Butembo et Beni, le but étant une plus large diffusion des programmes de Radio Okapi

9 Studios de production radiophonique ont été exploités et entretenus

Exploitation et maintenance d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, comprenant notamment 38 microterminaux VSAT et 119 liaisons hertziennes, et fourniture d'abonnements à des services de téléphonie satellitaire et mobile

35 Microterminaux VSAT ont été exploités et entretenus. Le nombre de microterminaux VSAT concernés a été moins élevé que prévu en raison de l'optimisation du réseau satellitaire de la Mission, qui a entraîné le démantèlement et la mise hors service de certains microterminaux

122 Liaisons hertziennes ont été utilisées et entretenues. Le nombre de liaisons hertziennes concernées a été plus élevé que prévu en raison d'une augmentation de la configuration de redondance, qui a permis de rendre le

Fourniture de 3 921 ordinateurs et de 864 imprimantes pour un effectif moyen de 4 128 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 1 417 appareils et 48 imprimantes permettant aux membres des contingents de travailler sur le terrain, et fourniture de services d'appui connexes et d'autres services communs

Fourniture de services d'assistance et de maintenance pour 24 réseaux locaux et 51 réseaux étendus dans 24 sites

Analyse de données géospatiales portant sur une surface de 20 686 km², mise à jour des couches topographiques et thématiques et production de 25 cartes

Services médicaux

Exploitation et entretien d'installations médicales appartenant à l'ONU (10 centres de consultation ou dispensaires de niveau I) et fourniture d'un appui aux installations médicales appartenant aux

réseau plus fiable, et des besoins liés au télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19

3 988 Ordinateurs, avec services d'appui connexes, ont été fournis, pour un effectif moyen de 4 128 utilisateurs civils et en tenue. Le nombre plus élevé d'ordinateurs s'explique par le retard pris dans la procédure de comptabilisation en pertes

649 Imprimantes et une assistance y relative ont été fournies à des utilisateurs civils et en tenue. Ce chiffre, inférieur aux prévisions, s'explique par des retards dans l'arrivée d'imprimantes destinées à remplacer celles mises hors service

1 417 Ordinateurs, avec services d'appui connexes, ont été fournis aux fins de la connectivité du personnel des contingents et à l'appui d'autres services communs

48 Imprimantes, avec services d'appui connexes, ont été fournies aux fins de la connectivité du personnel des contingents et à l'appui d'autres services communs

Des services d'appui et de maintenance ont été assurés pour 21 réseaux locaux et 51 réseaux étendus dans 21 sites. Le nombre de réseaux locaux et de sites concernés est inférieur aux prévisions en raison de la fermeture des bureaux locaux de Tshikapa et Kananga et du complexe TMK (Transport multimodal de Kivu) de Goma

Oui Les données géospatiales d'une zone de 21 513 km² ont été analysées, les couches topographiques et thématiques ont été mises à jour et 28 cartes ont été établies. La zone couverte par les cartes comprenait de larges formations aquatiques, nécessitant la production de 3 feuilles de carte supplémentaires. La zone couverte est plus étendue que prévu parce qu'il a fallu cartographier les sites aéroportuaires situés en dehors de la zone prévue afin de surveiller les travaux de réhabilitation des pistes et des installations aéroportuaires dans toute la zone d'opération

Oui Les installations médicales appartenant à l'ONU (10 centres de consultation ou dispensaires de niveau I) ont été exploitées et entretenues. Les installations médicales

contingents (50 centres de consultation de niveau I, 2 hôpitaux de niveau II et 1 hôpital de niveau III) dans 9 sites, et gestion d'arrangements contractuels avec 6 hôpitaux ou centres de consultation

Gestion de dispositifs d'évacuation sanitaire vers 9 centres de soins (2 hôpitaux de niveau II, 5 de niveau III et 2 de niveau IV) dans 4 sites dans la zone de la Mission et dans 2 sites à l'extérieur de cette zone

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui en matière de planification et de recherche de fournisseurs aux fins de l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 297,0 millions de dollars

Réception, gestion et redistribution d'un maximum de 14 400 tonnes de marchandises dans la zone de la Mission

Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 349,2 millions de dollars, et communication de l'information y relative

Services relatifs au personnel en tenue

Déploiement, relève et rapatriement de 15 425 militaires et policiers (184 observateurs militaires, 324 officiers d'état-major, 13 065 membres des contingents, 532 membres de la police des Nations Unies et 1 320 membres d'unités de police

appartenant aux contingents (50 centres de consultation de niveau I, 2 hôpitaux de niveau II et 1 hôpital de niveau III) ont reçu un appui dans 9 sites et la gestion des arrangements contractuels avec 6 hôpitaux ou centres de consultation a été assurée

Oui Des dispositifs d'évacuation sanitaire vers 9 centres de soins (2 installations de niveau II, 5 de niveau III et 2 de niveau IV) ont été gérés dans 4 sites dans la zone de la Mission et dans 2 sites à l'extérieur de cette zone

Oui Un appui en matière de planification et de recherche de fournisseurs a été apporté, dans la limite des pouvoirs délégués, aux fins de l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 316,9 millions de dollars. Ce montant plus élevé que prévu est principalement dû à une augmentation de la demande d'acquisition de véhicules et de matériel médical destiné à lutter contre la COVID-19

14 652 Kilogrammes de marchandises en vrac et de carburant ont été reçus, gérés et distribués dans la zone de la Mission. Ce tonnage est plus important que prévu principalement en raison des mouvements internes de marchandises provenant de sites en cours de fermeture

Oui Dans la limite des pouvoirs délégués, les immobilisations corporelles, les stocks avec ou sans valeur marchande et les équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 313,6 millions de dollars, ont été gérés et comptabilisés, et l'information y relative a été communiquée

La valeur des actifs de la MONUSCO a diminué de 35,6 millions de dollars (10 %), car certains biens ont été comptabilisés en pertes ou décomptabilisés en raison de la fermeture de deux sites dans la région du Kasaï

14 403 Militaires et policiers (163 observateurs militaires, 301 officiers d'état-major, 12 554 soldats, 334 membres de la police des Nations Unies et 1 051 membres d'unités de police constituées) et 56 membres du personnel

constituées) et de 63 membres du personnel fourni par des gouvernements

fourni par des gouvernements, en moyenne, ont été déployés, relevés et rapatriés

Le total moins élevé que prévu est dû à un taux de vacance de postes plus élevé pour le personnel des contingents et à des retards pris dans le déploiement de 200 membres de la police des Nations Unies et d'une unité de police constituée en raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19

Inspection et vérification du matériel majeur appartenant aux contingents et contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome, et établissement de rapports à ce sujet, pour 50 unités militaires et unités de police constituées réparties dans 67 sites

Oui L'inspection et la vérification du matériel majeur appartenant aux contingents, le contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome et l'établissement de rapports à ce sujet ont été effectués pour 50 unités militaires et unités de police constituées réparties dans 62 sites. Le nombre de sites est inférieur aux prévisions en raison de la fermeture de 5 bases opérationnelles temporaires

Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau pour un effectif moyen de 14 702 membres de contingents et d'unités de police constituées

13 605 La fourniture et le stockage de rations, y compris de combat, et d'eau ont été assurés pour un effectif moyen de 13 605 membres de contingents et d'unités de police constituées

L'effectif concerné est moins important que prévu en raison d'un taux de vacance de postes plus élevé pour le personnel des contingents et de retards pris dans le déploiement d'une unité de police constituée en raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19

Aide au traitement des demandes de remboursement et droits à prestation pour un effectif moyen de 15 425 militaires et policiers et 63 membres du personnel fourni par des gouvernements

Un appui au traitement des indemnités et prestations a été fourni pour un effectif moyen de :

14 403 Militaires et policiers

56 Membres du personnel fourni par des gouvernements

Cet effectif est moins élevé que prévu en raison d'un taux de vacance de postes plus élevé pour le personnel des contingents et le personnel fourni par des gouvernements, ainsi que de retards pris dans le déploiement de 200 membres de la police des Nations Unies et d'une unité de police constituée en raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19

Appui au traitement de 529 demandes de voyage dans la zone de la Mission et de 7 demandes de voyage en dehors de cette zone à des fins autres que la formation, ainsi que de 17 482 demandes de voyage à des fins de formation

650 Demandes de voyage dans la zone de la Mission à des fins autres que la formation ont été traitées. Ce chiffre, plus élevé que prévu, s'explique principalement par la relocalisation du personnel militaire en raison de l'éruption volcanique survenue à Goma

- 14 Demandes de voyage en dehors de la zone de la Mission à des fins autres que la formation ont été traitées. Ce chiffre, supérieur aux prévisions, s'explique principalement par des visites préalables au déploiement non planifiées en raison de l'arrivée de nouvelles unités militaires
- 21 630 Demandes de voyage à des fins de formation ont été traitées. Ce chiffre est plus élevé que prévu principalement parce que davantage de cours de formation internes recommandés ont été offerts par la Mission au personnel militaire et policier

Gestion des véhicules et services de transport terrestre

Exploitation et entretien de 1 507 véhicules appartenant à l'ONU (765 véhicules légers, 288 véhicules à usage spécial, 24 ambulances, 28 véhicules blindés, 222 autres véhicules spécialisés et 180 remorques et accessoires), de 3 023 véhicules appartenant aux contingents et de 9 ateliers et installations de réparation

- 1 667 Véhicules appartenant à l'ONU (1 034 véhicules légers, 253 véhicules à usage spécial, 29 ambulances, 30 véhicules blindés, 189 autres véhicules spécialisés et 132 remorques et accessoires) ont été exploités et entretenus

Le nombre de véhicules, plus élevé que prévu, s'explique principalement par des retards pris dans la procédure de comptabilisation en pertes des véhicules obsolètes

- 3 129 Véhicules appartenant au contingent ont été exploités et entretenus. Le nombre de véhicules, plus élevé que prévu, s'explique principalement par des retards pris dans la procédure de comptabilisation en pertes
- 9 Ateliers et installations de réparation ont été exploités et entretenus

Déontologie et discipline

Exécution d'un programme de déontologie et de discipline pour 18 059 militaires, policiers et membres du personnel civil (formation, prévention, suivi et recommandation de mesures correctives)

- Oui Un programme de déontologie et de discipline a été exécuté à l'intention de 12 600 militaires, policiers et membres du personnel civil (formation, prévention, suivi et recommandation de mesures correctives, l'accent étant mis sur l'exploitation et les atteintes sexuelles et autres manquements)

Moins de personnes ont été formées par rapport aux prévisions en raison des restrictions de déplacement et des règles de distanciation physique imposées dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ainsi que de problèmes de sécurité survenus dans la région de Beni

Facilitation de l'accès des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles à l'aide médicale,

- Oui L'accès des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles à l'aide médicale, psychologique et judiciaire, en cas de faute, en

psychologique et judiciaire, en cas de faute, en étroite collaboration avec les partenaires concernés

étroite collaboration avec les partenaires concernés, a été facilité

Douze femmes et 4 filles ont été orientées vers le FNUAP et l'UNICEF, respectivement, afin de recevoir une assistance et un soutien. Conformément au protocole établi avec les partenaires, les victimes ont été orientées dans les 24 à 72 heures suivant la réception des allégations

Mise en œuvre d'une campagne locale de sensibilisation des collectivités, reposant sur 20 activités de sensibilisation et la distribution de supports d'information à 5 000 personnes concernées avec le soutien actif des réseaux locaux de dépôt et de traitement des plaintes et des coordonnateurs désignés

- 20 Une campagne locale de sensibilisation ciblant les populations à risque a été conduite, consistant à la conduite de 20 activités de sensibilisation et à la distribution de supports d'information à 5 000 personnes concernées par l'intermédiaire des réseaux locaux de dépôt et de traitement des plaintes et des coordonnateurs désignés dans les zones isolées

Les communautés locales ont également reçu du désinfectant pour les mains, du savon et des masques de protection pour lutter contre la propagation du COVID-19. Les masques arboraient des messages de sensibilisation contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

Évaluation de tous les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles signalés, vérification des allégations lorsqu'il existe des indices convaincants et renvoi des affaires aux instances d'enquête appropriées pour action

- Oui Les 35 cas signalés d'exploitation et d'atteintes sexuelles ont été évalués et les éléments constituant un commencement de preuve ont été collectés et traités dans les meilleurs délais et les cas qui méritaient une enquête ont été dûment renvoyés aux services d'enquête compétents pour qu'ils y donnent suite

Fourniture d'une assistance aux victimes en collaboration avec l'UNICEF et le FNUAP

- Oui Une assistance a été apportée aux victimes en collaboration avec l'UNICEF et le FNUAP

À Goma, la Mission a continué de collaborer avec l'UNICEF et le FNUAP au sujet de mécanismes visant à appuyer et à suivre l'aide apportée aux victimes. Une directive générale a été élaborée concernant les personnes chargées de soutenir les victimes présumées pendant l'enquête et le procès engagés dans le cadre des cas signalés. Les activités du réseau de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles en République démocratique du Congo ont été renforcées

VIH/sida

Exploitation et gestion de 5 centres de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels du VIH à l'intention de l'ensemble du personnel de la Mission

- 5 Centres de conseil et de dépistage volontaires et confidentiels du VIH à l'intention de l'ensemble du personnel de la Mission ont été exploités et entretenus

Organisation de 20 séances obligatoires de sensibilisation au VIH/sida à l'intention de 200 membres du personnel civil

Conduite de 90 programmes de sensibilisation à grande échelle à l'intention de 10 000 militaires et policiers

Organisation de 60 stages de formation de base à l'intention des militaires et policiers arrivant dans le cadre d'un déploiement ou d'une relève

Organisation de 15 stages de remise à niveau à l'intention de 900 militaires et de 6 stages de formation par les pairs dans 6 sites de la Mission à l'intention de 100 militaires et policiers

Organisation de 2 ateliers sur les services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels à l'intention de 30 conseillers sur le VIH, et de 2 ateliers sur la prophylaxie postexposition à l'intention de 30 responsables de cures prophylactiques

Organisation, chaque trimestre, dans différents sites de la Mission, d'une campagne de promotion des services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels

Prestation de services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels à 4 500 membres du personnel de la Mission

20 Séances obligatoires de sensibilisation au VIH/sida ont été organisées à l'intention de 195 membres du personnel civil de la Mission

110 Programmes de sensibilisation à grande échelle ont été organisés à l'intention de 7 082 militaires et policiers. Le nombre de programmes, plus élevé que prévu, et le nombre de participants, plus faible que prévu, s'expliquent par la réduction du nombre de participants par session en raison des règles de distanciation physique liées à la pandémie de COVID-19

117 Stages de formation de base ont été organisés à l'intention du personnel en tenue arrivant dans le cadre d'un déploiement ou d'une relève. Le nombre de stages, plus élevé que les prévisions, s'explique par le fait que les membres du personnel en tenue sont arrivés en plus grand nombre que prévu

16 Stages de remise à niveau ont été organisés à l'intention de 1 059 militaires. Le nombre de personnes ayant suivi une formation est supérieur aux prévisions parce que les demandes de formation ont été plus nombreuses que prévu

6 Stages de formation par les pairs ont été organisés dans 6 sites à l'intention de 100 militaires et policiers

2 Ateliers sur les services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels ont été organisés à l'intention de 32 conseillers et conseillères sur le VIH. Le nombre de conseillers et conseillères, plus élevé que prévu, est dû à l'inclusion de 2 participant(e)s issu(e)s d'organismes des Nations Unies

1 Atelier sur la prophylaxie postexposition a été organisé à l'intention de 18 responsables de cures prophylactiques. Le nombre d'ateliers et de responsables, inférieur aux prévisions, est dû à l'annulation d'un atelier en raison de l'éruption volcanique survenue à Goma

Oui Chaque trimestre, dans différents sites de la Mission, une campagne de promotion des services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels a été organisée

Oui Des services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels ont été offerts à 2 051 membres du personnel de la Mission. Ce chiffre est moins élevé que prévu en raison de

Organisation, auprès des bataillons, de 20 missions mobiles fournissant des services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels

Réalisation d'une étude visant à déterminer les effets des activités prescrites et à orienter la poursuite de leur mise en œuvre

Sécurité

Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, dans toute la zone de la Mission ; 1 300 interventions rapides pour soutenir le personnel des Nations Unies ; 300 escortes assurées par l'équipe d'intervention rapide des Nations Unies en matière de sécurité ; contrôles radio hebdomadaires pour le personnel des Nations Unies

Prestation de services de protection rapprochée 24 heures sur 24 aux responsables de la Mission et aux visiteurs de haut rang

Fourniture de services de lutte incendie et de sauvetage 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, dans les locaux et les résidences du personnel des Nations Unies à Kinshasa et à Goma ; conduite de 30 exercices d'évacuation incendie à l'échelle de la Mission ; formation de 1 200 membres du personnel à la sécurité incendie et à l'utilisation des extincteurs

retards dans la livraison des kits de test dus aux problèmes logistiques entraînés par la pandémie de COVID-19 à l'échelle mondiale

21 Missions mobiles fournissant des services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels ont été organisées auprès des bataillons. Ce chiffre, plus élevé que prévu, tient essentiellement aux demandes supplémentaires de services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels émanant des bataillons

1 Étude visant à déterminer les effets des activités prescrites et à orienter la poursuite de leur mise en œuvre a été réalisée

Oui Des services de sécurité ont été assurés 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, dans toute la zone de la Mission

2 528 Interventions rapides ont été menées pour soutenir le personnel des Nations Unies. Ce chiffre, supérieur aux prévisions, est dû à une demande plus importante du fait de l'éruption volcanique survenue à Goma et des mouvements de personnel qui en ont découlé

930 Escortes ont été assurées par l'équipe d'intervention rapide des Nations Unies en matière de sécurité. Le nombre d'escortes, plus élevé que prévu, est dû aux mouvements de personnel entraînés par l'éruption volcanique survenue à Goma

Oui Des contrôles radio hebdomadaires ont été fournis au personnel des Nations Unies

Oui Une protection rapprochée a été assurée 24 heures sur 24 pour les responsables de la Mission et les visiteurs de haut rang

Oui Des services de lutte incendie et de sauvetage ont été fournis 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, dans les locaux et les résidences du personnel des Nations Unies à Kinshasa et à Goma

7 Exercices d'évacuation incendie ont été menés dans toute la Mission

95 Membres du personnel ont été formés à la sécurité incendie de base et à l'utilisation des extincteurs

Le nombre d'exercices et de membres du personnel formés est inférieur aux prévisions en raison d'un report des exercices et des

	formations du fait des restrictions de rassemblement liées à la pandémie de COVID-19
Élaboration de 600 rapports d'enquête complets sur les accidents de la route, le vol de biens appartenant à la MONUSCO ou les dommages causés à ces biens, les cambriolages, les pertes et tout autre incident concernant le personnel, les locaux ou les biens de l'ONU	576 Rapports d'enquête complets ont été élaborés sur les accidents de la route, le vol de biens appartenant à la MONUSCO ou les dommages causés à ces biens, les cambriolages, les pertes et tout autre incident concernant le personnel, les locaux ou les biens de l'ONU
Organisation de stages de formation à l'intention de 50 agents de sécurité recrutés sur le plan international sur les armes à feu et de 500 membres du personnel sur la sécurité et la sûreté en mission ; 400 séances de sensibilisation à la sécurité pour tout le personnel de la Mission	3 Agents de sécurité recrutés sur le plan international ont reçu une formation sur les armes à feu. Le nombre d'agents formés est inférieur aux prévisions en raison des restrictions de rassemblement imposées dans le contexte de la pandémie de COVID-19
	624 Membres du personnel ont reçu une formation sur la sécurité et la sûreté en mission. Ce chiffre est plus élevé que prévu parce que les formations ont été organisées au moyen de Microsoft Teams, ce qui a permis d'atteindre un plus grand nombre de participants
	493 Séances de sensibilisation à la sécurité ont été organisées pour l'ensemble du personnel de la Mission. Ce chiffre est plus élevé que prévu parce que les séances ont été organisées au moyen de Microsoft Teams, ce qui a permis d'atteindre un plus grand nombre de participants
Élaboration de 22 documents sur la gestion des risques de sécurité ; 4 000 rapports quotidiens sur la sécurité des Nations Unies ; 4 justifications de la prime de danger ; 22 plans de sécurité avec annexes ; 4 notes d'information sur le pays	22 Documents sur la gestion des risques de sécurité ont été établis
	360 Rapports sur la sécurité des Nations Unies ont été élaborés. Ces rapports sont établis quotidiennement
	4 Justifications de la prime de risque ont été établies
	22 Plans de sécurité avec annexes ont été élaborés
	4 Notes d'information par pays ont été rédigées
Évaluation des risques de sécurité dans 700 sites de la Mission, y compris les logements	486 Évaluations des conditions de sécurité de tous les sites de la Mission, y compris les logements, ont été conduites. Moins d'évaluations et d'enquêtes ont été menées par rapport aux prévisions du fait des restrictions aux déplacements imposées en raison de la pandémie de COVID-19
Actualisation des données de géolocalisation de toutes les installations de l'ONU et téléchargement	Oui Les données de géolocalisation de toutes les installations de l'ONU ont été actualisées et téléchargées sur le site du Réseau

sur le site du Réseau d'information des responsables de la sécurité des Nations Unies		d'information des responsables de la sécurité des Nations Unies
Établissement de 52 000 cartes d'identité pour le personnel civil et militaire	47 000	Cartes d'identité du personnel civil et militaire ont été établies Le nombre de cartes d'identité établies est inférieur aux prévisions car les taux de vacance réels globaux ont été plus élevés pour le personnel militaire et policier
Contrôle de 100 000 passagers dans les aéroports de la MONUSCO	50 000	Passagers ont été contrôlés dans les aéroports de la MONUSCO. Il y a eu moins de contrôles que prévu du fait des restrictions aux déplacements imposées en raison de la pandémie de COVID-19

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	32 890,2	29 091,4	3 798,8	11,5
Contingents	415 984,9	389 607,2	26 377,7	6,3
Police des Nations Unies	32 843,5	20 266,7	12 576,8	38,3
Unités de police constituées	44 360,0	33 955,5	10 404,5	23,5
Total partiel	526 078,6	472 920,8	53 157,8	10,1
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	147 829,3	139 212,8	8 616,5	5,8
Personnel recruté sur le plan national	84 214,6	87 640,1	(3 425,5)	(4,1)
Volontaires des Nations Unies	16 747,7	21 814,1	(5 066,4)	(30,3)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	5 285,1	5 840,2	(555,1)	(10,5)
Personnel fourni par des gouvernements	3 930,0	3 074,3	855,7	21,8
Total partiel	258 006,7	257 581,5	425,2	0,2
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	708,8	187,6	521,2	73,5
Voyages officiels	5 444,9	6 820,7	(1 375,8)	(25,3)
Installations et infrastructures	58 248,8	49 619,7	8 629,1	14,8
Transports terrestres	13 657,2	18 296,2	(4 639,0)	(34,0)
Opérations aériennes	125 650,1	106 604,8	19 045,3	15,2
Opérations maritimes ou fluviales	345,0	887,6	(542,6)	(157,3)
Communications et informatique	38 169,1	42 635,0	(4 465,9)	(11,7)
Santé	1 558,7	2 873,3	(1 314,6)	(84,3)
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	45 970,7	42 213,0	3 757,7	8,2
Projets à effet rapide	1 500,0	1 481,4	18,6	1,2
Total partiel	291 253,3	271 619,3	19 634,0	6,7
Total brut	1 075 338,6	1 002 121,6	73 217,0	6,8
Recettes provenant des contributions du personnel	26 394,2	26 910,5	(516,3)	(2,0)
Total net	1 048 944,4	975 211,1	73 733,3	7,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	1 075 338,6	1 002 121,6	73 217,0	6,8

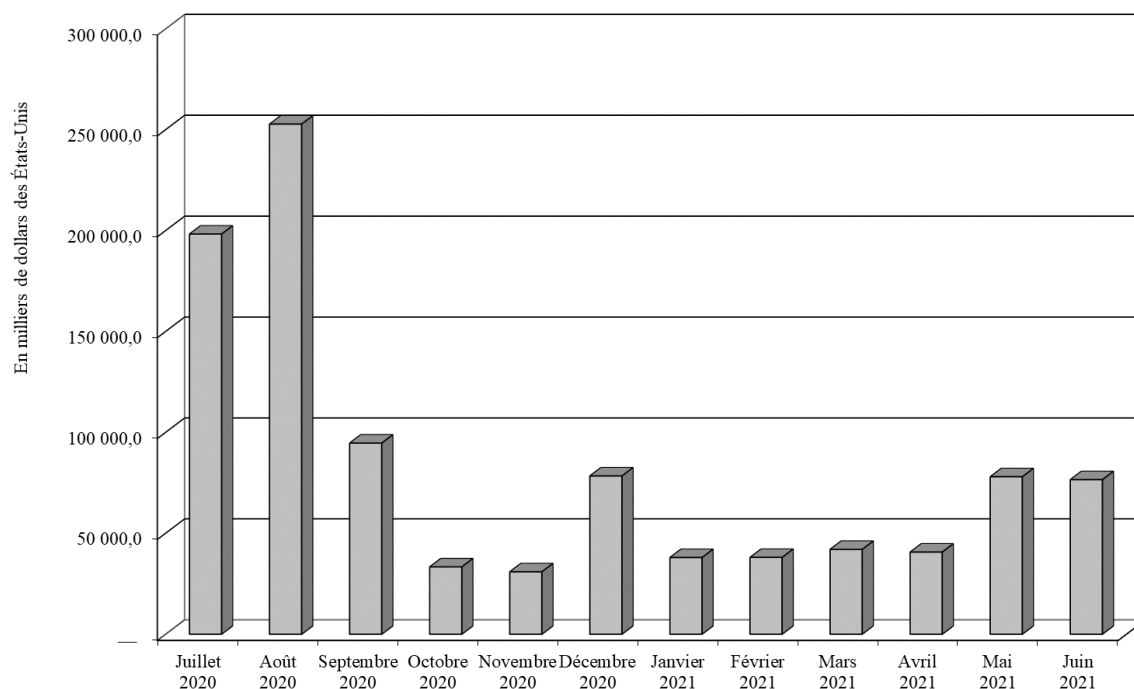
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	526 078,6	–	526 078,6
II. Personnel civil	258 006,7	–	258 006,7
III. Dépenses opérationnelles	291 253,3	–	291 253,3
Total	1 075 338,6	–	1 075 338,6
Pourcentage de réaffectations			–

63. Il n'y a pas eu de réaffectation de ressources pendant l'exercice considéré.

C. Évolution des dépenses mensuelles



64. Les pics constatés en juillet et août 2020 sont dus principalement à la souscription d'engagements annuels aux titres suivants : location de locaux ; rations destinées aux contingents et aux unités de police constituées ; achat d'essence, de carburant et de lubrifiants pour les groupes électrogènes, les véhicules et les aéronefs ; remboursement aux taux standard du coût des contingents, des unités de police constituées et du matériel appartenant aux contingents ; contrats commerciaux et lettres d'attribution concernant la flotte aérienne de la Mission ; indemnité journalière versée aux militaires et au personnel de police ; frais bancaires ; charges relatives aux Volontaires des Nations Unies ; contrats des vacataires.

D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produits des placements	1 170,5
Produits divers ou accessoires	2 033,3
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	—
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	19 899,2
Total	23 103,0

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	61 275,2
Unités de police constituées	5 436,0
Total partiel	66 711,2
Soutien logistique autonome	
Contingents	58 574,9
Unités de police constituées	3 927,5
Total partiel	62 502,4
Total	129 213,6

<i>Facteurs applicables à la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,8	1 ^{er} juillet 2017	30 juin 2017
Usage opérationnel intensif	2,9	1 ^{er} juillet 2017	30 juin 2017
Actes d'hostilité ou abandon forcé	4,7	1 ^{er} juillet 2017	30 juin 2017
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0-3,5		

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	17 074,3
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	17 074,3

^a Correspond à la valeur locative des terrains et des bâtiments, aux redevances aéroportuaires, aux droits d'atterrissage, aux frais d'utilisation de fréquences radio et au coût de l'immatriculation des véhicules.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	3 798,8	11,5 %

65. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement à un taux moyen de déploiement tardif plus élevé que le coefficient délais de déploiement approuvé (29,7 % contre 23 %), du fait de la restriction des déplacements provoquée par la pandémie de COVID-19, et à un coût réel des voyages inférieur aux prévisions (1 560 dollars pour un aller simple contre un montant budgétisé de 2 465 dollars).

	<i>Écart</i>	
Contingents	26 377,7	6,3 %

66. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) un taux moyen de déploiement tardif plus élevé que le taux approuvé (8 % contre 4,2 %) en raison du rapatriement précoce d'un groupe des services d'aérodrome et du retard pris dans le déploiement d'un bataillon en conséquence de la restriction des voyages liée à la pandémie de COVID-19 ; b) des dépenses moindres que prévu au titre du déploiement, de la relève et du rapatriement, du fait de la relève inversée des contingents et du séquençage amélioré des vols, qui ont permis d'optimiser l'utilisation de la flotte et de combiner au mieux les corps de troupes lors des relèves ; c) un coût quotidien effectif moyen des rations inférieur aux prévisions (4,24 dollars contre 5,17 dollars) ; d) le remplacement, pendant 14 jours, des produits frais par des rations de réserve dont la date de péremption approchait ; e) l'obtention d'une remise pour paiement rapide des rations et d'autres remises ; f) les retards pris dans le déploiement du matériel d'un bataillon, de deux forces d'intervention rapide et d'autres unités d'appui en raison des perturbations causées par la pandémie de COVID-19 au transport des marchandises.

67. La sous-utilisation des crédits a été partiellement compensée par une baisse des taux d'immobilisation et de non-déploiement du matériel et par de meilleurs résultats en matière de soutien logistique autonome que ne le prévoyaient les mémorandums d'accord sur le matériel appartenant aux contingents.

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	12 576,8	38,3 %

68. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement à un taux moyen de déploiement tardif plus élevé que le taux approuvé (43,5 % contre 10 %), 200 membres de la police des Nations Unies n'ayant pas été déployés en raison de la restriction des déplacements imposée par la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Unités de police constituées	10 404,5	23,5 %

69. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) un taux moyen de déploiement tardif plus élevé que le taux approuvé (25,5 % contre 6,4 %), en raison de l'annulation du déploiement d'une unité de police constituée, après le retrait de la Mission de la région du Kasaï ; b) un coût quotidien effectif moyen des rations inférieur aux prévisions (4,89 dollars contre 5,58 dollars) ; c) le remplacement, pendant 14 jours, des produits frais par des rations de réserve dont la date de péremption approchait ; d) l'obtention d'une remise pour paiement rapide des rations et d'autres remises.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	8 616,5	5,8 %

70. La sous-utilisation des crédits s'explique essentiellement par le fait que le taux de vacance effectif moyen (12,2 %) a été supérieur au taux approuvé (11,4 %) et que les voyages autorisés au titre des avantages du personnel ont été reportés en raison de la restriction des déplacements imposée par la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(3 425,5)	(4,1 %)

71. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que le taux de vacance effectif moyen des administrateurs recrutés sur le plan national a été inférieur au taux approuvé (10,6 %, contre les 17,6 % prévus), et que, à compter du 1^{er} septembre 2020, le barème des traitements en Ouganda a été relevé de 6,5 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national et de 5,1 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national. Ce dépassement de crédits a été partiellement compensé par un taux de vacance de postes moyen effectif plus élevé que le taux approuvé dans la catégorie des agents des services généraux recrutés sur le plan national (5,4 % au lieu de 4,1 %).

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	5 066,4	(30,3 %)

72. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que, dans la catégorie des Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international, le taux de vacance de postes effectif moyen a été inférieur au taux approuvé (7,4 % au lieu de 9,6 %) et que les prestations à verser ont été plus élevées que prévu, notamment le montant effectif moyen de l'indemnité de subsistance des Volontaires (2 853 dollars au lieu de 2 414 dollars).

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(555,1)	(10,5 %)

73. Le dépassement de crédits s'explique principalement par des paiements de prestations (indemnités de licenciement, prime de rapatriement, indemnité pour frais d'études, notamment) plus élevés que prévu et par la part assumée par la Mission dans les dépenses liées au personnel temporaire auquel il a été fait appel pour les services d'appui à la mise en œuvre d'Umoja.

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	855,7	21,8 %

74. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement à un taux effectif moyen de vacance de postes supérieur au taux approuvé (37,8 % contre 30 %).

	<i>Écart</i>	
Consultants et services de consultants	521,2	73,5 %

75. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par l'annulation d'un certain nombre de missions de consultants, due à la restriction des déplacements dans le contexte de la pandémie de COVID-19, notamment une mission de conseil d'experts portant sur les structures organisationnelles et institutionnelles, les entités et les parties prenantes au sein des forces de sécurité de l'État, une mission de conseil en matière d'analyse des conflits et d'élaboration de programmes et une mission de suivi et d'évaluation de la contribution de la Mission au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

	<i>Écart</i>	
Voyages officiels	1 375,8	(25,3 %)

76. Le dépassement de crédits s'explique essentiellement par la réinstallation de tous les membres du personnel international et national travaillant à Goma, avec leurs personnes à charge, après l'éruption volcanique de mai et juin 2021. Ce dépassement de crédits a été compensé en partie par la réduction des dépenses consécutive à la restriction des déplacements imposée dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	8 629,1	14,8 %

77. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) le nombre moins élevé de demandes de remboursement de pays fournisseurs de contingents au titre des munitions utilisées ; b) les retards accusés dans l'achat de fournitures pour la défense des périmètres et de matériaux de construction en raison des perturbations provoquées par la pandémie de COVID-19 dans la chaîne d'approvisionnement ; c) l'annulation de projets de construction ou les retards survenus dans leur exécution, comme dans le cas de l'unité médicale de niveau II qui devait être construite à Beni, du forage de puits et de leur raccordement aux systèmes de canalisations locaux, les prescriptions d'exploitation ayant changé à cause de la fermeture de sites et de la restructuration de la Force, et pour ce qui est de la construction des ponts de Hululu, Osso et Lushoga ; d) un coût moyen pondéré réel du diesel moins élevé que prévu (0,7379 dollar par litre contre le montant de 1,0067 dollar inscrit au budget) ; e) les efforts déployés pour réduire le niveau des stocks de produits consommables à la Mission, qui ont conduit à réduire les achats de matériel de génie ; f) le report de

l'achat de consommables pour la fabrication de bouteilles d'eau et de matériel de plomberie en raison des perturbations provoquées par la pandémie de COVID-19 dans la chaîne d'approvisionnement.

78. La sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par : a) l'augmentation des achats d'installations préfabriquées et de matériel d'hébergement, comme suite aux recommandations issues des enquêtes sur la sécurité des installations, visant à installer des bâtiments de soutien à la plateforme de regroupement de Mavivi afin de loger le personnel en période de crise et de fournir des logements en dur aux contingents militaires existants encore logés sous des tentes ; b) l'augmentation du nombre de demandes de services de sécurité pour les logements du personnel en tenue ; c) l'achat de groupes électrogènes en remplacement de ceux dont la durée d'utilisation prévue était dépassée, afin de fiabiliser l'alimentation électrique des camps.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	(4 639,0)	(34,0 %)

79. Le dépassement de crédits est principalement dû au remplacement des véhicules légers de transport de passagers, des véhicules blindés et des ambulances dont la durée d'utilisation était dépassée.

80. Ce dépassement de crédits a été en partie compensé par le moindre coût moyen pondéré du diesel (0,7379 dollar par litre au lieu du prix de 1,0067 dollar par litre retenu dans le budget) et par une consommation de carburant inférieure aux prévisions en raison de la réduction des déplacements par voie terrestre, dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Opérations aériennes	19 045,3	15,2 %

81. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) le remplacement de 4 hélicoptères Mi-24 (coût de l'heure de vol : 7 979 dollars), par 4 hélicoptères blindés Mi-8 dont le coût par heure de vol est de 4 267 dollars ; b) un taux d'utilisation et un nombre d'heures de vol inférieurs aux prévisions en raison de la restriction des déplacements, dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ; c) le renvoi anticipé d'un hélicoptère Mi-8 le 1^{er} mars 2021, dans le cadre du retrait de la Mission de la région du Kasai ; d) le renvoi anticipé d'un avion en janvier 2021 comme suite à la décision de remplacer les vols réguliers de passagers bénéficiant d'un congé de détente en partance pour Entebbe par un versement forfaitaire ; e) l'éruption volcanique de Goma, qui a entraîné l'annulation de tous les vols réguliers à destination et en provenance de Goma fin mai et début juin 2021 ; f) un coût moyen pondéré réel du carburant moins élevé que prévu (0,6903 dollar par litre contre un prix budgétisé de 0,9621 dollar par litre).

82. La sous-utilisation des crédits a été partiellement compensée par l'achat de véhicules spécialisés tels que fourgonnettes, tracteurs de manutention et chargeurs d'avion de type K, dans le cadre de la remise en état de l'aéroport de Goma, devenu le principal point d'entrée en République démocratique du Congo.

	<i>Écart</i>	
Opérations maritimes ou fluviales	(542,6)	(157,3 %)

83. Le dépassement de crédits s'explique principalement par les achats supplémentaires de conteneurs maritimes destinés au transport d'installations préfabriquées et de groupes électrogènes.

	<i>Écart</i>	
Communications et informatique	(4 465,9)	(11,7 %)

84. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) l'achat de centres modulaires en conteneurs destinés à la modernisation et à la réinstallation des centres de données après la survenue d'incidents causés par des pannes électriques ; b) le remplacement des pare-feux de points de contrôle dont la durée d'utilisation était dépassée et qui n'étaient plus pris en charge par le fabricant ; c) la mise à niveau des communications radio à usage militaire et la migration vers des systèmes cryptés de norme TETRA, pour pallier les problèmes de sécurité ; d) l'achat de serveurs, d'ordinateurs, d'unités de stockage et de matériel de réseau, dans le cadre de l'amélioration et de la modernisation du système de sécurité physique de la Mission, afin de satisfaire aux normes de sécurité des Nations Unies ; e) la mise à niveau du système de sécurité physique de la Base d'appui d'Entebbe et la migration vers une nouvelle plateforme technologique d'exploitation des caméras de surveillance ; f) l'achat de récepteurs mixtes, en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure hertzienne à l'échelle de la Mission, pour permettre des liaisons critiques de bonne qualité à partir de systèmes domestiques dans un contexte de pandémie et de télétravail.

85. Le dépassement de crédits a été compensé en partie par une réduction des dépenses au titre des télécommunications et des services de réseau, due principalement à l'optimisation constante de la fourniture de services Internet et aux tarifs compétitifs proposés dans plusieurs contrats-cadres de prestation de services Internet.

	<i>Écart</i>	
Santé	(1 314,6)	(84,3 %)

86. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : l'achat de matériel médical destiné au centre de lutte anti-COVID dont la mise en place était prévue dans les structures médicales existantes de la Mission pour la prise en charge des patients atteints de la maladie ; les services médicaux dispensés aux patients souffrant de la maladie à coronavirus, à l'intérieur comme à l'extérieur de la zone de la Mission ; un nombre plus élevé d'évacuations sanitaires de patients recevant des soins hautement spécialisés, qui entraîne une augmentation du coût des services ; l'achat de fournitures médicales et de médicaments spécialisés dans le cadre des activités de prévention de la COVID-19 et du traitement des patients atteints de la maladie.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	3 757,7	8,2 %

87. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par un taux d'exécution des activités relatives aux programmes plus faible que prévu en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, du conflit armé sévissant dans certaines régions et de l'éruption volcanique survenue à Goma.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

88. En ce qui concerne le financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, soit 73 217 000 dollars ;

b) se prononce sur l'affectation des autres produits et le traitement des ajustements concernant l'exercice clos le 30 juin 2021, soit 23 103 000 dollars [produits des placements (1 170 500 dollars), produits divers ou accessoires (2 033 300 dollars) et annulation d'engagements d'exercices antérieurs (19 899 200 dollars)].

VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/300 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée

A. Assemblée générale

(Résolution 75/300)

<i>Décision ou demande</i>	<i>Mesures prises</i>
Se dit de nouveau gravement préoccupée par la menace que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de représenter pour la vie, la santé et la sécurité, et souligne qu'il importe d'assurer la sûreté, la sécurité et la santé du personnel de maintien de la paix, notamment en utilisant des vaccins sûrs et efficaces pour le personnel civil et le personnel en tenue, de maintenir la continuité de l'exécution des mandats, dont la protection des civils, de réduire au minimum le risque que les activités de la Mission contribuent à la propagation du virus et, selon les possibilités, d'aider les autorités nationales, si elles en font la demande et dans le cadre des mandats prévus, à prendre des mesures pour lutter contre la COVID-19, en collaboration avec le coordonnateur résident et les entités des Nations Unies présentes dans le pays (par. 13)	<p>Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, les entités des Nations Unies œuvrant en République démocratique du Congo ont contribué à : a) renforcer les capacités d'analyse et de recherche, ainsi que la surveillance et les enquêtes concernant les malades, dans tout le pays ; b) appuyer la gouvernance du secteur de la santé ; c) renforcer les capacités en matière de gestion des malades de la COVID-19 ; d) renforcer les mesures d'hygiène, de prévention et de lutte contre la contamination dans les établissements de santé et dans le cadre de vie habituel ; e) renforcer le système logistique d'intervention d'urgence contre la COVID-19 ; f) assurer la continuité des services de santé dans les provinces touchées par la COVID-19</p> <p>La campagne de communication à grande échelle engagée par la Mission par voie d'affiches, de ressources numériques et de webinaires interactifs pour combattre la mésinformation et combattre les mythes attachés à la vaccination, a contribué au taux élevé de vaccination parmi le personnel. La Mission a également organisé des réunions générales d'information pour plusieurs organismes des Nations Unies. Une vidéo sur les cliniques qui proposent une vaccination contre la COVID-19, dans laquelle est mise en exergue une pratique exemplaire de la Mission a été présentée sur le site mondial iSeek</p> <p>La Mission a retravaillé une note d'information relative à ses opérations pendant la pandémie, qui rend compte des meilleures pratiques, des enseignements tirés de l'expérience et des recommandations applicables pour ce qui est de l'exécution du mandat, de l'appui aux autorités nationales, du devoir de diligence et de la planification des interventions d'urgence, puis l'a publiée dans la Base de données sur les pratiques et politiques des opérations de paix. Parmi les meilleures pratiques suivies dans l'exécution du mandat et les mesures d'atténuation, la note met en exergue : a) le recours accru à la</p>

Prend note des mesures qui ont été adoptées pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les opérations de maintien de la paix, notamment pour permettre aux missions de continuer d'exécuter leur mandat tout en garantissant la santé et la sécurité du personnel de maintien de la paix et des populations locales dans les pays hôtes, et prie le Secrétaire général de faire figurer, dans son prochain rapport sur l'exécution du budget de la Mission et dans le projet de budget pour l'exercice suivant, des informations actualisées sur les conséquences de la pandémie, les enseignements tirés, les meilleures pratiques et les mesures prises par la Mission pour améliorer sa préparation et sa résilience et collaborer avec les autorités du pays hôte et les acteurs régionaux et sous-régionaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie (par. 14)

communication d'informations à distance, par réseau d'alerte locale interposé, pour éclairer la conduite des opérations et définir des mesures d'atténuation des effets de la COVID-19 dans les plans de protection de la population locale ; b) le programme quotidien d'apprentissage Okapi école, diffusé à la radio, qui s'adresse aux 27 millions d'élèves concernés par la fermeture des écoles durant la pandémie ; lancé à l'initiative du Ministère de l'éducation et de l'UNICEF sur une période de six mois, il a été retransmis par 44 stations de radio dans tout le pays ; c) un plaidoyer de haut niveau pour la libération de 4 323 auteurs de délits mineurs afin de décongestionner les prisons et d'y réduire le risque de flambées épidémiques ; d) le concours apporté au Gouvernement dans l'action menée en matière de recherche et de géolocalisation des contacts de personnes exposées à la COVID-19, qui a permis de retrouver 2 004 cas contacts

Depuis le début de la pandémie de COVID-19 en République démocratique du Congo, le nombre de cas recensés au sein du personnel de la MONUSCO a largement correspondu au taux d'incidence dans le pays hôte, notamment au premier trimestre 2021, lors de la deuxième vague de la pandémie. Alors que s'amorçait le pic national des cas de COVID-19, aux abords du second semestre de 2021, le déploiement du programme de vaccination des Nations Unies a permis de bien gérer et de maintenir sous contrôle le nombre de cas au sein du personnel de la MONUSCO, grâce à la protection conférée par le vaccin et aux mesures parallèles de santé publique. On tend donc à attribuer au démarrage du programme de vaccination un rôle déterminant dans la limitation des cas au sein de la MONUSCO et du système des Nations Unies dans le pays, alors que des pics étaient constatés, en revanche, dans la population nationale

Dans la première phase du programme vaccinal, la Mission a rencontré quelques problèmes pour ce qui est de l'inscription du personnel à vacciner et de la prise de rendez-vous, l'utilisation de la plateforme mondiale Everbridge ayant présenté quelques difficultés, vu le nombre de bureaux de secteur à couvrir. Les pratiques exemplaires ont consisté, au départ, à : a) mettre en place, dans cinq bureaux de secteur de la Mission, des cliniques sans rendez-vous et des cliniques éphémères, dans des lieux de passage centraux, afin que les membres du personnel qui remplissaient les conditions requises et leurs personnes à charge disposent, en plus de la plateforme Everbridge, des services d'inscription sur place et de vaccination immédiate dispensés par le personnel

préposé par la Section des technologies ; b) déployer des équipes médicales mobiles composées de personnel médical de la Mission et de l'équipe de pays et munies d'un nombre de doses de vaccin prédéterminé en fonction de la demande, dans les endroits reculés où le personnel des Nations Unies est peu nombreux ; c) organiser des groupes de discussion sur place au niveau des bureaux de secteur, afin d'informer le personnel des avantages de la vaccination et de réfuter toute information erronée sur le vaccin

Au nombre des défis à relever et des enseignements tirés de la première phase du déploiement du programme vaccinal figuraient : a) le risque, inhérent à l'hébergement collectif de grands nombres de membres des contingents en tenue, de flambées pandémiques de grande ampleur ; b) la réticence persistante du personnel et des vacataires recrutés sur le plan national devant la vaccination, attribuable en partie au retard pris dans le déploiement du programme national de vaccination du Gouvernement dans le cadre du dispositif COVAX ; c) un scepticisme généralisé vis-à-vis de la vaccination au sein du personnel, las et circonspect face à la pandémie prolongée et aux taux d'infection et de mortalité comparativement faibles enregistrés officiellement en République démocratique du Congo

En ce qui concerne les progrès enregistrés par la Mission en matière de préparation et de résilience face aux pandémies, un cadre opérationnel a été établi, comprenant des projections sur les effets éventuels à long terme pour l'exécution de son mandat et une matrice de décision sur la programmation a été adaptée pour les bureaux de secteur, afin de concilier prévention contre la COVID-19 et exécution des activités essentielles. Durant la suspension du dispositif de relève des contingents, entre mars et juin 2020, la Mission a réussi à adapter ses capacités du moment de façon à maintenir une présence active dans les zones à haut risque, en rééquilibrant les forces dans les cas où des unités, placées en quarantaine, étaient indisponibles et en réduisant au minimum les conséquences éventuelles pour l'exécution du mandat

Note avec préoccupation les effets à moyen et à long terme de la pandémie de COVID-19 sur les pays, les régions et les sous-régions en proie à des conflits et souligne qu'il importe que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies agissent, s'il y a lieu et dans la limite de leur mandat, en coordination avec les autorités nationales et les entités des Nations Unies pour promouvoir la reconstruction après les conflits, la

Dans le cadre du fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement, il a été décidé en septembre 2020 de financer un programme conjoint proposé par le FNUAP, ONU-Femmes et le HCR, qui visait à mettre en place des initiatives participatives, conjointes et inclusives au Nord-Kivu. Ce programme mettait l'accent sur les femmes et les filles

Décision ou demande

consolidation de la paix et le relèvement après la pandémie dans les pays et régions en conflit, en particulier en Afrique (par. 15)

Prie le Secrétaire général de veiller à ce que la Mission ait la latitude voulue pour utiliser les fonds consacrés aux activités relatives aux programmes et à ce qu'elle rende compte de l'emploi qu'elle en fait, conformément aux directives applicables et compte tenu du contexte dans lequel elle évolue, et de faire figurer dans le prochain projet de budget et dans le rapport sur l'exécution du budget des renseignements détaillés sur les activités de la Mission relatives aux programmes, notamment sur la façon dont elles ont contribué à l'exécution des mandats, sur les liens existant entre les activités et les mandats, sur les entités de réalisation et sur la mise en place par la Mission des contrôles voulus (par. 22)

Souligne également l'importance que revêt la bonne exécution du budget de l'ensemble des opérations de maintien de la paix et prie le Secrétaire général de continuer d'améliorer le contrôle des activités des missions de maintien de paix et d'appliquer les recommandations formulées par les organes de contrôle compétents, et d'éviter dans cette perspective les irrégularités de gestion et les pertes économiques connexes afin de garantir le plein respect du Règlement financier et des règles de gestion financière, tout en tenant compte comme il se doit des orientations et recommandations qu'elle-même a données, et de rendre compte de la question dans ses rapports sur l'exécution du budget de ces opérations (par. 37)

Mesures prises

vulnérables réfugiées, déplacées ou faisant partie des communautés d'accueil qui n'avaient pas reçu d'assistance à cause des mesures de prévention de la COVID-19. Un second programme conjoint, à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du PNUD et d'ONU-Femmes, visait à faciliter l'accès à l'électricité verte en milieu rural pour améliorer l'état de santé et la résilience socioéconomique des populations

Les activités de la Mission relatives aux programmes ont été inscrites au titre des produits dans le cadre de budgétisation axée sur les résultats, en regard des réalisations escomptées et des indicateurs de succès. Toutes les interventions proposées ont été mises sur pied en consultation avec les chefs de section et de bureau après analyse des mandats et des besoins. Les projets thématiques ont également été approuvés par les responsables des composantes et la Chef de la Mission

Un contrôle régulier de l'exécution des programmes, dans le cadre de budgétisation axée sur les résultats, a été effectué tout au long de l'exercice financier afin de recenser et de supprimer les goulets d'étranglement. Le Groupe de la gestion des projets a assuré en continu contrôle de la qualité et suivi des projets, en rendant compte de leur avancement, et la Section du budget et des finances et la Cellule de la planification stratégique ont présenté au comité de gestion des ressources de la Mission des rapports financiers mensuels sur les décaissements de fonds pour les activités relatives aux programmes

La Mission, par l'intermédiaire de la Cellule de la planification stratégique, a entrepris un examen à mi-parcours pour mettre en évidence les domaines de progrès et les problèmes rencontrés dans l'exécution des activités programmatiques

Tout au long de la période à l'examen, la Mission s'est attachée à appuyer et à coordonner toutes les fonctions de contrôle, y compris celles du Bureau des services de contrôle interne et du Comité des commissaires aux comptes. Elle a facilité les séances d'ouverture et de synthèse de l'audit, et dûment répondu aux communications du Bureau et du Comité dans le cadre du processus d'audit. Elle a également assuré le suivi de l'application des recommandations d'audit, dont il a été régulièrement rendu compte sur la plateforme de suivi des recommandations du Bureau des services de contrôle interne (TeamMate). Un grand nombre de recommandations ont ainsi pu être classées

Décision ou demande

Mesures prises

La Mission a également continué à adhérer au programme de réforme du Secrétaire général et à mettre en œuvre les réformes de gestion conçues par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel. Elle a mis en place plusieurs grands indicateurs de résultats destinés à permettre une gestion plus efficace et plus productive des ressources et a contribué pour une bonne part au pilotage et à la mise à l'essai de nombre de projets de réforme. La Mission a continué à veiller à ce que la délégation de pouvoirs soit utilisée comme il convient et signalé toute exception. Elle a également renforcé l'informatique décisionnelle dans le cadre de la gestion de la chaîne d'approvisionnement afin de pouvoir planifier et prévoir correctement la demande et assurer de façon structurée la bonne exécution du plan et du processus d'achat

Elle a continué, d'autre part, de procéder à des auto-évaluations des systèmes de contrôle interne et des facteurs de risque, à des contrôles de responsabilité, et à des inspections conjointes, et à présenter des rapports sur les cas de fraude et de présomption de fraude, poursuivant en outre d'autres fonctions de surveillance liées au Bureau de la déontologie, à la déclaration de situation financière et aux examens effectués par les comités permanents, tels le comité local des marchés ou le comité local de contrôle du matériel

B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(A/75/822/Add.6)

Demande ou recommandation

Mesures prises

Le Comité consultatif compte trouver des informations détaillées sur les activités et les meilleures pratiques du groupe de l'information numérique dans le prochain rapport sur l'exécution du budget (par. 7)

Le groupe de l'information numérique a enrichi les modes de communication de la Mission en ne se contentant pas, dans sa production et sa diffusion de contenus, du simple aspect narratif. Avec les nouveaux contenus, les représentants de la population, et les partenaires et bénéficiaires de la Mission ont eu voix au chapitre, et ont ainsi pu expliquer avec leurs propres mots ce que la Mission apportait de positif dans leur vie. Avec Talkwalker, le nouvel outil de veille et d'analyse permettant de suivre les débats portant sur la MONUSCO dans les réseaux sociaux et médias en ligne, la Mission a été en mesure de détecter les discours de haine, la mésinformation et la désinformation. Assurer une veille efficace face aux

médias sociaux en proposant un contre-argumentaire chaque fois que nécessaire a permis de déconstruire les fausses croyances répandues par des fauteurs de troubles défendant l'idée que la MONUSCO n'aurait pas accompli grand-chose en 20 ans de présence en République démocratique du Congo. Cette méthode a fait ses preuves à plusieurs reprises, notamment lors de la dernière crise survenue à Beni. Elle a permis, notamment, de réduire nettement le nombre des critiques à l'égard de la Mission et l'expression de sentiments négatifs sur ses plateformes numériques